

Démocraties Directes : à l'écoute des modèles…

Émission du 09/09/2025 sur @democratedirect
https://www.amdfrance.org/index.php/medias/amdf/#dds1
Musique : Kipling – Carmin. D
https://hyperfollow.com/carminD

L'émission s'ouvre sur le contexte de crise politique, sociale et économique en France, marqué par des tensions autour des manifestations du 10 septembre et par une perte de confiance dans les institutions représentatives. Les organisateurs proposent d'utiliser cet espace de discussion comme une agora citoyenne, fondée sur l'écoute, la critique constructive et l'opposition bienveillante.

La première partie est consacrée aux actions prévues pour le 10 septembre : certains participants annoncent leur participation aux mobilisations, d'autres choisissent de s'en tenir à des gestes symboliques (drapeaux, soutien en ligne), exprimant souvent une méfiance envers la récupération politique ou les risques de violence. Les débats abordent aussi les enjeux économiques (notation de la France, dettes, inflation) et géopolitiques (OPEX, politique militaire), en soulignant la dépendance du système actuel aux décisions d'une minorité gouvernante.

La deuxième partie se concentre sur la démocratie directe. Plusieurs intervenants la définissent comme un système où les citoyens proposent, débattent et votent directement les lois, avec possibilité d'initiative et d'abrogation. Le modèle suisse est souvent cité comme référence, notamment pour son système d'initiatives et de référendums, bien que ses limites liées à l'influence médiatique soient reconnues.

Certains insistent sur la nécessité d'une nouvelle constitution fondée sur la participation citoyenne locale, plutôt que sur une constituante élue ou tirée au sort, afin d'éviter de retomber dans le piège représentatif. D'autres rappellent que la démocratie directe n'est pas qu'une théorie : il faut l'expérimenter, comme on apprend à faire du vélo, en acceptant erreurs et corrections.

Les échanges mettent aussi en avant la stratégie : comment « forcer la porte » du système verrouillé ? Pour certains, cela passe par l'échelon municipal et des expériences locales (référendums d'initiative citoyenne, gouvernance collégiale dans les associations). Pour d'autres, il faut construire une masse

critique capable de peser nationalement, plutôt que de se marginaliser.

Le rôle de l'information est jugé central : une « rééducation civile » est préférée à la « désobéissance civile », en misant sur la création et la diffusion de contenus alternatifs pour contourner l'emprise médiatique.

Enfin, plusieurs intervenants soulignent que la démocratie directe ne pourra s'imposer que si elle est désirée par une majorité de citoyens, ce qui suppose du temps, de la pédagogie et la préparation de solutions crédibles face à la tentation autoritaire en cas de chaos. L'émission se conclut sur l'idée que la démocratie directe représente une évolution inéluctable de nos sociétés, mais qui exige patience, expérimentation et stratégies multiples.

[Intervenant 1] (2:07 - 9:59)
d'abord on va poser les règles de ce space qui sont les mêmes règles déroulées du space que celles des émissions que certains connaissent, identiques aux émissions de démocratie directe avec des S, comme mon compte, et qui sont aussi les mêmes règles que le compte AMF, AMDF, l'association des mairies démocrates de France. Donc voici les règles la sexualité, la santé, la religion, la spirualité et le vote sont appelés à rester dans la sphère privée, sauf si bien évidemment la thématique de l'émission le légitime. La polémique stérile, les attaques personnelles et les procès d'intention n'ont pas leur place dans cet agora, les parlais forts, les insultes, les propos répréhensibles légalement, les trolls sont immédiatement sanctionnés par une exclusion.

Néanmoins aucune censure d'expression ne sera pratiquée dans le respect de la législation en gros. L'opposition bienveillante, évidemment, la critique constructive et respectueuse, la divergence d'opinion sont largement encouragées, surtout en démocratie directe. On va le pratiquer ce soir.

Le savoir-être, le savoir-vivre doivent être au service du savoir-faire, car la citoyenneté est avant tout transversale de notre humanité que nous devons développer. Nous préconisons avec Kali de poster à chaque invité, chaque intervenant qui montera, vous pourrez poster et épingler vos ressources en haut, c'est à ce passant en haut du space, c'est-à-dire que quand vous mettez un commentaire sur votre compte, après vous avez un petit bouton en bas à droite qui vous permet de le partager dans l'espace. Il faut faire partager dans l'espace une fois que vous avez fait un commentaire sur votre compte, ou je crois même sur le space lui-même, si vous mettez un commentaire vous pouvez le partager et l'épingler si vous vous semble important dans la bulle qui est tout en haut.

Voilà pour l'instant, rien n'est partagé, ça reviendra. Donc ça c'était le petit détail technique. Nous invitons évidemment à vous munir chacun d'un bloc note physique ou numérique pour préparer vos questions, en plus de vos témoignages éventuels.

Si vous avez demandé à intervenir, merci d'éteindre le micro lorsque vous n'intervenez pas. Lorsque vous ne parlez pas, ça évite des saturations et des bruits de fond pour tout le monde et c'est plus agréable comme ça. Donc pensez à chaque fois à éteindre vos micros quand vous ne parlez pas.

On tend de ne pas couper la parole aux intervenants comme aux auditeurs, afin de favoriser un confort d'écoute et de compréhension optimal. De ce fait, en levant la main, donc ça c'est vous avez les petits bonhommes en bas droit ou le coeur là, vous faites plus et ça vous permet de... Ah je vois qu'on ne peut pas faire de commentaires dans mon espace, bon tant pis, problème technique, vous ne pourrez pas a priori poser des commentaires, mais je pense que vous pourrez épingler via votre espace.

Donc le petit coeur plus à droite avec les émoticônes, vous mettez la main levée si vous souhaitez parler quand vous êtes intervenant. Et après, ce sera par tour de rôle. C'est le co-autre qui s'occupera de ça prioritairement, qui dira dans quel ordre sont les invités.

Propre à mon space, pour des règles supplémentaires à ce space, nous allons essayer de pratiquer l'izégoria. Alors qu'est ce que c'est l'izégoria ? En démocratie directe, en théorie c'est un temps de parole égal, c'est à dire que je vais essayer de mettre un chronomètre sur votre temps de parole.

On va essayer, on va tester, c'est un premier essai, d'environ cinq minutes. Le but c'est que ce soit fluide, que tout le monde puisse parler et qu'il n'y ait pas des longs tunnels qui empêchent les autres d'intervenir et que vous attendiez trois heures avant d'intervenir, parce que je sais que c'est compliqué, mais c'est aussi bien d'écouter ce que les gens ont à dire, de prendre le temps de les écouter. Donc on verra comment on gère ça, que ce soit Kali ou moi-même, on pourra décider de prolonger le temps de la personne si on trouve que c'est pertinent, qu'elle ne se répète pas et que ça mérite d'aller jusqu'au bout de sa réflexion.

Voilà, donc on veut ces petites règles, c'est juste pour que tout le monde ait le temps de discuter. Voilà pour les règles et je vous remercie par rapport à ça de votre civilité. On va essayer d'avoir une durée à peu près de space théorique de trois heures maximum.

Voilà, on verra comment ça se passe, si on coupe avant ou si ça se prolonge selon la finité. Au programme, voilà comment ça va se découper. Premier temps, je vous propose qu'on parle du 10 septembre sous forme d'agora libre.

Chacun pourra s'exprimer, dire d'abord son état d'esprit, sa situation actuelle par rapport à l'économie, à la politique, ses problèmes de pouvoir d'achat, etc. Et donc, dire ce qu'il ressent et qu'est-ce qu'il pense faire s'il souhaite faire quelque chose d'abord le 10 septembre et quelles seront les actions qu'il compte mener. Il peut rester aussi discret par rapport à ça.

Voilà la solution qu'il propose le 10, mais aussi le 11, le 12, le 13, le 14, vers quoi il souhaite aller par rapport aux problématiques actuelles. Essentiellement tourner par rapport à ce space de politique, mais plutôt de métapolitique, c'est-à-dire des règles du pouvoir qui malheureusement ne favorisent pas les citoyens. Deuxième partie, nous parlerons démocratie directe et pour ça, je vous exposerai, ce sera moi qui parlerai un petit moment, ma vision actuelle de la démocratie directe qui évolue en fonction des interactions avec d'autres démocrates et vous-même, des propositions de règles, de constitution et après on parlera de vos propositions, de vos avis, qu'est-ce que vous en pensez par rapport à ce que je vous ai exposé, si vous avez des avis, qu'est-ce que vous trouvez de positif, négatif, voilà la critique constructive par rapport aux propositions de démocratie directe, d'un fonctionnement de régime en démocratie directe.

Ça, ce sera la deuxième partie. Troisième partie, et oui, c'est bien de parler d'utopie, on va dire, l'utopie, c'est ce qui va se passer dans l'avenir en général, mais c'est une vision du futur, mais comment on fait ? Voilà, concrètement, vous allez me dire comment on fait pour mettre tout ça en place, elle est bien belle ta démocratie directe, mais comment on va faire, quelle est la clé pour passer à la bascule ?

Eh bien, nous parlons du coup stratégie, qui ont été discutées déjà dans d'autres spaces, ma vision à moi, et toutes les stratégies possibles, et quelle stratégie, sur quel chemin, moi, je m'oriente actuellement, et vous, qu'est-ce que vous en pensez ? Quelle stratégie vous conviendrait ? Qu'est-ce qu'on peut faire pour changer en gros de régime, de passer l'idéal de la Vème République à la première démocratie ?

En tout cas, c'est mon objectif personnel. Voilà, donc je pense avoir brossé les règles, le déroulé, donc en trois parties, Agora, où on parle libre, deuxième partie, démocratie directe, et troisième partie, comment on met ça en place, quelle stratégie ? Donc, nous allons commencer par rapport au 10 septembre, donc qui n'hésitez pas à demander à monter pour intervenir, et qu'est-ce que, déjà, Kali, qu'est-ce que…

Ouais, alors, ah oui, moi, j'ai des choses à dire sur le

[Intervenant 2] (9:59 - 12:54)
10 septembre, mais déjà, je vais inviter les auditeurs qui sont déjà présents à monter, prendre la parole, parce que l'intérêt, c'est de discuter avec eux, et puis de partager le space, n'hésitez pas, parce que c'est le premier space de démocratie directe, donc sans les S, donc du coup, certains ne sont peut-être

pas habitués à pouvoir comprendre ce qui va se passer ici, donc n'hésitez pas à partager le space pour faire venir du monde et qu'il y ait vraiment de l'interaction. Et puis, venez prendre la parole pour expliquer comment est-ce que vous percevez, justement, le mouvement du 10 septembre qui est né comme cela un petit peu, qui a été pour beaucoup récupéré, pour d'autres délaissé, délaissé, pardon, moi, je vais m'exprimer en attendant que vous veniez prendre la parole, parce que c'est vous qui avez le plus d'intérêt que moi, mais personnellement, je pense qu'il faut faire feu de tout bois, c'est-à-dire que tout ce qui permet, en quelque sorte, de recréer du lien interpersonnel, parce qu'au-delà de la contestation, qui est de dire on n'est pas content, on n'est pas et même un peu plus, déjà, chaque mouvement social est réprimé de façon féroce par les gouvernements successifs et finalement, ils apportent des choses, mais vraiment à la marge. Ce qui est surtout très intéressant, je pense, dans les mouvements qui se sont accumulés depuis, on va dire, une dizaine d'années, c'est le lien interpersonnel, c'est-à-dire que l'émergence des réseaux sociaux, et on en est l'exemple, c'est très bien, on discute, voilà, on a le sentiment d'échanger, mais rien ne vaut une relation humaine, les yeux dans les yeux, pour discuter de ce que nous vivons de façon collective, et ces mouvements-là permettent cela, permettent de faire émerger l'idée de la démocratie directe, comme nous le développons avec démocratie directe, sans les S et avec les S, je vois Stéphane, donc ce mouvement, il a au moins ce mérite-là, c'est de dire, voilà, on n'est pas content, on va l'exprimer, mais surtout, ça va permettre de recréer peut-être du lien interpersonnel réel, et donc de favoriser l'émergence de la pensée collective, et ça, c'est pas négligeable, donc je vais pas trop discuter, parce que je m'exprime déjà suffisamment sur beaucoup d'autres spaces, je vais donc passer la parole à Magali, qui nous a rejoint à Des choses à dire, et n'hésitez pas vous aussi à monter, prendre la parole pour vous exprimer sur cette fameuse journée de demain, du 10 septembre, et qui d'ailleurs en lien avec l'allocution de ce soir, que beaucoup d'entre nous, du coup, ne regarderont pas, puisqu'elle a l'air même temps que nous, et c'est tant mieux, ce qui s'est passé hier, et qui a aussi, bien sûr, un impact, en quelque sorte, sur éventuellement ce qui va se passer demain, et puis tous vos ressentis. Bonsoir Magali.

[Intervenant 7] (12:56 - 16:50)
Salut Kali, alors bonsoir Stéphane, bonsoir démocratie directe, je fais un gros coucou à Lilou que je vois, Jérôme aussi, donc j'ai envie de vous dire que demain, bon moi je participe, mais je vous explique, dans ma ville, il y a deux endroits qui partent, il y a deux endroits qui sont organisés, un par le mouvement Bloc en tout, et l'autre par les syndicats, et donc du coup, ben moi j'ai préféré partir sur le mouvement Bloc en tout, voilà, pour être en intégrité de, je garde ma propre initiative, j'ai pas attendu le mouvement du 10 septembre pour faire quelque chose, moi, au niveau personnel, c'est-à-dire que déjà j'avais affiché dans ma voiture le drapeau français, j'ai pas attendu qu'on me dise, réveille-toi le 8 pour savoir que tu es française, et qu'il n'y a que ton pays qui compte, avant tout, ça fait des mois et des mois et des mois que je paye en espèces la majorité de mes achats, et essentiellement faire travailler les commerçants autour de moi, les primeurs autour de moi, etc. Ça peut être un mouvement, je vous dis honnêtement, ce sera ma finalité, ça peut être un mouvement qui va être porteur, moi j'y vais surtout pour parler entre nous justement, pour retrouver ce lien social, je ne pense pas, honnêtement je vous dis, alors après je ne veux pas déclencher, je déteste être celle qui va appuyer sur le soufflé pour le faire chuter, pas du tout, je pense pas que ce soit demain qui va être le plus important, je pense que ça va donner l'impact, moi je pense que c'est avant tout, il faut trouver un lien social, et peut-être que ce fameux mouvement du 10 septembre va nous permettre à chacun de retrouver ce lien social, pour éventuellement arriver dans quelques semaines peut-être à effectivement avoir le vrai mouvement citoyen, je pense pas honnêtement que demain il y aura la force, hier on avait un space où justement on avait eu quelqu'un des gilets jaunes qui nous disait que donc ça avait eu plus un impact sur l'acte 2, je suis d'accord, ok, nous ça va être en fait pareil, je pense, le mouvement du 10 septembre va falloir peut-être attendre un peu avant qu'il y ait une émergence qui arrive et que tout le monde en a marre, mais je vous le dis honnêtement, rien que dans ma vie il y a deux mouvements et je sens pas l'effervescence des méga jours qui arrivent, donc en dehors de la CGT qui s'est mise sur les ronds-points, en dehors de ça il n'y a pas de visibilité de colère ou quoi que ce soit, donc je pense qu'à mon avis il faut d'abord retrouver le lien social et éventuellement au fur et à mesure faire monter la pression, petit à petit, ce n'est que mon simple avis, merci de m'avoir laissé la parole.

[Intervenant 2] (16:50 - 18:16)
Merci Magali, alors je vais me permettre si Démocratie Directe me l'autorise, j'ai deux questions à te

poser par rapport à ce que tu as exprimé qui était très intéressant, premièrement tu as exprimé le fait que ça faisait un moment que tu étais déjà dans la volonté d'agir, que ce soit par le fait de payer en liquide ou d'afficher le drapeau français, ce qui est connoté plutôt à droite, or on sait dernièrement qu'il y a eu beaucoup de communications faites dans le sens de dire le mouvement du 10 septembre ça a été totalement récupéré par la gauche et en fait toi tu appelles à recréer de l'échange interpersonnel, donc c'est-à-dire que finalement aujourd'hui sans dévoiler ton positionnement politique, mais c'est-à-dire qu'aujourd'hui toi ton aspiration à travers ce mouvement c'est déjà de pouvoir rééchanger avec tes concitoyens, avec tous ceux qui devraient faire avec nous tous société pour pouvoir trouver des solutions, si j'ai bien compris, et ensuite à quoi tu aspires ?

Quelles seraient pour toi les solutions qui pourraient ou qui devraient émaner de ce mouvement ? Pour faire simple, si tu avais des revendications, et je parle pas de celles qu'on a vu passer il n'y a pas très longtemps, qui étaient totalement absurdes puisque tout illégal est dangereux, mais si tu avais des revendications, des volontés, des aspirations, quelles seraient-elles ?

[Intervenant 7] (18:18 - 22:21)
Alors ma position elle est très simple, donc quand je dis que je suis souverainiste, je passe pour la facho-raciste de première, mais j'aime mon pays avant tout, j'aime ma France, j'aime pas qu'on crache sur ses valeurs, donc toutes les personnes qui se reconnaissent dans cette partie là, c'est-à-dire les valeurs de la France, liberté, égalité, fraternité, oui je sais c'est asbine de dire des choses comme ça, mais ça a encore de la valeur, pour ceux qui sont souverainistes, je m'estime pas de droite ni de gauche, j'ai une manière d'être de droite sociale, j'ai une manière d'être de droite extrême, et j'ai une manière d'être gaucho-socialiste, donc je suis plutôt souverainiste à partie, si ça existe encore, je veux pas qu'on me mette dans une case parce que je déteste ça, et c'est pour ça d'ailleurs que à ma petite échelle, je fais partie du PIC, donc du pari de l'intelligence collective, parce que je pense que chacun d'entre nous, on a une manière d'apporter notre petite lumière dans le tunnel, bon moi c'est à travers la criminologie et mon travail à travers les soins palliatifs, en dehors de ça, voilà je suis quelqu'un qui a toujours été très associative, donc je sais ce qui peut rassembler les gens, c'est le côté festif, c'est le côté, alors j'ai commencé à faire des choses il y a quelques mois de ça, qui peuvent être à la portée de vous tous, de tout le monde, et vous verrez c'est assez magique, toutes les choses que je donne, toutes les choses que je ne veux plus, soit je trouve un SDF pour tout ce qui est habits, etc, parce que je vous rassure, bon le pauvre je vais pas lui donner un meuble, par contre tout ce qui est vêtements, les trucs d'hygiène et tout, je les donne directement au SDF, et après devant chez moi j'installe des cartons sur tout ce qui est objets, vaisselle, etc, et quand les gens me voient sortir ça, quand les gens me voient sortir ça, on engage la conversation, ah mais vous les donnez, ils me disent, oui non je les jette pas, et puis au fur et à mesure on parle et au fur et à mesure je les engage sur qu'est ce que vous pensez, on en arrive à ce stade là de devoir donner des choses, et j'en profite pour faire du café, de leur offrir une tasse de café dehors, etc, donc c'est des petites choses comme ça qu'il faut retrouver, je sais plus dans quelle émission j'avais vu qu'il début de siècle on était à 500 000 bistrots en France et maintenant on n'est plus qu'à 40 000, c'est juste arriver à switcher et se dire, oui ok, il nous manque de l'humanité à travers nous, et c'est ça qu'il faut retrouver en fait, on aura beau avoir tous les discours politiques du monde, et ça j'en suis intimement convaincue, de l'extrême gauche à l'extrême droite, vous pourrez avoir tous les discours du monde dans votre bouche, si on ne retrouve pas l'humanité en vous et en nous, on n'y arrivera pas. Donc si j'ai bien compris ton objectif premier toi c'est

[Intervenant 2] (22:21 - 24:34)
surtout de recréer du lien interpersonnel, c'est obligatoire, ça moi j'en suis convaincu, et d'ailleurs quand tu dis qu'il faut remettre un petit peu de joie de vivre et tout cela, il faut rééchanger, tu as exprimé une façon de le faire, moi je vous invite tous parce que généralement on va tous au moins une fois de temps en temps dans les supermarchés, même si on veut essayer de faire marcher les commerces locaux, dans le supermarché on se croise tous, on ne se parle pas, on ne se regarde même plus, on n'ose plus regarder dans les yeux celui qu'on croise dans le rayon, mais très sincèrement la prochaine fois que vous allez au supermarché, allez-y dans l'objectif de déconner, de délirer, vous engagez la parole avec quelqu'un qui choisit un truc, des petits trucs, vraiment pouvoir échanger avec l'autre, sourire, mais c'est surtout vraiment vouloir engager la conversation, c'est-à-dire que vous avez le gamin qui dit « ah papa je veux ça » et « ah bah vous savez, moi maintenant j'ai arrêté totalement les

fruits, les légumes, je ne leur donne que des gâteaux matin, midi et soir, au moins je suis tranquille », bien sûr c'est de la déconner, mais recréer ce lien-là, ça part de ça aussi, c'est vraiment ridicule, parce qu'on est dans une société qui a évolué d'une façon où on n'échange plus en dehors des réseaux sociaux, qui font que ces réseaux sociaux ont cassé le lien social réel, voilà donc ça c'était quelque chose effectivement pour moi qui me semblait important. Il y a donc démocratie directe qui je crois voulait reprendre la parole, et puis donc ceux qui sont là, n'hésitez pas à monter. Je vais très rapidement réexpliquer le déroulé, parce qu'il y en a beaucoup qui sont arrivés qui n'étaient pas là au début, là on a un petit moment d'agora où on va échanger sur justement le 10 septembre, qu'est-ce qu'on peut en espérer, qu'est-ce qu'on peut en craindre, comment est-ce que vous voyez ces événements derniers, il y a eu beaucoup d'événements là en 48 heures, et ce qui va encore se produire à partir de demain, et puis ensuite on aura une partie qui sera vraiment plus tournée vers la solution de démocratie directe, où démocratie directe sans les S échangera avec vous sur comment est-ce que lui conçoit le principe de démocratie directe, comment est-ce que du coup vous aussi vous le concevez, et quelles sont les stratégies de mise en place pour ce principe de démocratie directe.

[Intervenant 1] (24:34 - 32:16)
Je t'en prie, vas-y démocratie. C'est exactement ça, et je te remercie Magali pour ton témoignage, et dans ce que tu as dit, il y a des éléments de la démocratie directe, déjà la démocratie directe c'est la souveraineté populaire, on rajoute le populaire à souveraineté, mais c'est la souveraineté du peuple, on en parlera tout à l'heure dans la deuxième partie, mais c'est bien des éléments, tout ce que tu as dit, les échanges entre les personnes, évidemment la démocratie directe la favorise, puisqu'il y a énormément d'algorithmes, de moments d'échange entre citoyens, ne serait-ce qu'au sein de villages, juste pour s'occuper de la vie de la cité, qui entraîne forcément des échanges entre les individus qui ne se connaissent pas, si déjà ça permet de parler à son voisin, et de ne pas que juste le regarder sortir les poubelles. Voilà, donc merci pour ton témoignage, on va continuer sur le 17 octobre, puisque là on est sur la phase vraiment agora, où on vous donne la parole.

L'élément technique que je vous redonne, pour ceux qui étaient pas là au début, déjà je remercie tous ceux qui sont arrivés, vous êtes très nombreux, je vois Lilou, il y avait Jérôme Rodrigues, il y a Daniel Favari, Paco, la chance, Dom, Raoul, merci à tous, vous êtes tellement nombreux, j'arrive plus à aller jusqu'au fond du space, pour un premier space c'est pas mal. Je vous remercie aussi d'avoir fait passer le compte à mille hier, voilà c'était un des objectifs pour faire ce space, alors je n'ai pas la grosse tête, ne vous inquiétez pas, ni les chevilles qui enflent, je sais que je suis un tout petit compte à mille, c'est rien du tout, mais ça fait toujours plaisir d'avoir au moins mille personnes qui suivent, parce que quand même c'est un sujet, on va dire un télo pour certains, de fond, voilà, c'est pas un space où on s'amuse, c'est un space où on réfléchit, on discute, enfin mon compte en tout cas, voilà, mon compte est très orienté à la démocratie directe, avec les solutions stratégiques etc, et avant de passer à la parole, petit historique quand même, que vous sachiez d'où je viens, donc ça fait un moment que je suis branché sur la démocratie tout court, voilà, j'ai été réveillé pour beaucoup de monde par Étienne Chouard, j'ai été dans les premiers avec certaines personnes comme Léo et d'autres personnes qui sont connues à créer, à la création des gentils virus, les gentils virus c'était les gentils virus qui diffusaient le virus de la démocratie directe, donc doux, gentil, voilà, dans cet esprit de la diffuser, de la propager au maximum, et donc ce chemin faisant, j'ai évolué, j'ai participé à de nombreux ateliers constituants, on a réfléchi constitution, mais j'ai évolué un petit peu plus loin que, voilà, j'ai défendu à un moment donné beaucoup, énormément, la technique du tirage au sort qui est valable, que je défends encore pour certains aspects, qui a le gros avantage mathématiquement d'être représentif si on le choisit dans un grand nombre, et j'avais même participé à la création du mouvement pour la première démocratie en réaction à la création du MCIR de Mélenchon, parce qu'on était opposé à leur idée de constituante élue, parce que si vous faites une constituante et que vous remettez les élus, qu'est-ce qui va se passer ?

Vous aurez à nouveau les mêmes règles et on va tourner en rond, on va faire la sixième république qui sera encore la cinquième, et on n'en arrivera jamais à avoir une réelle démocratie si on ne laisse pas les citoyens décider eux-mêmes et pas les élus pour les règles qui les concernent, c'est les règles du jeu, si on laisse les maîtres choisir les règles, évidemment, comme dit Étienne, on ne peut qu'avoir des problèmes.

Donc, ce chemin faisant, j'ai évolué, et je me suis dit, j'ai rencontré Christian Lauru, qui est un fervent défenseur de la démocratie directe, et donc aujourd'hui j'en suis là, et on en parlera dans la deuxième partie, qu'est-ce que c'est la démocratie directe pour rapport, de manière générale, et la vision que j'en ai, les règles qu'on peut établir, mais voilà, donc j'ai participé, évidemment, à pas mal de mouvements, je me suis intéressé de loin, mais sans y participer aux indignés, c'était un petit mouvement où il n'y a eu pas beaucoup de participation, beaucoup en Espagne, mais très peu en France. Après, je suis allé sur les places des Nuits debout discuter, mouvement plutôt orienté, on va dire, à gauche, mais c'était très intéressant de prendre des places et de discuter, c'est un moment où on peut partager, discuter, créer justement de la cohésion et du lien entre les individus. Ensuite est arrivé les Gilets jaunes, je l'ai vu arriver avant que le 17, c'est-à-dire que j'ai participé moi-même avec un graphiste à l'élaboration de tracts sur Toulouse, où on a mis 17 points de rencontres sur périphériques, etc., et parking de grands supermarchés. Pendant 15 jours, j'ai fait toutes les places de parking, je vous donne un élément, une stratégie technique qui a bien marché pour propager un mouvement, n'hésitez pas à aller sur tous les parkings des supermarchés avec un tract bien foutu, là c'était la carte juste des rassemblements du 17 novembre 2018, qu'on avait mis sur tous les pare-brises de tous les supermarchés, ça a été utile et on s'est retrouvé à quelques milliers quand même sur les différents points de rencontres.

Voilà, donc j'ai participé pas mal à ce moment, plutôt côté intello dans les ronds-points et les espaces d'échange, et après il y a eu des votations sur Toulouse en tout cas, est-ce qu'on allait en ville ou on restait sur les ronds-points, moi j'ai voté contre le fait d'aller en ville parce que je savais comment ça allait tourner. Bon, la votation a décidé qu'on allait en ville, j'ai suivi mais j'étais pas pour, et malheureusement comme vous savez c'était une vraie souricière pour la police et on s'est retrouvé avec des mouvements qui ont fait coïnciter, évidemment le mouvement avec des antifas et malheureusement qui ont enlevé cette étiquette qui était transversale des gilets jaunes. Voilà, donc je suis un peu sorti, j'ai participé aux assemblées, des assemblées des gilets jaunes, sur la partie constitutionnelle évidemment, de démocratie, etc.

Voilà, je tenais à faire cette partie-là parce que vous connaissez mon compte mais vous connaissez pas trop mon passé, pour vous dire que j'ai quand même participé à différents mouvements, plutôt côté marcheur comme dit Jérôme, qui lui était plutôt marcheur et prêt à nous ouvrir les portes éventuellement aux intellos, mais je pense qu'il est très intello aussi, il peut très bien participer comme nous, tous les citoyens à tous leurs niveaux sont intelligents et comme disait Magali, par rapport au mouvement de Frédéric, oui il faut, en partie de l'intelligence collective c'est une très bonne idée, l'intelligence collective est supérieure pour moi à l'intelligence de quelques-uns ou surtout des élus. Voilà, donc débit de philocratie, donc Kali, est-ce que tu as vu, je n'ai pas suivi l'ordre d'intervention ?

Oui, alors on avait Anne et Oubi qui sont partis et on va donc avoir Phil, Phil Comte, bien connu des réseaux et ensuite on aura plateforme jaune.com. Alors Phil Comte, c'est sur le mouvement déjà du 10 septembre, qu'est-ce que tu en penses et qu'est-ce que tu as à nous dire ? On t'écoute.

[Intervenant 8] (32:17 - 36:49)
Oui, bonsoir à tous, bonsoir à tous, on verra bien, moi je l'ai préféré au début que les partis politiques ne s'en mêlent à ce point, du moins au début, qu'ils le rejoignent ensuite, parce que là j'ai peur que ça politise immédiatement d'un côté le mouvement, alors que je pense qu'il aurait dû partir d'en bas, et après dans une dizaine de jours, une quinzaine de jours, les différents partis politiques et les syndicats l'auraient rejoint.

Ça aurait été beaucoup plus puissant comme ça, là j'ai peur que nous voyions Bastille-Nation, toujours la même chose, une journée et puis le lendemain les gens retourneront bien gentiment à leur pénate, une sorte de journée de colère, mais sans plus. Moi j'ai peur que ce soit ça, parce que justement trop cadré par la CGT et les filles et compagnie. Franchement je trouve que c'est très bien que la CGT et les filles soient dans la protestation, mais ça aurait dû arriver après, à mon avis.

On verra bien, peut-être que la colère populaire sera supérieure à la récupération misère. J'aurais dit exactement la même chose d'ailleurs si de l'autre côté il y avait eu simplement l'ERN et la Confédération rurale, qui sont eux marqués plutôt de l'autre côté, j'aurais dit c'est dommage d'avoir cela au début. Je

précise, ce n'est pas contre strictement les partis de gauche, ça aurait été pareil pour les partis de droite dites extrêmes.

Maintenant il y a aussi une chose qui je pense pour l'instant est absente malheureusement des débats, des interrogations, y compris pour des gens qui cherchent la démocratie directe, c'est qu'on voit un problème qui va dépasser tous les autres bientôt, qui va dépasser la crise économique, qui va dépasser le chômage, qui va dépasser l'immigration pour les uns, les fondements du système éducatif pour les autres, qui sont tous des problèmes à traiter, on va avoir un problème qui va être supérieur à cela, c'est que Macron, et désormais par son choix du Premier ministre c'est évident, veut la guerre et veut nous entraîner dans une guerre, une guerre contre une puissance nucléaire en plus, et ça va tout simplement être extrêmement dangereux tout d'abord, pour tout simplement la survie physique de notre pays, parce que les fondements économiques est une chose, la destruction par vitrification nucléaire en est une autre, et là actuellement on y va tout droit. Il y a ce programme-là, vous savez que je vous ai mis en haut la source, Sébastien Lecornu avait écrit il y a quelques mois un livre qui s'appelait « Vers la guerre » avec un point d'interrogation, depuis les déclarations comme quoi on va envoyer des troupes en Ukraine, alors certes paraît-il après un cessez-le-feu, mais ils vont dire « Ah ben comme Poutine ne veut pas le cesser-le-feu, on va quand même le faire », etc. Il y a des cartes qui ont fuité, que les hackers ont réussi à obtenir du ministère de la Défense français, qui montre déjà le positionnement des troupes otaniennes en Ukraine face aux Russes. Ça ne veut dire rien qu'il vaille, on a eu bien entendu Olivier Véran, non pas Olivier Véran, non, Fort, dire que oui il était d'accord pour les troupes en Ukraine, donc ça va faire l'Union sacrée comme en août 1914 après l'abord de Jaurès.

On va sans doute avoir Glucksmann qui va rejoindre le gouvernement, puisque là on nous le vend à toutes les sources. Donc tout ça ne me dit rien qu'il vaille et je remarque malheureusement que ce sujet de la paix et de la guerre, qui de tous les sujets politiques est de très loin le plus important, est malheureusement absent, je dis bien totalement absent des débats politiques, que ce soit dans notre classe politique ou que ce soit y compris parmi les citoyens de démocratie directe, qui parlent de tas de choses très intéressantes, je ne dis pas, mais qui malheureusement ne se posent pas de questions sur comment arrêter cette folie.

[Intervenant 1] (36:49 - 36:55)
Merci. Merci pour ton intervention. Khalil, tu veux parler ?

Vas-y.

[Intervenant 2] (36:56 - 37:15)
Oui, j'avais une question à Philippe parce que ce qu'il précise sur effectivement le positionnement de Macron à travers son choix de Premier ministre, je partage sa vision, encore qu'il n'y avait pas besoin de le cornuer pour savoir quel était le positionnement de Macron depuis un moment.

[Intervenant 8] (37:15 - 37:17)
Mais là c'est clair, là au moins ça le mérite d'être clair.

[Intervenant 2] (37:18 - 37:54)
Mais ce qui m'intéresse justement, c'est quand tu dis que finalement ce mouvement qui a été plutôt récupéré par la gauche et du coup a démobilisé le fameux Nicolas, est-ce que ce qui est en train de se passer n'est pas de nature finalement à réveiller un petit peu les Nicolas ou les Nicolas les plus énervés ? Parce que finalement, encore une fois, il n'y a pas d'écoute de la revendication du peuple, des revendications du peuple, du ras-le-bol, et ça continue, ça continue, ça continue. Tu ne penses pas qu'au bout d'un moment…

[Intervenant 8] (37:54 - 39:52)
Ah mais si, le terreau est là, beaucoup de gens veulent que Macron s'en aille, beaucoup de gens en ont marre, beaucoup de gens ont le frigo vide. Je dirais que, pour prendre des termes marxistes, alors lui il parlait de classe, mais on va dire, le peuple en soi existe, le peuple pour soi n'existe pas encore. Pour cela, il faudrait réussir.

Est-ce que, comme disait Macron, Jojo le gilet jaune qui roule au diésée et qui fume des gitanes, c'était l'expression donnée, donc le beauf de droite, selon des Matthieu Slama, selon des gens bien-pensants de France Inter, puissent rejoindre dans ces luttes, pourquoi pas même Mouloud, le travailleur d'Estellantis qui va subir le plan social. Pour moi, l'ensemble de ces luttes-là devraient être la même, mais le champ politique est structuré de manière à ce qu'il n'y ait pas le fait que la France périphérique et les banlieues, voire les étudiants de centre ville, puissent joindre leurs forces, parce que tout est fait pour qu'ils se détestent les uns les autres. Le « divide et impéra » de Philippe de Macédoine marche encore, c'est la raison pour laquelle j'aurais préféré au début quelque chose de non encadré par les partis politiques et les syndicats, et qu'après, parce qu'on en a besoin, ils se soient rejoints.

Mais j'aurais préféré justement, puisqu'ici on est dans la démocratie directe, je pense que ça aurait dû sourdre directement du peuple et pas des organisations.

[Intervenant 1] (39:53 - 40:54)
Oui, je te rejoins complètement, ça aurait été bien que ce soit bien écrit clairement, que ce soit sans étiquette et qu'au moins à la journée du 10, les syndicats et les partis n'étaient pas pour le moment invités, en tout cas. Après que chaque personne d'un parti ou d'un syndicat vienne en tant qu'individu, au contraire, ils sont les bienvenus. Mais c'était d'éviter des affichages qui, on le sait très bien, dès qu'on commence à mettre des drapeaux et des affiches de partis ou de syndicats, évidemment ça crée de la division et on va dire « il n'y a que des gauchistes, il n'y a que des fachos », et malheureusement ça divise les citoyens et on se retrouve à nouveau divisé, minoritaire, et ça tue, on l'a bien vu, l'ensemble des mouvements.

Alors peut-être que Lilou, je ne sais pas si elle pourra intervenir, si elle est encore là, mais par rapport à la guerre, évidemment il faut savoir que quand même dans la cinquième Constitution, on est un petit peu protégé par rapport au fait que c'est quand même le Parlement qui décide.

[Intervenant 8] (40:54 - 41:27)
Au bout de deux mois, malheureusement, parce que pendant deux mois il faut y avoir une opération spéciale, ce qu'on appelle les OPEX, envoyer sur simple décision du Président de la République et puis bien entendu, le but il est simple, c'est d'envoyer les soldats d'abord, se prendre bien entendu une rouste par un bombardement russe, dire que c'est une attaque abominable des Russes contre l'armée française, et arriver à ce moment, pour l'article 35, mais seulement à ce moment-là, devant la représentation nationale.

[Intervenant 1] (41:34 - 41:56)
Ah, il y a un problème de micro, il faut que tu l'ouvres. Oui, il faudrait que j'ouvre pour parler, évidemment. Oui, je suis d'accord avec toi, Phil, c'est-à-dire que c'est tout à fait possible de provoquer l'ennemi pour créer, déclencher une guerre, malheureusement c'est bien connu et j'ai peur que ce Président en soit tout à fait capable.

Qui est le suivant ?

[Intervenant 2] (41:57 - 42:18)
Alors, ces plateformes, et d'ailleurs, juste avant de passer la parole à la plateforme, allez dans ce que vous avez abordé sur le principe de la guerre, il y a quand même cette fameuse citation qui dit « on croit faire la guerre pour la patrie, en réalité on fait la guerre pour des industriels ». Je pense que dans le cas de la France…

[Intervenant 8] (42:18 - 42:20)
Un atoll France, il y a signé que c'est un atoll France.

[Intervenant 2] (42:21 - 42:55)
Il y a deux intérêts pour lui, c'est premièrement de servir effectivement ses financeurs, en quelque sorte, et puis c'est, je pense, peut-être par arrogance, on le sait, le moyen de pouvoir aller au bout d'un

mandat qu'il doit absolument mener à son terme dans des conditions qui ne pourraient pas se faire autrement. Donc effectivement, c'est à plateforme jaune, si c'est ça, plateformejaune.com, de prendre la parole et après on aura Lilou.

[Intervenant 6] (42:58 - 50:20)
Bonsoir plateforme. Oui, bonsoir. Alors, moi je voulais, parce que là, je crois qu'on est allé très très loin sur d'autres sujets que le thème du SPES que je lis sous les yeux, la question du 10 septembre et la question de la démocratie directe.

Donc c'est là-dessus que je souhaiterais, après je pourrais peut-être dire un mot sur ce que j'ai entendu sur la question de la guerre, etc., de faire le lien d'ailleurs avec l'objet de mon intervention. Oui, alors j'aimerais qu'on parle de démocratie. Alors c'est vrai qu'il se trouve que parmi mon réseau, le réseau auquel j'appartiens, on a des gens qui sont des spécialistes en histoire et aussi en grec ancien et la traduction que tout le monde prend pour mot démos kratos, c'est le pouvoir du peuple.

Non, c'était le pouvoir, l'autorité. La traduction n'est pas très simple, parce que le grec ancien en langage français contemporain, c'est pas simple. C'est en fait, selon les spécialistes, plutôt le pouvoir aux citoyens libres de la cité-état athénienne.

Et d'ailleurs, dans notre blog qui est très modeste, plateforme jaune.com, justement, on a fait tout un dossier, il y a très longtemps d'ailleurs, sur la question de la démocratie. Et notamment, on s'appuie sur l'origine de la démocratie, donc la fameuse cité grecque, et les travaux des historiens comme Paulin Ismar. D'ailleurs, on met en libre téléchargement un de ses ouvrages qui s'appelle « La cité et ses esclaves ».

Et alors, je ne vais pas tout lire, parce que ce serait trop long. « L'imaginaire politique athénien auquel nous assurons l'expérience de l'automne hypothétique est en effet le produit de l'expérience d'esclavage. » Ensuite, il explique « Si nous prétendons aujourd'hui, à tort ou à raison, être les héritiers de l'Antiquité gréco-romaine, en quoi l'esclavage, qui fut la condition même de son développement, a-t-il contribué à écrire une part de notre histoire, au point de persister jusqu'à notre plus extrême modernité ?

» Et je termine sur ces citations. « À travers l'esclavage, la cité pense et donne une forme à ses frontières, et s'insère en rapport au corps, à l'écriture, ou à la notion même de représentation qui se trouve alors mis au nu. » Alors, en très raccourci, parce qu'on a cité plein d'autres historiens qui convergent vers Paulin Isma, en fait, le fond de l'affaire, ce n'est pas uniquement la façon.

Les agora dans la cité grecque, c'était une poyée de dirigeants, entourés de la population, enfin une partie de la population, de ces fameux citoyens-hommes. Je ne voudrais pas être interrompu, parce que je vous ai écoutés pendant un quart d'heure, et je me tais quand un autre intervenant en parle. C'est une question de politesse.

Je m'excuse d'être direct, mais voilà. Donc je disais, si je suis trop long, on me le dit, il n'y a pas de problème, mais je n'aime pas être interrompu. C'est une forme de censure.

Donc, il y avait des gens qui étaient d'ailleurs bien souvent sous, qui n'avaient pas forcément toutes leurs têtes. Et donc, vous avez une poignée de dirigeants qui dirigeaient tout ça. Le fond de l'affaire, c'est, oui ou non, nous, c'est ce qu'on pense à la plateforme jaune.

Ce qui était vrai à l'époque est encore plus vrai aujourd'hui. Aujourd'hui, évidemment, ça a beaucoup évolué, etc. La démocratie, c'est des dizaines de millions d'électeurs qui mettent un bout de papier dans une urne.

Et puis, vous avez tout en haut de la pyramide, une élite politique qui se présente comme des démocrates et qui gère en réalité les intérêts des esclavagistes de notre temps. On les connaît tous, les 500 premières fortunes de France qui, soit dit en passant, en 1996, c'était à peine quelques pourcents du

produit intérieur brut. C'était 5-6%.

Aujourd'hui, c'est 50% du PIB. Le fond de l'affaire, il est là. Le fond de l'affaire, c'est que nous, on pense à plateforme jaune qui a un droit supérieur au-dessus de toute forme de pouvoir.

C'est le droit supérieur à ne pas être un esclave, ne pas être opprimé, évidemment, et aussi le droit supérieur à l'égalité sociale radicale. Donc, déplacer le débat sur les mécanismes de décision, ça me paraît être une façon de contourner le fond du problème. Le fond du problème, c'est de permettre à toute la population, là on est en France, d'avoir accès à la satisfaction de ses besoins matériels élémentaires.

Tout le monde les connaît, c'est de se nourrir, de se loger, de se soigner, de se vêtir et aussi d'avoir du temps à consacrer à sa famille, à ses proches, à ses enfants et l'éducation, etc. Et donc, moi, ce que je pense, c'est qu'il vaut mieux parler d'un droit supérieur à l'égalité sociale et avec une gestion directe, évidemment, de la production. D'ailleurs, la production qui devrait être contrôlée par les consommateurs et les travailleurs pour qu'elle puisse être orientée vers les besoins de la population, ce qui n'est pas le cas actuellement, sous le capitalisme, parce que sous le capitalisme, rappelons que règnent dans les entreprises et dans la production, la dictature la plus pure, la plus ouverte, la plus manifeste.

Donc, le fond de l'affaire, il est là. Après, la colère qui peut-être va s'exprimer demain, qui commence à s'exprimer demain, qui ne va certainement pas s'arrêter demain, comme j'espère, en fait, elle n'est pas uniquement sur la question de la démocratie, elle est avant tout sur le fait qu'il y a une grande partie de la population, excusez-moi, je bafouille un peu, en France, qui est acculée à une paupérisation, mais vraiment historique, sans précédent, etc., et qui dépasse de loin ce qu'on avait connu nos aïeux, notamment dans les années 60-70. Donc, le fond de l'affaire, il est là. Alors, moi, je préfère, je me dis clairement, je suis un antidémocrate, je suis contre la démocratie, parce que la démocratie, finalement, historiquement, c'est une façon habile et machiavélique, quelque part, de faire accepter au plus grand nombre l'esclavagisme.

Je ne suis pas pour la dictature, bien évidemment, je sais, on a le traumatisme de toutes les dictatures bolcheviques, staliniennes, etc., du XXe siècle, qui ont, d'ailleurs, ce fameux Lénine, qui est recensé par beaucoup de gauchistes débiles d'aujourd'hui, je pense beaucoup à Dessectes, Trotskistes, etc., n'était en fait pas du tout communiste, parce qu'il a massacré quasiment tous les communistes, les vrais communistes, il a réprimé les ouvriers, il faut qu'il le rappelait, donc il a construit un régime de capitalisme d'État. Celui qui a réprimé les comités d'usines et les soviets, c'est Lénine. Je sais qu'on va nous présenter l'épouvantail léniniste stalinien, etc., pour dire finalement qu'il n'y a pas d'autre solution que le capitalisme. Maintenant, parce qu'en Chine, qui se prétend communiste, vous avez, au sein du bureau politique du parti communiste chinois, entre guillemets, 852 milliardaires, les plus riches de toute la planète, et que c'est à base d'investissements incomparables... Levez les sources sur les milliardaires chinois.

[Intervenant 2] (50:20 - 50:54)
S'il vous plaît, Philippe, Démocratie Directe a voulu que le space se passe dans un principe d'iségoria, c'est-à-dire qu'on laisse le temps aux personnes de s'exprimer. Si jamais tu as besoin de reprendre la parole pour contredire ce qu'il explique, il n'y a aucun souci à cela, mais on va laisser aller au propos. Et puis d'ailleurs, après, moi-même, en tant que coach, me permettrai de dire des choses, parce qu'il y a effectivement des choses sur lesquelles on peut redire, et on se le permettra, mais on va essayer de s'écouter, non pas pour répondre, mais pour comprendre.

Et donc, on va laisser terminer son propos.

[Intervenant 6] (50:56 - 51:20)
Vas-y, Philippe. Alors, les sources, je ne les prends pas par cœur, mais j'enverrai de bonnes grâces des informations à fil compte sur la question chinoise, sur le fait qu'il y a des milliardaires qui sont extrêmement fortunés, qui sont membres directement d'une partie pseudo-communiste. En tout cas, je

vous enverrai par messagerie privée.

[Intervenant 8] (51:20 - 51:22)
Ce n'est pas dur, mais...

[Intervenant 6] (51:22 - 53:08)
Ne m'interrompez pas. Ce n'est pas une façon de débattre, monsieur. J'enverrai les sources à qui me demandent, il n'y a aucun problème.

D'accord ? Je les apprends pas par cœur, je n'ai pas des livres sous les yeux. Quand j'essaye en général d'être honnête dans mon argumentaire et de ne pas raconter n'importe quoi, etc.

Pour venir sur le débat de fond et pour terminer, parce que je ne veux pas monopoliser la parole, je dirais que le fond de l'affaire, c'est effectivement concrètement de mettre fin dans la société à ce rapport social d'exploitation qui conduit aujourd'hui finalement à ce que des gens soient acculés à une misère sociale vraiment sans précédent, avec plein d'aspects que je ne vais pas détailler parce que je ne vais pas être trop long.

Et le fond de l'affaire, il est là. Et donc, je pense que nous, en tout cas, Plate-forme Jaune, on prône un pouvoir horizontal. Donc concrètement, ça se traduit par une organisation cellulaire du pouvoir avec des comités dans lesquels les délégués sont révocables à tout moment, ce n'est pas la dictature, dans lesquels il y a ce qu'on appelle la notion de mandat impératif de telle façon qu'effectivement on ne se retrouve pas avec une bureaucratie politique qui soit hors contrôle et qui peut se transformer comme quelque part des nouveaux privilégiés et une nouvelle bourgeoisie d'État telle qu'elle a été instaurée justement sous la Russie bolchevique, etc. Et donc effectivement, nous ce qu'on propose, d'ailleurs c'est détaillé sur le site internet, c'est un pouvoir horizontal.

Mais pour gérer quoi ? Le droit supérieur à l'égalité sociale. Parce que sans égalité sociale, en tout cas pour nous, on ne peut pas résoudre les problèmes de la société.

Voilà, j'ai terminé.

[Intervenant 2] (53:08 - 54:49)
Merci Plate-forme. Merci Plate-forme. Sirius, tu me laisses deux secondes, parce qu'il y a quelque chose qui a été dit par Plate-forme et qui pour moi est très important de recadrer en quelque sorte, sans être péremptoire.

Mais quand Plate-forme dit que finalement il est contre la démocratie, non, il est contre le principe de la république représentative qu'il confond avec la démocratie, parce que depuis qu'il est tout petit à l'école, on lui a dit qu'il était en démocratie. Parce qu'à longueur de temps, on a des irresponsables politiques qui nous disent que nous sommes en démocratie, parce que les journalistes nous disent que nous sommes en démocratie. Nous ne sommes pas en démocratie, nous sommes dans une république représentative.

Et quand ils parlent d'horizontalité totale, c'est le principe démocratique. Donc on ne peut pas dire qu'on est contre la démocratie quand finalement on n'utilise pas la bonne définition. Ça c'est très important pour moi.

Ensuite, deuxième chose, quand ils parlent des besoins qui doivent être satisfaits et que finalement c'est cela qui devrait être mis en œuvre à travers les revendications pour le 10 et autres, eh bien encore une fois, le principe de démocratie directe, et d'ailleurs on est obligé d'utiliser ce cléonasme, parce que le mot démocratie a été dévoyé par la République. Mais la démocratie directe n'est pas en soi un besoin, c'est la réponse au problème du besoin. C'est-à-dire qu'on a besoin effectivement de justice sociale, on a besoin que les masses puissent s'exprimer, ce qui n'est absolument pas le cas dans un principe de république représentative.

Donc la démocratie est le moyen d'obtenir ce que demande justement Planète. Je te laisse Cyril, et puis après il y aura donc Philcomte et Lilou, Philcomte pour répondre très rapidement à ce qui peut être concis, et Lilou derrière. Et Yannick après Lilou.

[Intervenant 1] (54:49 - 56:12)
Oui, c'est exactement sur quoi je voulais venir. Tout à l'heure, Plateforme Jaune, tu décrivais le système actuel en le nommant démocratie, mais nous-mêmes avec Ali, on nomme pas du tout démocratie. Comme il a dit, c'est un gouvernement représentatif, puisque la démocratie c'est le pouvoir citoyen.

Or aujourd'hui, le seul pouvoir qu'a le citoyen, c'est d'élire des maîtres qui n'ont pas de mandat impératif. Donc il y a beaucoup d'éléments que tu as donnés, mandat impératif, horizontalité, qu'on retrouve dans le système démocratique. Après sur le fond, par rapport à la vision du capitalisme, dans la démocratie directe, c'est les citoyens qui décident vers quelle loi et quel système économique, etc., ils souhaitent aller. Donc c'est un outil, la démocratie directe, pour de l'intelligence collective, de l'horizontalité, de la décision effectivement collective. Filcompte, tu voulais répondre. Et Plateforme Jaune, juste avant, n'hésite pas à épingler en haut du space, si tu sais faire, le lien vers votre plateforme.

Et ce qu'a demandé Filcompte, les éléments par rapport aux milliardaires chinois. Voilà aussi toute cette information qui te semble utile pour nous, n'hésite pas. Filcompte.

Oui, bonjour à tous.

[Intervenant 8] (56:13 - 58:38)
Alors, c'est très simple, il y a 200 membres permanents du Comité central Parti communiste chinois et 150 suppléants. Aujourd'hui, donc sur ces 350 personnes, il n'y a aucun milliardaire qui fasse partie du comité central. Historiquement, il y en a eu un qui était un membre suppléant en 2011 et il a été balayé en 2012, au moment de l'arrivée de Xi Jinping, qui a mis de l'ordre dans ce qu'on appelait à l'époque le groupe de Chiang Kai, car en effet, entre, on va dire, à la fin du mandat de août, il y a eu le groupe de Chiang Kai composé d'hommes d'affaires qui, entre 2008 et le congrès de 2012, ont tenté de pouvoir contrôler beaucoup plus la Chine. Il se trouve que ça n'a pas marché et qu'aujourd'hui, il n'y a plus du tout de décisionnaires qui sont milliardaires ou multimillionnaires en Chine.

Il existe bien entendu des gens très riches en Chine, mais ils n'ont pas le pouvoir politique. La preuve en est que quand M. Jack Ma, l'homme le plus riche de Chine, qui contrôle quand même trois télévisions privées, a critiqué l'augmentation des salaires décidées par Xi Jinping et le Parti communiste chinois, et qu'il a dit que la Chine allait perdre de la compétitivité par rapport aux salaires et compagnie, M.

Jack Ma a disparu pendant, je crois, quatre mois et demi, s'il avait beau avoir besoin de signer des tas de choses pour son groupe Alibaba et compagnie, il ne trouvait plus le signataire, il n'était plus là, il avait disparu. Il est revenu quand même à un moment un peu amaigri, des cernes sous les yeux, et là immédiatement il a dit que c'était une très bonne chose d'augmenter les salaires en Chine et qu'il allait commencer par le groupe Alibaba en donnant une prime en plus supplémentaire, une augmentation supérieure à ce que le Parti communiste chinois avait obligé de faire. Donc cela montre bien la différence entre un pays capitaliste et un pays où il y a une économie libérale, c'est-à-dire que oui, un secteur privé est très fort en Chine, mais le capitalisme ce n'est pas simplement l'existence d'un secteur privé, c'est le pouvoir politique au secteur privé, et ceci n'est pas le cas en Chine.

Merci beaucoup.

[Intervenant 2] (58:39 - 59:04)
Merci Phil. Allez, on va tout de suite revenir sur le sujet qui est celui du 10 septembre, même si on peut comprendre que parler de la Chine peut permettre d'avoir une grille de compréhension de ce qui peut se passer dans le monde et donc l'avoir en référence pour nous. Il y a donc Lilou qui va prendre la parole pour revenir sur ce qu'on discutait et puis ensuite on aura donc Nid, Gigi et puis Walter qui viennent nous rejoindre.

[Intervenant 1] (59:05 - 59:30)
Bonsoir Lilou, merci d'intervenir sur mon premier space. C'est à toi, je te remercie vraiment d'être là et d'ailleurs la question qu'on a posée tout à l'heure c'était par rapport à la constitution, est-ce que Macron peut déclencher la guerre comme ça ? N'hésite pas à parler d'autre chose si tu souhaites.

Qu'est-ce que tu vas faire toi le 10 septembre ?

[Intervenant 3] (59:30 - 1:01:29)
Alors je ne dirai pas ce que je fais parce que je ne veux pas qu'en ligne on sache ce que je fais parce que je veux être l'exemple de personne. Je veux que chacun exerce son droit d'aller manifester ou non. Donc il peut que je sois quelque part dans Paris mais dans un endroit safe.

La première chose que je voudrais dire pour demain c'est que faites attention à vous parce que de ce que moi j'ai vu aujourd'hui c'est la grande barricade donc je pense qu'il faut vraiment faire attention à vous. Si vous vous faites arrêter par la police ne faites pas les dingues. Mettez le numéro de téléphone d'un avocat qui soit capable de venir vous voir en garde à vue sur votre bras et sur les bras des gens que vous connaissez.

Si vous n'en avez pas vous appelez le barreau de votre ville et si vous êtes à Paris n'appelez pas le barreau de Paris parce qu'à mon avis vous n'en aurez pas pour qu'ils vous donnent une liste des avocats qui sont capables de venir vous voir en garde à vue parce qu'il y aura des gardes à vue. Si vous êtes nassé à certains endroits et que vous avez envie de faire à l'américaine, premier amendement je vais vous libérer d'aller là où vous vous oubliez parce que Retailleau a essayé un peu de faire peur mais je pense que oui demain ça va être un peu même beaucoup la foire d'empoigne et pas que venant forcément de la police. Je sais aussi que j'entends beaucoup de groupes se préparer à venir faire du cassage.

Voilà ça c'est pour la partie là. Moi je suis toujours pour qu'on manifeste mais j'en ai entendu parler alors sur tiktok il y a plusieurs tiktokers connus qui ont essayé de débunker. J'ai pas la vidéo là mais je l'ai vu hier soir parce qu'on en a parlé aussi sur tiktok parce que j'étais en live sur tiktok où en fait ils ont débunké comme quoi ce serait un quelque chose du gouvernement.

Moi personnellement je pense pas que ce soit quelque chose du gouvernement je pense que c'est des gens qui se sont dit bon bah voilà le 10 septembre on va faire ça est-ce que ça vous intéresse que c'est devenu viral sur les réseaux sociaux. Ça a été rattrapé par la bouche dans son ensemble dans ses arts.

[Intervenant 2] (1:01:29 - 1:02:08)
Excuse-moi, je suis vraiment désolé de te couper du doigt pour ne pas perdre le fil. Est-ce que tu ne crois pas qu'il y a eu il n'y a pas très longtemps des revendications qui sont apparues comme ça je ne sais pas d'où j'ai pas réussi à trouver le fil qui expliquait que ce n'est pas des revendications c'est les actions à mener. Dans les actions à mener il y avait sortir du supermarché avec votre caddie sans le payer, il y avait en fait dégradé le distributeur automatique.

Est-ce que tu ne crois pas que ce type de revendication est typiquement le genre de revendication qui va dans l'intérêt du gouvernement ?

[Intervenant 3] (1:02:08 - 1:02:18)
Franchement non. Je vais te dire non honnêtement non et puis d'abord le fait de ne pas payer, de ne pas utiliser sa carte bleue ça c'est des revendications classiques qu'on a tous les jours.

[Intervenant 2] (1:02:18 - 1:03:41)
C'est pas de ne pas utiliser sa carte bleue, c'était en fait il y avait quatre revendications mais c'était quatre revendications qui étaient totalement hors la loi. Si des personnes suivent ça, ça n'a qu'un seul effet c'est légitimer une répression féroce parce que en fait c'était les consignes c'était aller piller les supermarchés, détruire les distributeurs automatiques, il y avait deux autres trucs totalement ridicules

également et en fait quand j'ai vu ça moi, je vais pas faire des suppositions sans élément, mais je me dis soit ceux qui ont proposé ça sont d'une stupidité incroyable parce qu'à part mettre des personnes qui vont les suivre, les personnes en danger, ça n'a d'intérêt que de favoriser le gouvernement à appliquer une répression féroce parce que dès le départ il y aurait des casseurs, des voleurs, du pillage, c'était n'importe quoi et ça il faut pas non plus être totalement dupe et naïf. Il y a aussi des officines, des branches qui sont là pour essayer de déstabiliser les mouvements qui peuvent porter préjudice au fonctionnement de l'état. Voilà c'était juste une petite parenthèse pour te questionner sur le ressenti, mais si tu n'as pas vu le poste, je vais essayer de le retrouver.

[Intervenant 3] (1:03:42 - 1:08:53)
Non mais bon, comme ça à bout de point, quand tu me parles de prendre des cadillers pleins, ça me fait penser en fait à toutes les vidéos qui sont devenues virales sur les personnes qui ont bénéficié en fait d'un vide juridique en Californie et qui partaient avec les cadillers pleins parce que le vol à l'étalage n'était pas réprimé comme avant. Ensuite sur les cassages de DAB, donc là où en fait on retire l'argent, ça c'est parce que, c'est toujours le cas de toute façon, souvent c'est les Black Blocs qui détruisent les DAB, ils cassent les vitrines et après il y a d'autres groupes qui viennent de voyous, parce qu'il n'y a pas d'autre chose, qui pillent à l'intérieur. Donc ça je pense qu'ils vont se barricader.

Alors on n'a pas trop vu dans les médias cette fois-ci les barricades sur les Champs-Elysées, mais je sais qu'il y a beaucoup de gens qui se barricadent, même des Kidams comme moi et d'autres qui restent dans leur quartier ou qui essayent de faire très attention. Maintenant, il y a une chose, c'est que moi je pense qu'il faut prôner la sécurité pour les gens, mais il ne faut pas non plus leur dire de ne pas aller manifester, parce que sinon ça voudrait dire que finalement on a peur de la répression et que donc on a peur d'exercer nos droits. Donc ça pour moi c'est une base.

Je n'ai jamais été fan des manifestations, parce que honnêtement c'est très violent depuis les Gilets jaunes. Mais je remarque juste une chose, c'est que d'abord, alors il y a des agents d'influence, il y en a énormément depuis cet été, même des gens que vous avez l'impression de connaître depuis vraiment longtemps, ce sont clairement des agents d'influence politique de la France ou d'autres pays. Il y a de l'ingérence dans nos affaires de la part de bots compte extrême droite notamment, qui sont montés en reprenant des anciennes images, en faisant des montages et ensuite ils ont des bots derrière qui viennent encore faire monter la sauce.

J'en ai fait l'expérience avec d'autres, on l'a bien remarqué. Je vous dis ça pour vous dire que l'ingérence ne vient pas forcément de là où on croit le mode russe. Donc oui, il y a une énorme manipulation sur notre pays en ce moment, parce que politiquement on est très instable et il y a une volonté en fait à nous faire plonger, mais pas parce qu'ils veulent qu'il y ait la guerre civile, que les uns et les autres s'affrontent.

Non, parce que vendredi, on a une note et que de cette note-là, on va couler peut-être un peu plus et à partir de là, on va avoir des vrais problèmes, c'est-à-dire qu'on va avoir des gens qui n'auront plus leur salaire payé s'ils dépendent de l'État. Mais ça c'est encore autre chose. Ce que je veux dire particulièrement sur Demain, c'est que je pense qu'au moment où certains partis politiques sont venus récupérer le mouvement, je suis un peu comme Phil Comte, ça a été une erreur, clairement.

Pour moi, ils n'avaient pas à récupérer ce mouvement, ils n'avaient pas à en faire la promotion. Voilà, je suis désolée Kayon, mais LFI, encore une fois, les gros sabots de tous les côtés, non. C'est quelque chose qui, à mon avis, était citoyen au départ et je trouve que c'est assez dégueulasse de venir avec ses gros sabots et sa com pour faire comme si c'était un mouvement LFI.

Donc ça, ça me saoule. LFI, là, vous m'avez saoulée et surtout Hercilia avec son petit bateau. Donc ça étant passé, je pense un peu comme toi qui a peut-être un peu de manipulation, mais de mes échos à moi, des cercles que je peux fréquenter, ce que j'entends surtout c'est la grande peur, mais pas la peur du citoyen, la peur du pouvoir parce qu'ils ne savent pas à quoi s'attendre.

Donc on verra, peut-être demain il n'y aura rien si ça se trouve, mais faites attention à vous. Et dans

l'absolu pour moi, je l'ai dit à quelqu'un d'autre encore aujourd'hui quand j'ai appris le space de Thierry cet après-midi où j'ai dit que c'était le corps nu qui était pressenti, ça ne changera rien à notre situation. C'est bien, et d'ailleurs félicitations pour ton premier space, je n'ai pas eu le temps de te le dire et bien entendu que je vais en soutien de tout ce que vous faites, de la MDF, parce que c'est vraiment génial en fait de la part de Kidam de se lancer là-dedans et vous faites un travail remarquable, donc voilà, et vous me soutenez aussi donc c'est bien normal d'être là.

Et continuez, parce qu'en fait pour moi maintenant c'est qu'une étape et on va voir la suite. Donc le corps nu a été nommé Premier ministre, oui c'est le choix de la guerre, voilà, il était pressenti, il a dit non, puis il y a eu Yaël, puis ils sont revenus en arrière et en fait oui Sébastien Lecornu ça veut dire le choix de la guerre, que la guerre que veut Emmanuel Macron. Donc là-dessus ça ne fait aucun doute parce qu'en fait on s'écroule sur nous-mêmes en fait, l'Europe s'écroule, donc finalement on est presque en train de réfléchir, enfin en tout cas des doctrines que je lis, ils sont presque en train d'expliquer que finalement le Frexit ne servirait quasiment plus à rien, puisque le château est en train de vraiment se collapser sur lui-même.

Donc lui, il y a eu dans les dernières 24 heures un service militaire souple en rédaction en Belgique pour les jeunes à partir de 17 ans, ça c'est quelque chose qui va venir chez nous aussi. Des informations que j'ai ce soir, parce que je vous le dis aussi, parce que les politiques, même si vous ne les appréciez pas, de tous bords, droite, extrême droite, ils sont quand même en alerte là, parce qu'on a vraiment, là on est mal en fait. Donc ils vont censurer en tout cas Lecornu, puisque là Macron a dit je nomme nouveau gouvernement, pas de dissolution, sauf qu'ils vont essayer de le pousser à faire une dissolution.

Donc il va certainement y avoir une motion de censure, ce qui du coup va encore nous mettre un peu plus dedans, et ce qui risque encore plus entre demain et vendredi, parce que je ne sais plus quel fil il doit savoir, c'est qui qui note vendredi, moi j'ai oublié, mais il va y avoir d'autres notations qui vont arriver.

[Intervenant 8] (1:08:54 - 1:08:59)
Voilà c'est ça. En octobre, il y a Standards & Pourses, c'est beaucoup plus méchant.

[Intervenant 3] (1:08:59 - 1:09:02)
Oui, parce qu'en fait moi je me base plus sur Standards & Pourses, parce que comme je suis...

[Intervenant 8] (1:09:02 - 1:09:03)
Oui, c'est beaucoup plus méchant.

[Intervenant 3] (1:09:05 - 1:13:51)
Voilà, donc si vous voulez, là on est en train de marcher vers la Grèce, voilà, on est en train d'arriver là, et moi c'est ça qui m'inquiète. Donc demain ça peut être un pivot, parce que si demain ça se passe mal, l'image de la France va être encore dégradée, et ça, ça se joue sur notre notation, et de cette notation vont arriver les problèmes avec des personnes qui n'auront plus d'aide, mais aussi des fonctionnaires qui n'auront plus de traitement, un peu comme ce qui s'est passé avec les personnels suspendus après la Covid. Donc ça c'était juste pour l'aspect global, donc demain, ma foi, nous verrons.

Force et courage, comme beaucoup disent, mais oui, là il y a l'histoire qui se joue. Sur, juste, et après je termine parce que je ne veux pas parler trop, les règles constitutionnelles, comme vous m'en avez posé la question tout à l'heure en ce qui concerne le Président. Donc Philippe avait raison quand il a cité les OPEX, parce qu'en fait c'est depuis la Ve, il y a la guerre formelle, ce qui n'a jamais été utilisé depuis 1945, et il y a les OPEX, donc les opérations extérieures, qui sont décidées par le Président.

En 2008, il y a eu la réforme du 35 à l'INA2 de la Constitution, le gouvernement doit informer en effet le Parlement dans les trois jours qui suivent une intervention militaire et dire ok, ça ne va pas au-delà de quatre mois. Mais en fait, l'intervention, elle peut avoir lieu. Il l'a fait, enfin, c'est pas lui qui l'a fait, il y a eu Mali, Syrie, Irak, c'était des OPEX.

Donc en fait, le Parlement, il est passé à la carte. Mais il faut voir que pour une opération durable contre la Russie, clairement, il faut la vale du Parlement. J'ai posté tout à l'heure, pour juste la news, que voilà, le cornu, c'était le choix de la guerre, comme un peu nous tous.

Il y a des personnes, que je ne citerai pas, qui sont venues me dire, ah, et si on frappait la Russie, matériellement c'est bon, on peut y aller. Mais, mais, enfin, qu'est-ce qui vous passe par la tête ? Est-ce qu'on va faire la guerre, nous, aux Russes ?

Est-ce que vous allez vous calmer ? La guerre, c'est pas Twitter. Donc, article 15, le Président, c'est les chefs des armées, vous le connaissez, il a l'autorité suprême sur la défense nationale.

Je dis les termes, parce que ce Président, et pas son gouvernement, ce Président, et donc les cabinets qui l'accompagnent, parce qu'il y a beaucoup de ces pratiques qui sont très bien abordées juridiquement, est capable de dire, je suis l'autorité suprême. Et il va mixer avec le 5, pour fonder sa légitimité à protéger notre pays contre toute agression. Vous savez, les fameuses agressions extérieures.

Il est garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des traités. Parce que, oui, 35.1, on doit saisir le Parlement en disant, la déclaration de guerre est autorisée par le Parlement, on y va, il faut une guerre déclarée. Mais clairement, vous pensez que le Parlement va dire, oui, allez, on frappe la Russie ?

C'est absolument impossible. Et je redis juste aussi les contraintes internationales, la Charte des Nations Unies, c'est interdit de recourir à la force, sauf en cas de légitime défense, 51. Ou alors d'autorisation du Conseil de sécurité de l'ONU.

Autant vous dire qu'à l'international, ils nous défoncent. Vous avez les gens contre Macron, vous avez l'affaire Brigitte, mais vous avez aussi tous les blogueurs et youtubeurs dont on parlait d'influence actuellement, c'est pas de l'interne, c'est de l'externe, qui viennent filmer notamment le Champ de Mars, avec tous les migrants qui vendent à la sauvette, qui ont clairement mis la main sur le pied, le parvis de la tour Eiffel, ils frappent les flics, moi je les ai vus, j'étais en voiture devant, voilà, ils ont tabassé une flic, j'en ai vu des tas des trucs comme ça, et ils n'ont pas peur. Et en plein milieu du quai Branly, c'est-à-dire que vous roulez, les flics viennent, disent, vous vous enlevez de là, et ils courent après les flics, ils tabassent les flics, ils n'ont non strictement rien à faire, donc on en est là aussi. Mais ce genre de séquence, qui n'est pas la généralisation de Paris, même si c'est une réalité sur la violence, elles sont utilisées, en fait, ces vidéos-là, à dessein pour encore plus nous faire descendre.

Pas parce qu'ils sont contre les Français et on se chicane dans des spaces, pour que notre notation dégringole, parce qu'il y a des personnes, forcément, économiquement parlant, qui ont intérêt à ce que nous allions vers, malheureusement je pense là où on va quand même aller, puisqu'il reste quand même 18 mois, vers la banqueroute totale, voilà. Donc il ne peut pas engager seul la France dans une guerre totale contre la Russie, sauf si on a une riposte, voilà, il nous attaque direct, c'est la légitime défense, l'OTAN, l'article 5, ok, ou si l'ONU lui dit, vas-y frappe la Russie, mais sérieusement, par contre, oui, il peut en donner des frappes limitées ou l'envoi de troupes, et là vous retrouvez tous les termes qu'il a utilisé, le ciel, la terre, la mer, ça c'est des jalons, s'il y a une opposition, mais je pense qu'on n'arrivera pas jusque là. Voilà, donc on va voir la suite, force à vous.

[Intervenant 4] (1:13:53 - 1:13:54)
Merci Lilou.

[Intervenant 2] (1:13:56 - 1:14:00)
Cyril, démocratie, est-ce que tu avais quelque chose à rajouter ?

[Intervenant 1] (1:14:00 - 1:14:58)
Oui, je remercie Lilou, et je suis sur le fait de faire attention à vous, préserver votre intégrité physique, quoi que vous fassiez demain, en face on a des forces importantes qui ont été bien armées depuis les

gilets jaunes, et éviter, moi je suis contre la confrontation directe avec la police, je dirais même que ça devrait être nos alliés dans le futur, enfin à un moment donné si le peuple majoritairement et pas minoritairement décide de changer de régime, et que ça se passe tranquillement, pacifiquement, il n'y a aucune raison que les forces de l'ordre, à partir du moment où elles ont quelqu'un avec qui discuter en face, n'accompagnent pas les citoyens. Mais il leur faut quelque chose d'autoritaire, un petit peu en face, avec qui ils puissent discuter.

[Intervenant 2] (1:14:59 - 1:18:35)
Exactement, et donc je vais revenir sur l'échange que j'ai eu avec Lilou tout à l'heure, parce que j'ai retrouvé le fameux tweet qui a été partagé par Alerte Info, et qui était une information sortie par 20 minutes, et donc les trois actions évoquées pour le 10 septembre, que je conteste totalement, et je vous invite tous ceux qui nous écoutent ou qui écouteront le Space par la suite, tout ce qui est enregistré, à absolument pas faire ce qui est indiqué ici, à savoir chariots gratuits, sortir des grandes surfaces sans payer ses courses, sabotage de radars automatiques et de distributeurs de billets, blocage de gares, d'actes de circulation, de raffineries, de dépôts, de la grande distribution comme Amazon.

Tout cela est illégal et vous mettrez en danger. Maintenant, comme l'a dit Lilou, et on est nombreux à le dire, le droit de manifestation, le droit de rassemblement est un droit constitutionnel, vous avez le droit de vous rassembler, de discuter, d'échanger, de vous exprimer, et il ne faut pas succomber à la peur. Du coup, il faut être stratégique, et j'avais moi répondu dans ce fil, je vous propose une petite liste très rapide qui est, sur les principes légaux, si c'est fait intelligemment encore une fois.

Occupation permanente d'épargne de chaque mairie, de chaque préfecture de France, dans le but de recréer de l'échange interpersonnel, bien sûr dans un cadre pacifiste et sans aucune violence, sans aucune dégradation, sans vouloir entraver la circulation ou faire des problèmes. Par ce biais, organiser une grève générale permanente avec constitution d'un système de solidarité, collecte devant les supermarchés, en plus de celle devant les mairies et les préfectures. Organisation de RICs locaux, qui n'ont pas de valeur juridique, mais qui permettent quand même, encore une fois, de créer du lien interpersonnel.

Manifestation devant les médias et organes de presse oligarchiques subventionnés par nos impôts, devant les permanences de chaque député, et aux abords de chaque ministère. Manifestation qu'il faut bien entendu déclarer dans l'idéal, mais ce n'est pas une obligation. Opération escargot sur l'ensemble du réseau routier, on ne bloque pas la circulation, par contre on peut effectivement la ralentir, dans le but d'exprimer un mécontentement qui permet d'avoir une répercussion, là aussi, au niveau médiatique.

Opération je zèle tout, par le principe de la grève du zèle, pour tous ceux qui peuvent la pratiquer. Opération burn-out, tous ceux qui se sentent oppressés par la situation générale vont aller se déclarer en burn-out auprès de leur médecin, qui pourra peut-être le mettre en arrêt maladie. Déjà sur ces principes-là, vous avez des actions qui sont dans un cadre légal, s'ils sont faits de façon intelligente, et qui ont pour but de montrer un ras-le-bol, d'exprimer à nos irresponsables politiques qu'on en a vraiment ras-le-bol.

Et d'ailleurs, dans ce qu'exprimait Lilou, et je terminerai sur ça avant de passer la parole à Nid de Gigi et Walter, en fait, quand on voit toute la situation aujourd'hui, et qu'on dit voilà attention si jamais on bloque le pays, on peut avoir une dégradation supplémentaire de notre notation par Standard & Poor's et autres, mais en réalité, qui est responsable de la situation ? Est-ce que ce sont les citoyens qui expriment un mécontentement, et qui quoi qu'il en soit vont morfler, que ce soit sous une tutelle du FMI, ou que ce soit par les décisions prises par nos irresponsables politiques, ou est-ce que ce sont justement les irresponsables politiques qui depuis très longtemps maintenant sont dans des postures purement politiciennes, qui n'ont pas pris leur responsabilité, qui n'ont pas respecté les citoyens, et qui nous ont amenés à cette situation ?

Voilà, donc ça c'était mon raisonnement et mon positionnement, bien entendu, qui n'engage que moi.

[Intervenant 3] (1:18:37 - 1:19:46)
Juste une chose, excusez-moi, mais par rapport aux parvis, je sais que vous serez nombreux à être sur les parvis, que vous soyez sur la mairie ou la préfecture, vous devez avoir une autorisation préalable. Je pense que les ordres sont plus strictes là, donc il y aura certainement des personnes pour défaire ce que vous êtes en train de faire. Ce que je vous conseille de faire, si vous voulez pas vous prendre une méga amende, parce qu'il y aura aussi des méga amendes, c'est d'être mobile et de ne pas en afficher trop.

Parce que lorsque le rassemblement est symbolique, donc il devient limité, et du coup il devient peut-être spontané, ce qui fait qu'il ne donne pas lieu à une déclaration obligatoire. Voilà, c'est juste une petite astuce, et surtout si vous êtes organisé, vous devez absolument saisir le juge administratif si vous prenez une amende ou si on vient vous dire que vous n'avez pas de déclaration préalable. Pourquoi ?

Parce qu'il faut forcer les juges à mettre le nez dans ce qui se passe. Sinon, en fait, ça n'avancera pas du point de vue du droit, et tout le travail qui est fait là, par démocratie, par d'autres, par 3D bureaucratie, par des influenceurs ou par des gens sur le terrain, ne servira à rien, parce qu'à un moment ou à un autre, il faudra qu'on ait des juristes prudentes pour appuyer les transformations. Voilà, c'est tout ce que je voulais dire, merci.

[Intervenant 2] (1:19:47 - 1:20:55)
Tout à fait, bien sûr. Moi, je parle encore une fois toujours dans le cadre du respect de la loi, et donc les rassemblements sur les parvis de mairies sont totalement légals, à condition bien sûr, comme toute manifestation, de les déclarer évidemment. Mais si dans toutes les municipalités, plus de 36 000 communes en France, si dans une grande majorité, plutôt que de se rassembler tous à Paris, et on sait ce que ça peut générer, et bien chaque citoyen décide en toute légalité de créer de l'échange interpersonnel.

Encore une fois, le but, ce n'est pas de foutre la merde, le but, c'est de rediscuter entre nous. Là, on le fait, et d'ailleurs pour le premier space de démocratie directe, c'est intéressant, il y a quand même 175 personnes qui sont présentes, donc c'est un très beau space, félicitations, démocratie directe. Mais on doit aussi recréer du lien interpersonnel dans la vraie vie, les yeux dans les yeux, échanger, pourquoi est-ce qu'on partage les mêmes souffrances, les mêmes difficultés, et quelles sont les solutions qu'on peut mettre en commun ?

Toutes ces choses-là, ça se fait physiquement, et c'est pour ça qu'il faut qu'on investisse aussi nos communes, nos petites communes rurales, et démocratie directe en parlera par la suite sur les solutions de démocratie directe. Je t'en prie, vas-y.

[Intervenant 1] (1:20:55 - 1:21:19)
Oui, juste par rapport à ce qu'a dit Lilou, et si vous souhaitez manifester demain, sachez que sur la plateforme BloquonsTout, ils ont, pour Paris en tout cas, a été diffusée une liste d'avocats volontaires, récupérez les numéros téléphone surtout, voilà, et si vous décidez d'y aller, je vous invite à récupérer ces numéros et à pas hésiter à les appeler.

[Intervenant 3] (1:21:19 - 1:21:22)
Et mettez-les sur vos bras parce qu'ils peuvent vous prendre vos affaires.

[Intervenant 1] (1:21:24 - 1:21:28)
D'accord, peut-être l'écrire au stylo sur la main ou carrément sur le bras.

[Intervenant 2] (1:21:28 - 1:21:40)
À l'intérieur du caleçon, vous le mettez à l'intérieur du caleçon, normalement vous êtes tranquille, si jamais vous avez une petite étiquette collée sur votre intérieur de caleçon, vous devez normalement pouvoir conserver le numéro à cet endroit.

[Intervenant 1] (1:21:42 - 1:21:44)
Peut-être pas enlever le caleçon devant eux ?

[Intervenant 2] (1:21:44 - 1:21:59)
Non, parce que parfois, on l'écrit sur le bras, mais vous savez, on peut transpirer, on peut se frotter ceci, cela, et puis finalement, sauf à se mettre un gros truc, un délébile ou quoi que ce soit, ou se le tatouer. Si vous êtes parti dans l'idée de faire des manifestations à long terme, tatouez-vous.

[Intervenant 1] (1:22:02 - 1:22:46)
Ce que je propose, c'est que d'ici 30 minutes, on aborde quand même le deuxième thème du space, qui est la démocratie directe. Qu'est-ce que c'est ? Comment je la vois ?

Les règles ? Et pourquoi ça nous sortirait des crises, si vous regardez le titre, j'ai écrit crise au pluriel, ce n'est pas pour rien. On en parlera d'ici une demi-heure, mais là, on va continuer à faire circuler la parole sur le 10 septembre.

Quand vous passez, n'hésitez pas à dire, et vous n'êtes pas obligé de ce que vous faites demain, mais si vous avez envie de le dire, n'hésitez pas à le dire, ce que vous ne faites pas aussi, si vous ne souhaitez pas participer, si vous participez, quelle est votre action ? Je te laisse donner la parole au suivant.

[Intervenant 2] (1:22:46 - 1:23:13)
Pour les tours de parole, on va avoir, il est toujours là, non, Nid de n'est plus là, donc du coup, on va avoir Gigi, ensuite il y aura Walter, ensuite il y aura Romain, ensuite il y aura Myriam, ensuite il y aura Gigi S, ensuite il y aura Caillon et Plateforme Jaune qui revient. Donc du coup, c'est à Gigi, c'est-à-dire Gigi Pro-38.

[Intervenant 16] (1:23:15 - 1:25:30)
Voilà, bonsoir tout le monde. Donc, après toutes ces constatations sur ce qu'on va faire demain ou pas faire, parce qu'en fait, moi, je voulais intervenir pour dire que je n'allais rien faire, en fait, et la seule chose que je ferais, c'est de mettre un drapeau français à ma fenêtre, parce qu'en fait, ce mouvement, demain, est trop récupéré par l'extrême-gauche et je ne veux surtout pas manifester à côté d'un... Là, il va falloir finir la phrase, parce que là...

Oui, à côté d'un drapeau palestinien. Je n'ai pas du tout envie de manifester à côté de la France insoumise, à côté d'extrême-gauche, à côté de peut-être beaucoup de violences qui vont avoir lieu. Donc, c'est vrai que ce mouvement ne m'effraie pas, parce que je ne suis pas effrayée, mais je pense que demain, soit ce sera très violent, soit ce sera un flop.

Parce qu'à chaque fois que les gens, maintenant, se déplacent dans la rue, manifestent pour telle ou telle chose qui peut être positive, c'est la violence qui l'emporte tout le temps, parce qu'il y a des hordes de personnes qui profitent pour venir piller les magasins. Quand on voit ce soir que tout le monde, les magasins se barricadent, on a vécu déjà ça, quand il y a le Paris Saint-Germain qui gagne, et je trouve ça assez désolant. Donc, moi, je resterai à ma fenêtre.

En plus, j'habite dans un petit village, donc je pense qu'il ne se passera rien sur le parvis de notre village. Je n'ai pas du tout envie d'aller dans la grande ville de Montpellier dans laquelle je vis. Voilà.

[Intervenant 18] (1:25:32 - 1:25:33)
Merci, Rémi.

[Intervenant 1] (1:25:34 - 1:26:02)
Et d'ailleurs, j'en profite pour rappeler que le mouvement, au départ, le premier appel, c'était de rester chez soi. Ce n'était pas d'aller manifester dans la rue. Je vous rappelle qu'après, ça s'est transformé, c'est parti un peu partout, dans tous les sens, mais c'était bien le premier appel de rester chez soi, de ne pas consommer, justement, pour ne pas se faire frapper et ne pas subir la répression.

Suivant.

[Intervenant 2] (1:26:02 - 1:27:58)
Oui, alors suivant, ce sera Walter qui attend depuis un moment. Juste une petite remarque quand même, parce que moi, je peux parfaitement comprendre que des personnes qui se sentent plutôt du courant de droite ne veulent pas se lier en quelque sorte sur des mouvements avec des personnes de gauche, et inversement, que des personnes de gauche ne veulent pas se lier avec des personnes de droite. Sauf que, en fait, en réfléchissant comme ça, eh bien, on cède à la division qui sert le principe républicain.

C'est-à-dire que le principe républicain, il permet à des minorités de dominer le système parce que, justement, il crée de la division. Et le principe de la démocratie, encore une fois, directe, mais qui est la démocratie dans l'absolu, c'est que, finalement, j'ai forcément des divergences avec mon voisin, mais j'ai aussi forcément des points de convergence. Et, en fait, c'est d'accepter nos divergences et aussi, bien sûr, nos convergences.

Et le souci, c'est ça. C'est qu'aujourd'hui, je trouve que la société a été vraiment fragmentée à un niveau tel que, finalement, on est prêt à ne plus défendre nos intérêts parce que le voisin qui n'est pas de mon bord politique, qui n'est pas de mes opinions politiques, qui n'a pas les mêmes valeurs que moi, eh bien, finalement, lui va vouloir aussi manifester. Et donc, je préfère perdre tout seul plutôt que gagner avec des personnes qui ne me plaisent pas.

Et ça, je pense que c'est quelque chose sur lequel il va falloir tous, collectivement, se remettre peut-être un petit peu en question et se dire, est-ce que, finalement, quand je refuse de m'allier à mon ennemi idéologique, je ne fais pas le jeu de mon ennemi systémique, c'est-à-dire le système qui m'oppresse depuis tant de temps ? Voilà. Allez, on va donc passer la parole à Walter.

Ensuite, il y aura Romain, Myriam, J.J.S., Caillon et Plateforme.

[Intervenant 1] (1:27:59 - 1:28:01)
Alors, juste une insulte. Bonsoir.

[Intervenant 2] (1:28:02 - 1:28:03)
Ah, pardon.

[Intervenant 1] (1:28:03 - 1:29:07)
Ouais, non, non, mais tu vas pouvoir parler. Je vous en prie. Je rappelle une règle que j'ai mise en place au début et que je n'ai pas encore mise en route.

Je proposais de faire l'iségorias, c'était un temps de parole limité à cinq minutes, mais qu'on peut prolonger, il n'y a aucun souci, pour chaque personne, pour que ce soit plus fluide et que tout le monde puisse parler. Donc, pour éviter que je le mette en place, et en plus, sur un space audio, c'est très difficile, ce serait plus facile sur une vidéo où on voit le temps, le chrono tourné pour les gens, et savoir qu'ils arrivent un peu à leur fin de temps de parole, sachant que l'hôte et le cohôte peuvent le prolonger, il n'y a aucun souci. Donc, essayez de vous discipliner, de tourner autour de cinq minutes, si vous pouvez.

Bien sûr, si c'est intéressant, vous prolongez, mais pour que d'ici un maximum de 30 minutes, je puisse attaquer la deuxième partie du space, qui est, qu'est-ce que c'est la démocratie directe ? Comment je vois les règles ? Voilà, on finit le tour de parole sur le 10 septembre, cinq minutes chacun, si vous pouvez, et après, on aura plus de temps sur la seconde partie.

Merci à vous.

[Intervenant 10] (1:29:08 - 1:33:38)
Merci à toi. Merci aussi à la tenue du space, qui est très respectueuse, et j'apprécie cela. Donc, je salue

tout le monde, je salue Lilou, et je souhaitais justement faire une petite incise sur le propos de Lilou sur la comparaison entre la France et la Grèce.

Je pense que la situation de la France est beaucoup plus grave que la Grèce. Les comptes de l'État, ce sont des entrées et des dépenses, et au niveau des entrées, bien entendu, en France, nous avons, comme en Grèce à l'époque, des aigrefins ou des espèces d'oligarques, évidemment, qui fraudent allègrement, enfin, qui optimisent, qui optimisent, évidemment, leurs factures fiscales, comme les armateurs grecs, mais en Grèce, la différence qu'il y a par rapport à la France, c'est qu'avant la catastrophe financière de la Grèce, il n'y avait même pas d'obligation de caisse enregistreuse dans les commerces, les bars, les restaurants, des îles touristiques, etc., c'est-à-dire que c'était vraiment du grand n'importe quoi, alors qu'en France, on est déjà totalement essoré par le fisc, par Bercy, et évidemment, tout commerce, tout restaurant, alors je sais, il y a des logiciels qui, soi-disant, permettent de frauder le fisc sur les caisses enregistreuses, mais enfin, quand même, si vous faites choper, ça coûte très cher, n'est-ce pas ? Et donc, il y a quand même l'obligation de fournir des tickets de caisse, etc., ce qui n'existait pas en Grèce, donc à mon avis, la situation de la France est bien plus grave que celle de la Grèce, ça, c'était juste pour faire une petite incise. Ensuite, pour le soi-disant 10 septembre, écoutez, moi, je pense que quand je revois les Gilets jaunes, qui était un mouvement au départ très courageux, qui a été récupéré et tué, en fait, justement, par les mêmes qui ont récupéré dès le départ ce mouvement aujourd'hui, je pense que, premièrement, ça fera flop, ne serait-ce que parce que ça a été totalement récupéré, en effet, par ces gens qui ont pourri le mouvement des Gilets jaunes, et deuxièmement, j'ai envie de dire que les Français qui ont manifesté spontanément, honnêtement, sans arrière-pensée politicienne et dentrisme d'extrême-gauche, comme on l'a vu à la fin, dans la deuxième partie du mouvement des Gilets jaunes, écoutez, ils ont appris la leçon, c'est-à-dire que l'État français, la République, est capable, en effet, de balancer des grenades qui arrachent des mains, de débornier allègrement, je me rappelle même d'un jeune à Strasbourg qui ne faisait pas du tout partie du mouvement des Gilets jaunes, qui ne manifestait pas, mais qui a eu le malheur de sortir d'un magasin au moment de la manifestation et qui a perdu un œil en pleine manifestation.

Donc je pense que l'État, le système, a gagné environ 15-20 ans par rapport à ça, il faudra une nouvelle génération qui n'a pas vécu cette répression absolument horrible, essentiellement par la police nationale, parce qu'il faut rappeler que la gendarmerie a été quand même beaucoup plus soft, beaucoup plus cool, elle a été beaucoup plus tenue. Alors maintenant, ça fait partie du même ministère, on ne sait pas ce que ça donnera, mais la gendarmerie quand même s'est beaucoup mieux tenue que la police nationale dans les événements des Gilets jaunes, ils ont beaucoup moins balancé de flash-ball, etc. à tire-larigo.

Il faut dire en effet que les trois quarts des officiers de la PN sont des putains de francs-maçons, ça il faut le dire, alors que dans la gendarmerie, il y a quand même encore une certaine aristocratie.

[Intervenant 1] (1:33:39 - 1:34:42)
Je te remercie pour ton témoignage et effectivement pour avoir vécu plusieurs manifs Gilets jaunes, c'était assez violent parfois au niveau de la répression, j'ai moi-même pris une grenade de désencerclement dans les jambes, on l'a tous vécu alors qu'on était encerclés, c'est-à-dire qu'on ne pouvait même pas s'échapper. Donc ça a été compliqué pour beaucoup de gens, on a énormément de témoignages et de blessures suffisantes pour en témoigner. Par rapport à la gendarmerie, oui c'est vrai et même j'ai vu des manifs de Gilets jaunes très bien encadrés par les gendarmes, alors on peut se dire qu'on n'est pas dans l'esprit des Gilets jaunes avec une sorte de service d'ordre de gendarmerie, mais en tout cas c'était beaucoup plus bon enfant et respectueux des manifestants côté gendarmerie.

[Intervenant 10] (1:34:42 - 1:35:01)
Il y a même eu, si je peux me permettre, des scènes d'officiers de gendarmerie qui ont remis en place les bravèmes, qui leur ont dit vous dégagez, vous ne foutez pas le bordel dans mon dispositif, vous dégagez, arrêtez de foutre la merde, ça c'est des scènes que vous pouvez retrouver sur Youtube.

[Intervenant 1] (1:35:01 - 1:35:23)
Et ce qui a foutu le bordel c'est qu'on a retrouvé, malheureusement ce que subissaient les banlieues,

c'est les BAC qui ne sont pas normalement formés pour du maintien de l'ordre, mais plutôt pour attraper des voleurs, c'était plus des forces de désordre que des forces de l'ordre pour le maintien de l'ordre.

[Intervenant 10] (1:35:23 - 1:35:51)
Tout à fait, alors là il s'agissait de bravèmes, cette espèce de Benalla Leibstandarte, c'est à dire de dispositifs spécialement créés par le fameux préfet Lallement, qui porte très bien son nom d'ailleurs, et qui ont fait beaucoup de dégâts.

[Intervenant 1] (1:35:53 - 1:36:09)
Ok, mais je te remercie pour ton témoignage, qu'est-ce que tu attends toi de la suite, du 10 ou même d'après ? Qu'est-ce que tu aimerais, qu'est-ce que tu souhaites pour que le monde change on va dire ?

[Intervenant 10] (1:36:09 - 1:38:45)
Je pense qu'on va souffrir, on va tous souffrir, il faut vous y préparer, on va tous souffrir, pas uniquement en France, en Angleterre, en Allemagne, dans tout l'Occident, il y a eu un mouvement de plaque tectonique géopolitique en termes de ressources, en termes d'économie, aujourd'hui ce ne sont plus par exemple les pays occidentaux qui décident que l'euro ou le dollar a de la valeur. Non, aujourd'hui ce sont des pays tels que la Russie qui disent écoutez moi votre dollar j'en veux pas, qu'est-ce que tu veux faire ? La Russie c'est pas Kadhafi, c'est pas Saddam Hussein, tu le renverses pas comme ça.

Donc ce sont eux qui décident, ils ont décidé d'une stratégie étant donné qu'on a été extrêmement agressif avec eux, ils ont décidé d'une stratégie d'alliance avec des pays du sud, d'autres pays du sud qui sont producteurs également de ressources, et donc ce sont eux maintenant qui vont décider et non pas nous, étant donné en plus qu'on n'a plus d'armée, on a une capacité. Alors quand j'entends certains en effet dire qu'on va vers la guerre, non on ne va pas vers la guerre, la France est capable de projeter 15 000 hommes en Afrique pour aller faire un peu de maintien de l'ordre avec des gens qui se baladent en sandales, non les russes c'est autre chose, s'ils envoient 15 000 hommes, les 15 000 hommes c'est terminé en 15 jours parce que les russes ils bouffent 1000 hommes par jour. Donc ça je n'y crois absolument pas, mais donc oui on va souffrir, c'est inéluctable et Macron ou pas on va souffrir, on va souffrir.

Après en effet il y a des politiques qui permettraient de moins souffrir, je dois dire qu'en ce moment le débat démocratique m'ennuie énormément quand je regarde la télévision notamment, mais même aussi dans des spaces où on déblatère, on jacte, on jacte, on jacte, finalement je me dis mais qu'est-ce que ça doit être reposant d'être un nord-coréen ou un chinois, au niveau cérébral ça doit être extrêmement reposant d'être un chinois ou un nord-coréen, parce que ça jacte, ça débat, ça blablate, on n'en finit pas, on n'en finit pas.

[Intervenant 1] (1:38:47 - 1:38:54)
Je te remercie pour ton témoignage, Kali tu as vu l'ordre ?

[Intervenant 2] (1:38:54 - 1:39:03)
Ah oui oui c'est noté, c'est sur mes petits papiers, donc on va écouter maintenant Romain, ensuite on aura Myriam, puis GGS, puis Caillon, puis le retour de la plateforme.

[Intervenant 1] (1:39:04 - 1:39:09)
Alors essayez de faire cinq minutes chacun, merci. Bonsoir Romain.

[Intervenant 12] (1:39:10 - 1:45:53)
Bonsoir démocratie directe, bonsoir mon cher débilocratie, je salue et j'embrasse Lilou, je salue GGS, Caillon, Myriam, Stéphane, Sabine, Magali, Laurent, ainsi que cette auguste assemblée. Alors c'est vrai que moi je ne me suis pas exprimé depuis un moment, j'étais un petit peu absent des spaces, donc là c'est une première pour moi depuis pratiquement plus de deux mois. Je vais essayer de faire court et répondre au cahier des charges.

J'étais plutôt d'accord comme souvent avec Lilou, moi j'appelle plutôt à la prudence concernant le mouvement de demain, et je considère qu'un mouvement qui consisterait à dupliquer ce qui a été fait durant les gilets jaunes, c'est-à-dire procéder à des manifestations, me paraît très imprudent au regard de ce qui est mis en place en termes d'arsenal par le ministre de l'Intérieur, on parle de 80 000 hommes, c'est assez considérable.

Je pense que là où je rejoins aussi Débilocratie, c'est que je pense que pour moi, ce qui serait probablement stratégiquement payant à moyen et à long terme, c'est de recréer un véritable lien social, les yeux dans les yeux pour apprendre l'expression de Débilocratie, parce que je pense que l'oligarchie qui nous gouverne se satisfait du fait que nous soyons chacun divisé. Moi je parle avec tout le monde et figurez-vous que j'ai eu beaucoup d'échanges cet été des yeux dans les yeux pour apprendre l'expression de Débilocratie, tant et si bien que sur certains types de sujets, quand je discute avec des gens de droite, ils pensent que je suis de gauche, et quand je discute de certains sujets avec des gens de gauche, ils pensent que je suis de droite. Pour autant, je ne suis pas centriste par ailleurs.

Donc si vous voulez, le clivage de droite-gauche me paraît actuellement, au jour d'aujourd'hui, totalement inopérant. Ce qui importe, c'est de mon point de vue, la seule boussole qui compte, c'est les intérêts de la France, de pouvoir fédérer et d'être dans un projet collectif, fédérateur et surtout bienveillant. Je pense que c'est aussi un terme que j'aime utiliser, non pas par le plaisir de la rhétorique, mais parce que c'est aussi ma nature profonde, et je pense qu'on a besoin d'apaisement et on a besoin, au jour d'aujourd'hui, de bienveillance dans une période, une situation qui est extrêmement critique.

Quelques remarques rapides concernant la situation économique. C'est vrai que moi, je regarde pour vendredi les agences de notation. Il y a Alexandre Lohmann et certains économistes qui pensent qu'on risque de passer directement de A à triple B+, qui aura une incidence sur les taux d'intérêt et sur les intérêts de la dette.

Donc il faut regarder ça de manière extrêmement prudente. Néanmoins, moi, je reste prudent, sans tomber non plus dans une forme de catastrophisme. Parce que j'entends dire ici et là que le FMI va nous tomber sur la tête.

Le FMI n'intervient qu'à la demande d'un gouvernement. C'est-à-dire que pour que le FMI intervienne en France, il faut que le gouvernement en fasse la demande. Donc la situation est assez compliquée en termes de taux d'intérêt.

Néanmoins, on a un niveau d'épargne qui quand même est assez remarquable, ce qui nous place dans une situation qui n'est pas comparable avec celle de la Grèce. Et n'oubliez pas que l'État dispose de la faculté de publier des décrets pour pouvoir geler des fonds ou en tout cas intervenir sur l'épargne. Alors je ne dis pas que c'est une très bonne chose, mais en tout cas, il faut rester extrêmement prudent sur ce sujet.

Moi, j'insiste plutôt à la prudence aussi. Je ne sais pas, pour être tout à fait honnête avec vous, je ne sais pas demain ce que je ferai. Je ne sais pas comment je vais réagir.

En tout cas, si moi je suis demain dans la rue, ce sera pour discuter, échanger de manière pacifique, de manière très informative avec mes compatriotes et les gens que je rencontrerai. Et je pense qu'on a véritablement besoin de ça. Une ou deux remarques assez rapides, et ensuite j'essaie de tenir le délai et de répondre aux quelles charges de démocratie directe.

Une remarque concernant la nomination de Sébastien Lecornu. Lecornu qui a quitté l'hôtel de Brienne pour Matignon. Et alors qu'il était locataire de l'hôtel de Brienne, Sébastien Lecornu, il faut s'en souvenir, parce que moi j'ai une bonne mémoire, il avait acté la vente de missiles et l'octroi de crédits budgétaires à l'Ukraine, contrevenant ainsi aux principes jurisprudentiels de la gestion des affaires courantes d'un gouvernement démissionnaire, en l'occurrence le gouvernement Attal.

Et ce choix-là me semble lourd de péril à venir. Je ne sais pas si on ira vers la guerre, mais en tout cas, ce

qui est déjà à peu près acquis en supposant que Lecornu ne soit pas censuré, parce que peut-être qu'il fera aussi l'objet d'une motion de censure, c'est que de toute façon on va vers le choix de la militarisation, c'est-à-dire qu'on va dépenser des sommes astronomiques pour préparer une guerre potentielle à venir avec la Russie. Et effectivement, ça se traduira par une paupérisation et une baisse du niveau de vie qui s'est déjà accélérée depuis 2017.

Dernière remarque et j'en termine. On a un président de la République qui refuse de démissionner, pour lequel les oppositions, à commencer par l'ERN, refusent de voter la destitution qui est lancée par nos collègues d'LFI. Et j'entends ici et là beaucoup d'intervenants politiques qui nous indiquent que ce serait dangereux pour les institutions que le président puisse être destitué, en tout cas qu'il puisse démissionner.

Je rappelle que le général de Gaulle avait démissionné en 1969, pour autant ça n'avait pas mis les institutions en péril. D'ailleurs, il avait respecté l'esprit de la Constitution dont il avait été lui-même l'un des principaux porteurs avec Michel Debré. Et donc, je pense que la situation du pays est totalement bloquée.

Moi, je garde une forme de prudence par rapport à tous ces sujets. Il faut rappeler quand même que la démission du général de Gaulle, elle portait sur un texte qui portait sur la réforme du Sénat et sur la régionalisation qui avait été très mal compris. Et pour faire le lien avec la deuxième partie du Space, je pense que la question du référendum de 1969 n'est pas étrangère aux questions de démocratie qui nous intéressent, puisque le projet du général de Gaulle de régionalisation avait pour vocation de donner, pour le dire très rapidement, une forme d'oxygène dans les régions, dont la reconfiguration des régions, comment dirais-je, pouvait s'apparenter à celle des provinces françaises telles qu'elles existaient historiquement, linguistiquement et culturellement. Et je pense que, voilà, je veux faire le lien historique entre le référendum, en tout cas, du général de Gaulle et la question de la démocratie directe et de la démocratie horizontale. Je vous remercie, bonne soirée à vous tous, soyez tous très prudents, prenez soin de vous et soyez prudents.

Merci.

[Intervenant 2] (1:45:56 - 1:46:05)
Merci Romain. Je retourne sur ma petite liste, parce que je me suis déplacé pour aller me désaltérer un petit peu. Et donc, après Romain, c'était bien Saskine, Myriam.

[Intervenant 11] (1:46:07 - 1:51:33)
Alors, bonsoir Démilocratie, bonsoir Démocratie Directe, bonsoir à tous de l'Assemblée. Alors, moi, je vais être un peu plus crache que vous tous que je viens d'entendre, vous me connaissez. Alors, moi, je suis pour le blocage du pays, de avoir des slogans d'émission Macron, il faut qu'on dégage Macron illico presto, degré ou de force.

Nous n'avons plus le choix. Alors, s'il a mis l'ancien ministre des Armées pour le remplacer comme Premier ministre, Macron veut rentrer en guerre pour se sauver lui-même de ses propres horreurs qu'il a fait subir au peuple et à la France. Et si on continue comme ça, en 2027, on n'aura plus de France, plus de drapeau, on sera le pays du tiers monde, on aura une Europe fédérale, on sera au crédit social, on l'a dans le baba.

On est mort. Alors, c'est maintenant qu'il faut dégager Macron, parce que les oppositions ne le feront pas. C'est à nous, le peuple, à exiger son départ.

Il n'a plus que 80 ou 90% de popularité, il n'a plus à être, il n'est plus illégitime. Ce n'est pas possible. On ne peut pas laisser un mec qui a fait des détournements de fonds publics s'éprouver avéré.

Il y a plus de 720 milliards qui ont disparu entre l'Union Européenne, Bruxelles et l'Ukraine. Alors, il faut arrêter. Alors, je vais vous dire tout simplement mon truc, il n'y a pas de virus mortel, il n'y a pas de pandémie, il n'y a pas de dette abyssale, il n'y a pas de réchauffement climatique.

On nous prend pour des cons, c'est une organisation criminelle qui sont en train de nous mettre par terre, ils sont en train de détruire la France et de détruire le peuple avec. Alors, ce qu'ils veulent, c'est nous diviser. Alors, dans la rue, c'est simple.

Dernière chose, nous sommes par exemple des droitards, il n'y a plus de droite, il n'y a plus de gauche, il n'y a plus de milieu, il n'y a plus que dalle. On est le peuple. Et cette histoire du 10, cette révolte du 10, était le peuple.

Il n'y avait pas de politique, il n'y avait pas de syndicat, il n'y avait pas de tout ça, ce n'était pas prévu tout ça. Alors, il y a une partie qui va peut-être ne plus payer par carte bancaire, qui va rester à la maison, qui va s'abstenir d'aller dans les grandes surfaces, etc. Et il y a une autre partie qui va être dans la rue.

Eh bien, dans la rue, il faut être avec les drapeaux bleu, blanc, rouge, avec notre slogan Démission Macron. Et si elle est fille avec des drapeaux palestiniens ou je ne sais quel ou qu'est-ce, eh bien on s'en fout, on continue. Mais on est tout à fait pacifique.

On veut que Macron parte. Et c'est maintenant. Imaginez le peuple pacifiquement, avec des drapeaux partout français qui exigent que Macron dégage, mais il va dégager.

On n'a plus le choix, parce que Macron, c'est la guerre qu'il veut, pour se sauver de ses merdes. Voilà. Alors, ça fait 8 ans qu'on est mouligas.

J'espère que demain, il y aura des vrais guerriers et des guerrières. J'en serai la première, parce que j'en ai plein le dos. Et vu ce que font le gouvernement aux enfants à l'école, ça va de crescendo.

Les dettes, il n'y en a pas. C'est pas vrai. Il faut aller dans leur compte offshore.

Ils ont planqué le pognon des Français. Ils détournent les fonds publics. Et ça continue encore.

Il n'y a pas de justice. Il n'y a plus rien. Ils sont hors la loi.

Nous devons être hors la loi. Je suis désolée. Alors, c'est l'insurrection.

Moi, je suis pour ça. Voilà mon point de vue. Donc demain, les drapeaux français.

Démission Macron, point barre. On ne veut plus de ce gouvernement. Je me demande pourquoi il ne démissionne pas.

Il n'a plus à rester au pouvoir, ce mec. C'est un danger public. C'est un danger pour nous.

C'est un danger pour les enfants. Et pour les enfants de maintenant. Et pour les enfants de futur.

Il a signé des contrats qu'il n'avait pas le droit de faire. En plus, c'est un couple qui est suspect. Il commence à dégager des milliards.

Alors, je ne sais pas ce qu'il lui a donné. Je ne sais pas si vous êtes au courant. Je ne sais pas s'il a donné de l'argent encore lors de la venue de Zelensky.

Mais il va encore donner des milliards. Je ne sais quoi. Mais comment voulez-vous ?

Où il sort tous ces milliards, ce gros menteur ? Comment voulez-vous qu'on soit avec une dette abyssale ? Il sort des milliards.

Mais c'est un menteur. On n'est pas en dette. La France va très bien.

Il a simplement détourné des fonds. Alors, vous savez, pour asservir un peuple, il suffit de lui faire peur. Avec la guerre, avec la dette, avec ceci, avec cela.

Il faut arrêter de le croire. Il faut le dégager. C'est un péteux.

C'est un trouillard. Il a peur. Il a peur.

68 millions de Français. Ils sont 1%. On est 99%.

Il faut dégager Macron. C'est la peste noire. C'est le virus.

Vous comprenez ça ? Si on ne dégage pas Macron maintenant, demain et tous les jours, on est mort. Voilà.

On est mort parce qu'il va aller très très loin. Très très loin dans son délire. Il est complètement fou.

Et en plus, vous le savez très bien. C'est prouvé. C'est un junkie.

Alors, un junkie, un alcoolo à la tête de l'État. Déjà, les oppositions sont complètement à côté de la plaque. Alors, si nous, le peuple, on ne se défend pas maintenant, on est mort.

C'est nous qu'on doit dégager Macron. Ce n'est pas les politiques. Ils ne pourront rien.

Ils se cagent dessus. Alors, je ne sais pas. Mais je ne sais pas si vous avez entendu.

Vous avez la police. Il y a une bonne partie de la police qui a démissionné. Il y a des militaires qui démissionnent.

Il y a des généraux qui démissionnent. Ils vont tous être avec nous. Ils vont tomber les masques.

Ils vont se mettre avec nous. Ils attendent que le peuple soit en révolte lui-même. Mais en révolte pacifique.

Il n'y a pas de violence. On ne veut plus de Macron. Point barre.

C'est tout. On s'en fout des drapeaux, des machins, des leftists. On est le peuple.

Et ce mouvement du 10, même que Mélenchon se l'est accaparé ou je ne sais quoi, on s'en fout. On est le peuple. Ils seront noyés dans le peuple.

Le peuple exige que Macron s'en batte. C'est le seul mot d'ordre. Je vous le dis, c'est un danger ce mec.

J'ai terminé. Merci.

[Intervenant 2] (1:51:35 - 1:51:37)
Merci Myriam. Toujours égale à toi-même.

[Intervenant 11] (1:51:38 - 1:51:41)
Je ne change pas d'optique. Je suis toujours la même. Il n'y a pas de problème.

[Intervenant 2] (1:51:44 - 1:51:46)
Démocratie directe, si tu as quelque chose à rajouter.

[Intervenant 1] (1:51:46 - 1:52:02)
Sinon, ça va être autour de J.J.S. Ce dont tu parles, Myriam, ça peut être éventuellement ce qu'on appelle la masse critique. C'est-à-dire des manifs suffisamment massifs, en très grand nombre, pour

atteindre le point de bascule. Mais il faut que ce soit un maximum pacifique.

[Intervenant 11] (1:52:03 - 1:52:31)
Maintenant, attention, nous avions un groupe de maquisards à l'époque, parce que nous sommes en 1940. Je vous le signale aujourd'hui. Les restrictions, les lois qui commencent, les liberticides qui s'accumulent de jour en jour.

Nous sommes en 1940. Je vous le signale. Ne l'oubliez pas.

Alors, nous sommes gouvernés par des gens. Ce ne sont pas des nazis, mais ils sont pires que des nazis. Ce sont des sadiques.

Vous imaginez le mal qu'ils ont fait au peuple. Et à la France, ça fait huit ans, presque neuf ans que ça dure. Mais on est des fous de tenir le coup.

[Intervenant 2] (1:52:31 - 1:52:35)
Par contre, Myriam, je vais pondérer volontairement un petit peu ton propos.

[Intervenant 11] (1:52:35 - 1:52:39)
Non, mais c'est mes propos et je les maintiens. Ça fait huit ans que je les maintiens. Ça fait longtemps.

[Intervenant 2] (1:52:39 - 1:53:02)
Laisse-moi finir deux secondes. Que tu puisses avoir un ressentiment fort contre nos gouvernants, nos irresponsables politiques, comme je les appelle ou autres, je comprends parfaitement et je peux partager ce sentiment. Par contre, dire qu'ils sont pires que des nazis, c'est pour moi excessif.

Et je vais être honnête, j'essaie de combattre les excès.

[Intervenant 11] (1:53:02 - 1:53:36)
Alors, je vais te dire un truc pour te mettre sur la voie. Est-ce que tu penses que toutes les lois qui sont en train de passer, les restrictions jour après jour, H24 avec l'Union européenne... Je te signale que van der Leyen, c'est une fille de nazi.

Alors, excuse-moi, mais elle est en train de suivre le livre de son père ou de son grand-père. Elle est en train de nous mettre dans la... Écoute, qu'est-ce qu'il te faut de plus ?

Je trouve qu'il faut balancer les choses maintenant. Il faut arrêter de prendre des gants. Il faut arrêter d'être mouligasse pour balancer.

On est gouverné par des nazis, point barre. C'est tout. C'est mon point de vue et je le maintiens.

[Intervenant 2] (1:53:36 - 1:53:38)
Mais tu as le droit d'avoir ce point de vue. Je peux le dire.

[Intervenant 11] (1:53:39 - 1:53:42)
Je le dis, ça ne tient qu'à moi. On est gouverné par des nazis, point barre.

[Intervenant 2] (1:53:43 - 1:54:08)
S'il te plaît Myriam, tu remarqueras que je t'ai laissé parler. Je t'ai laissé aller au bout de tes propos. Maintenant, j'ai le droit, moi, de m'exprimer en tant que côte d'un space que je coanime, pour lequel je peux donc avoir, en quelque sorte, une co-responsabilité.

Et je maintiens que dire que, finalement, les gouvernants actuels sont pires que des nazis, je suis désolé de te dire que c'est pour moi excessif. D'accord.

[Intervenant 11] (1:54:09 - 1:54:35)

C'est comme les injections qui ont tué les gens et qui tuent le bébé. Ce n'est pas des nazis, ça. Ils sont en train de faire des expériences sur les bébés avec les injections anti-Covid qu'ils ont tuées et handicapées des gens.

Ce n'est pas des nazis, ça. On a servi de cobaye. Ce n'est pas des nazis, ça.

J'ai une partie de ma famille qui est décédée à cause de ce connard. Et tu me dis que ce n'est pas des nazis. Mais ça en est pire que des nazis.

Je vais t'expliquer quelque chose. Non, non, il n'y a pas à m'expliquer, il n'y a pas à me donner de leçons. Moi, je te dis, ce sont pire que des nazis.

[Intervenant 2] (1:54:36 - 1:56:10)
Alors, c'est agaçant parce que tu vois, comme je te l'ai dit, tu as pu tenir tes propos et tu ne me permets pas à moi de porter la controverse à tes propos. Et ça, ce n'est pas normal. Je t'ai laissé t'exprimer, tu as dit quelque chose, je conteste ce que tu dis.

Maintenant, soit tu considères qu'on ne peut pas s'entendre, et ce n'est pas la peine de discuter, soit tu vas m'écouter pour essayer de me comprendre. Pas pour me répondre violemment comme tu essayes de le faire, mais pour me comprendre. Je précise que j'ai une famille avec quatre enfants, que dans ma famille, nous, on a décidé de ne pas se faire vacciner.

On a assumé les contraintes que cela posait, mais nous ne nous sommes pas fait vacciner. Du coup, nous n'avons pas ce que toi tu présentes comme étant une extermination de la population, on ne l'a pas subie. Par contre, au moment des nazis, des personnes n'avaient absolument pas le choix, pas le choix, que d'être mis dans des trains pour aller être emmenés dans des camps d'extermination.

Donc, quand je dis que tu es excessif quand tu dis qu'ils sont pires que les nazis, je pèse volontairement les mots que j'utilise en te disant que, oui, je suis comme toi un opposant au système actuel que je considère être totalitaire, c'est effectivement un système totalitaire. Par contre, je ne peux pas entendre que l'on dise que les irresponsables politiques que nous avons aujourd'hui qui sont de véritables ordures, je l'entends, sont pires que des nazis. Ça, c'est un point de vue qui est de mon point de vue excessif et qui nuit au combat que nous devons mener tous ensemble.

C'est tout. Ça, c'est mon opinion, c'est mon positionnement. Tu as le droit de ne pas être d'accord avec moi, tout comme j'ai le droit de ne pas être d'accord avec ce que tu dis.

C'est tout.

[Intervenant 11] (1:56:11 - 1:56:23)
Voilà. D'accord, j'ai entendu ton point de vue. Tu n'es pas d'accord ?

Bon, chacun son point de vue. Mais bon, ok, je comprends qu'on est dans un space, qu'on ne peut pas dire ce qu'on veut, mais je garde mon point de vue.

[Intervenant 2] (1:56:23 - 1:56:23)
Tu as dit ce que tu voulais.

[Intervenant 11] (1:56:24 - 1:56:26)
J'ai dit ce que je voulais, c'est ce que je pense vraiment.

[Intervenant 2] (1:56:27 - 1:56:30)
Tu as le droit de le penser, tu as le droit de le dire. Encore une fois, je suis un démocrate véritable.

[Intervenant 11] (1:56:32 - 1:57:10)
La liberté d'expression, je pense qu'on peut l'exprimer parce qu'on a subi des choses atroces, même

horribles, depuis presque huit ans et ça continue. Donc je pense que maintenant, il n'y a plus grand affaire. La loi, ils sont hors la loi.

Donc nous, on n'est pas hors la loi depuis presque huit ans. On est respectueux, on est bien gentil, les bons Français, les bons petits moutons. Maintenant, je pense qu'il faut rentrer un petit peu plus dans le dur.

Et pour rentrer dans le dur, il faut imposer la démission de Macron. Il faut qu'il parte. Cet homme est un danger public.

Ça fait des années que je vous le dis et je ne me trompe pas. Et de plus en plus, on le remarque. Et j'ai bien peur que le corps nu va nous faire un coup pendable avec Macron.

Voilà, j'ai terminé. Merci.

[Intervenant 2] (1:57:11 - 1:57:27)
Merci Myriam. Allez, du coup, on va passer à JJS. Et du coup, il y a encore du monde.

Je ne sais pas si on pourra aller au bout de ton projet de trois parties dans le space, mais à la limite, Démocratie Directe sera l'occasion de refaire demain et après-demain peut-être deux autres space.

[Intervenant 1] (1:57:30 - 1:57:35)
Je pense que les gens aussi attendent quand même des réponses par rapport à cette solution de Démocratie Directe.

[Intervenant 2] (1:57:35 - 1:57:35)
Comme tu veux.

[Intervenant 1] (1:57:35 - 1:57:40)
Là, moi, encore une fois, c'est ton space. Combien il y a de personnes derrière après ?

[Intervenant 2] (1:57:40 - 1:57:56)
Il y a du monde. Il y a JJS, Caillon, qui est toujours là. Plateforme, qui est toujours là.

AN Citoyenne, qui est toujours là. Lilou, qui n'est plus là. Donc je la raye.

Jojo, qui est là. Oui, mais elle est sortie des intervenants.

[Intervenant 3] (1:57:56 - 1:57:58)
Je suis là, mais je ne lève pas la main.

[Intervenant 2] (1:57:58 - 1:58:26)
Oui, c'est ça. C'est exactement ça. Je ne me fie pas aux mains levées, parce que je sais que certains ne peuvent pas la lever.

Mais je note en fait les ordres de montée en tant qu'intervenant. Donc, Jojo. Ensuite, on a Sébastien.

Marouane, qui est bien là. Et on a Rémi, qui est en train de demander la parole. Alors, comment faire ?

Je te laisse dire comment tu veux faire. Mais là, c'est à JJS, puis Caillon, Plateforme, AN Citoyenne, Jojo, Sébastien, Marouane et Rémi.

[Intervenant 1] (1:58:26 - 1:59:47)
Alors, je propose. Vous allez voter avec les pouces levés. On va essayer de voir, avec les pouces levés et les pouces baissés.

Je propose, de toute façon, que tous ceux qui sont montés, vous allez intervenir. C'est juste qu'il va y avoir un break par rapport à ma présentation de Démocratie directe. Et après, vous pourrez à nouveau intervenir.

Je propose qu'on fasse passer encore deux personnes par rapport au 10 septembre. Qu'ensuite, j'intervienne pour présenter la Démocratie directe, ma vision de Démocratie directe, comme sortie de crise au pluriel. Et après, ceux qui sont montés, il n'y a pas de problème.

Vous pourrez reprendre la parole par rapport à ça. Et même revenir sur le 10 septembre, il n'y a aucun souci. Il faudra juste patienter un bon quart d'heure.

Parce que quand je vais présenter la Démocratie directe, ça va durer 10 à 15 minutes, à mon avis. J'essaierai de faire le plus court. Et avec votre question, on complètera.

Mais si vous êtes d'accord, on en fait passer encore deux, spécifiquement sur l'agora du 10 septembre. Je parle et vous reprenez la parole par la suite. Donc allez-y, levez les pouces vers le haut ou vers le bas, si vous êtes d'accord.

Ou pas d'accord, le pouce vers le bas, si vous voulez parler. Majoritairement, je pense qu'il y a... Tu es d'accord, Khalil, il y a plus de pouces vers le haut ?

[Intervenant 2] (1:59:47 - 1:59:53)
Oui, oui, je pense effectivement qu'on va pouvoir te laisser la vie sauve. Et il n'y en a qu'un seul qui...

[Intervenant 1] (1:59:53 - 2:00:04)
Je suis désolé. Je suis désolé pour ceux qui voulaient intervenir encore sur le 10 septembre. Donc il y avait, tu m'as dit...

J.J.S. J.J.S. et Caillon.

[Intervenant 2] (2:00:04 - 2:00:09)
On va écouter J.J.S. puis Caillon. Et après Caillon, tu fais ton intervention de 10-15 minutes.

[Intervenant 1] (2:00:10 - 2:00:13)
Allez, c'est parti. Allez, on part comme ça. Et désolé pour les autres.

[Intervenant 17] (2:00:17 - 2:00:24)
Bonsoir à tous. En ce qui me concerne, je souhaitais... Tout d'abord, me recevez-vous ?

[Intervenant 2] (2:00:24 - 2:00:26)
Oui, très bien, J.J.S. Très bien, très bien.

[Intervenant 17] (2:00:27 - 2:02:19)
Je souhaitais intervenir à propos du 10 septembre. Pour ma part, je vais faire ce qui était prévu. J'ai posé ma journée de travail, donc je ne travaillerai pas.

Et je n'achèterai rien. Je ne me rendrai pas dans les magasins. Je ferai une grève de la consommation.

J'ai tout acheté aujourd'hui. J'ai fait mes courses aujourd'hui. Et j'ai même prévu la baguette pour demain.

Ensuite, j'ai déjà entendu qu'il y a des imbéciles, je dis bien des petits abrutis, probablement, excusez-moi, des gauchistes, qui ont indiqué qu'ils vont tirer les signaux d'alarme dans les transports en commun. Je trouve ça parfaitement scandaleux d'ennuyer les Français moyens, les salariés qui se rendent à leur travail simplement par plaisir. Ce n'est pas ça qui va déranger l'État.

Ce n'est pas du tout intelligent de faire ça. Ce serait beaucoup plus intelligent d'agir comme moi-même, de ne pas acheter, car en n'achetant pas, là, il n'y aura pas la TVRA qui rentrera dans les caisses de l'État. Ça, c'est une action concrète.

Ce n'est pas une action qui ennuie le monde. Ce n'est pas une action qui ennuie mes compatriotes. Il y a des gens qui sont obligés de travailler.

Mais quel scandale de vouloir les en empêcher, de vouloir retarder les transports, que ce soit pour aller à son travail, que ce soit pour retourner à son domicile. Je ne comprends pas du tout cette mentalité pourrie, je dis bien pourrie. En dernier lieu, tout à l'heure, quelqu'un, je crois que c'est Gigi, a évoqué l'idée de mettre son drapeau à sa fenêtre, le drapeau français, je précise.

Je trouve que c'est tout à fait une bonne idée. J'ai un petit drapeau et j'essaierai de le faire demain. Voilà ce que je voulais vous indiquer.

Merci.

[Intervenant 1] (2:02:19 - 2:02:27)
Merci à toi Gigi. Et on avait Kayon.

[Intervenant 4] (2:02:29 - 2:11:33)
Bonjour, démocratie directe, débilocratie. Bonjour tout le monde. Je vais faire en moins de cinq minutes, c'est la règle.

Et pour me présenter, je suis à la fois un citoyen, à la fois un militant et les filles. Première chose, je tiens à te féliciter pour ton premier space. Je tiens aussi à féliciter toutes les personnes qui réfléchissent au concept de démocratie directe.

Parce qu'il faut réfléchir à ces questions-là, penser ensemble pour envisager l'avenir, comment on peut améliorer les choses. Bravo à toutes les personnes qui passent du temps, parce que c'est du temps passé aussi, dans un but d'intérêt général, pour quelque chose qui est même plus grand que nous. De manière générale, je félicite toutes les personnes qui passent du temps sur ce sujet.

Après, sur le 10 septembre, moi, j'y vais y aller. Et si j'ai encore un nouveau motif depuis tout à l'heure, c'est la nomination de Le Cornu, qui est un nouveau crachat, qu'est-ce que je peux dire, sur la démocratie, qui vient de voir se succéder cinq premiers ministres en moins de deux ans. Elisabeth Borne est partie en janvier 2024, je crois.

Nous sommes en septembre, donc nous avons eu Elisabeth Borne, M. Attal, M. Barnier, j'en oublie même M.

Bayrou, et désormais M. Cornu. Donc c'est un succès, nous sommes vraiment dans une quatrième république, etc.

Donc s'il fallait un motif de plus, en plus de tout le reste, parce que la situation du pays est au moins dramatique sur quatre aspects, à la fois économiques, alors on en a parlé un petit peu, il y a les agences de notations qui vont dégrader la France, mais normalement elles auraient dû la dégrader avant en fait. Souvent les agences de notations ne l'ont pas faite parce qu'elles avaient peur de la panique que ça pouvait engendrer derrière, donc il y a eu des votations qui ont été bizarres, on a maintenu la note de la France alors qu'elle aurait pu être dégradée depuis un moment. Donc des routes économiques, 6% de déficit public.

On part sur un début d'année, écoutez bien, à 140 milliards de dettes sur les sept premiers mois de l'année. Désormais, nous sommes à 20 milliards mensuels, ce qui fait 240 milliards annuels. Donc là, on n'est même plus sur 280 milliards comme depuis 8 ans, mais nous sommes désormais sur 240, ce qui montre une accélération des choses.

Et puis, du coup, le plan Bayrou ne s'appliquera plus, mais on parlait d'un plan à moins de 43 milliards où il y avait une semaine de compte que j'ai payé, deux jours fériés, trois jours de carence, la suppression des ruptures conventionnelles dans les contrats de travail, très certainement la baisse de plein de prestations, plein de choses comme ça, et qui finalement ne représentait qu'un quart du problème. Ça, je tiens à mettre ta lumière là-dessus. Ce plan incroyable qui est la pire casse sociale qui était prévue depuis la fin de la guerre ne représentait qu'un quart du déficit macroniste qui ne se rendait finalement pas grand-chose.

Donc, situation drame économique, situation politique aussi, donc cinq communistes qui viennent de succéder et puis il n'est pas dit du tout qu'il dure bien plus longtemps qu'un mois parce que la France Insoumise posera très certainement une motion de censure dans les jours qui arrivent, et après chacun devra encore se positionner, nous proposons une nouvelle fois cet acte-là, et donc si normalement la logique est respectée, il ne devrait pas durer plus d'un mois, à part si les gens renoncent en disant on va donner sa chance, etc.

Normalement, il n'y a pas à donner sa chance à monsieur Lecornu en fait, on sait absolument qui il est, il a écrit un livre vers la guerre, etc. Donc il n'y a pas à donner sa chance à cet homme-là, il faut le censurer de manière immédiate. Un contexte social dramatique avec 11 millions de pauvres, parce qu'il y a eu un chiffre qui est sorti à 9,8 millions, le chiffre de l'INSEE, mais qui ne tient compte que des chiffres de décembre 2023, et nous sommes désormais en septembre 2025, donc il faut ajouter les un an et demi de déroutes macronistes de plus, ce qui fait rajouter un bon million de personnes en plus dans la pauvreté, ce qui nous rapproche plutôt des 11 millions plutôt que des 9,8, ce qui permettait d'être sous les 10, vous savez c'est comme dans les grandes surfaces, vous mettez un prix à 9,99 et puis vous avez l'impression que ce n'est pas 10. Donc situation sociale dramatique, explosion des SDF, explosion des pauvres, année blanche qui était prévue sur les personnes à la H, les personnes au RSA, etc. Donc des personnes qui vont voir l'inflation repartir, etc.

Donc une situation dramatique, et puis catastrophe aussi au niveau des affaires, ce qu'on appellerait les affaires extérieures, c'est-à-dire situation de guerre, de conflits, etc. Avec désormais le cornu qui a la tête de tout ça, ce qui augure rien de bon. Donc voilà, voilà la situation du pays dans laquelle on est, donc moi je veux dire évidemment que je manifeste demain le 10 septembre dans ce cadre-là, et j'ai juste quand même à dire, puisque je trouvais ça intéressant, parce que j'ai entendu beaucoup de choses, et je vais retenir la parole de Myriam qui a dit, moi rien à foutre de Mélenchon, demain je vais manifester.

Et moi je trouve ça bien, parce que ça déroge de beaucoup d'autres paroles, de gens qui disent, oui Mélenchon a phagocyté, il a récupéré, donc moi j'y vais plus. En fait, à partir du moment où Mélenchon a fait un tweet, en fait ce n'est pas une phagocytation, on a juste dit, on va soutenir ce mouvement qui est légitime dans ses revendications, qui demande plus de justice sociale, qui demande plus de riz, qui demande plus de choses comme ça, donc évidemment qu'en tant que gauchiste, on porte ces trucs-là, et qu'évidemment on allait derrière ça, en fait. Et malheureusement, quand nous à gauche on manifeste, ben ça se voit.

Vous voyez, on nous dit, oui, il ne fallait pas les syndicats, il ne fallait pas de la Sophie Binet. Mais Sophie Binet, elle est quand même à la tête de 640 000 personnes à la CGT, et quand elle dit les copains ont fait grève, il y a 640 000 personnes qui font grève immédiatement. Vous voyez, de vouloir comme ça exclure les gens, exclure Mélenchon, exclure des personnes, etc.

n'était à mon avis pas la bonne démarche du tout. Donc évidemment, on a soutenu ce mouvement. D'ailleurs, je tiens à préciser que le 10 septembre n'est pas une très bonne date, parce que c'est une date du mercredi.

Et le mercredi, c'est les dates où les femmes s'occupent des enfants, et on a envie dans le but le plus inclusif possible lorsqu'on fait manifestation, de faire en sorte que les femmes puissent aussi manifester. C'est pour ça qu'on préfère des jours comme le samedi, qui permettent justement aux

femmes de pouvoir venir manifester. Il faut qu'elles puissent participer aussi à la vie démocratique et politique de notre pays.

Donc nous, nous n'aurions pas à choisir d'ailleurs ce 10 septembre. Et d'ailleurs, on sait d'où ça vient. C'était à la base, il y avait des gens qui comptaient manifester pour Nicolas qui paye, et puis pour que la coordination rurale, qui ait moins de normes, et puis qu'il y ait un peu plus de glyphosate et qu'on ne nous emmerde pas avec des normes comme ça.

C'était ça un peu le « ah » il y a quelques mois de ça. Et puis finalement, ça s'est retourné un petit peu par d'autres revendications, beaucoup plus proches du terrain, beaucoup plus immédiates, avec des gens pauvres, avec 11 millions de pauvres, etc. Et c'est ça qui a pris le relais en fait.

Et c'est pour ça qu'évidemment, il y a plus maintenant, on parle plus de comment on va faire pour vivre demain, comment les pauvres vont faire vivre demain que pour le glyphosate, par rapport aux normes de l'Union Européenne. Et donc, on n'a rien à fagociter du tout en fait. Tout ça, c'est deux choses d'une.

Moi, je trouve que c'est presque un mot pour se justifier de ne pas venir participer lorsqu'on n'a pas envie de participer. Je ne dirais plus ça. Et c'est pour ça que je salue Myriam qui dit en substance, et pourtant je ne suis vraiment pas d'accord avec elle du tout, et qui dit « moi, rien à foutre de mes manchons, je fais ci, je fais ça, etc.

Et toute action sera la bienvenue. Mettez un drapeau, ne prenez pas la carte bleue, toute action sera la bienvenue. Ensuite, un dernier point, il me paraît très important de dire ça, en tant que gauchiste et même en tant que citoyen, de dire que nous, on va condamner la violence qui pourrait avoir lieu demain, le 10 septembre.

Je ne suis pas pour qu'on fasse des rasias dans les grandes surfaces. Je ne suis pas pour qu'on détruise des ateliers. Je ne suis pour aucune violence d'aucune sorte que ce soit, et même aucune désobéissance.

Parce que la désobéissance civile, il faut qu'elle se justifie expressément, et je ne suis pas sûr qu'en brisant un abribus, ce soit vraiment de la véritable désobéissance civile de quoi que ce soit. Je condamne d'ores et déjà toutes les violences qui pourraient y avoir, et je demande à toutes les personnes de ne pas s'adonner à ça. Elle se retournera en plus contre nous, parce qu'il y aura les titres de BFMTV qui diraient « alors, vous condamnez les violences, donc en plus ça se retournerait contre nous ».

Et on condamne absolument, on n'est pas dans la violence du tout. Et ça, ça me paraissait très important pour moi de dire ça, que ce n'est pas un mouvement du violent. Les violents, ceux qui pilleront, ceux qui feront des rasias, ceux qui me taperont, etc., ne feront pas partie de mon camp à moi. Ça, c'est clair et net, je n'ai rien à voir avec ces gens-là. Voilà ce que je pouvais dire en gros, en substance, de ce que je voulais dire. Merci.

[Intervenant 1] (2:11:35 - 2:35:38)
Merci Kayan pour ton intervention de qualité. Je t'écoute régulièrement et j'apprécie beaucoup tes interventions. Effectivement, être démocrate, c'est écouter tout le monde, de l'extrême droite à l'extrême gauche.

Ça fait évoluer, ça fait s'élever vers le haut. En tout cas, c'est ce que j'ai toujours prôné, c'est ce que j'avais fait aussi avec l'ISG Jaune. Et de toute façon, est-ce que ce qu'on peut considérer comme des extrêmes, quand vous les exclusez, excusez-moi, ma langue a fourché.

L'exclusion, c'est renforcer les gens dans leurs convictions, malheureusement. Alors qu'il faut discuter avec eux, ça les fait redescendre éventuellement de leurs extrémistes éventuels. Voilà, c'est la concorde, la bienveillance, la discussion permanente, parler à son voisin.

C'est ce que on pourra retrouver dans la démocratie directe. Donc, j'y viens. Comment je vois ?

Quelle est ma vision aujourd'hui ? Je dis bien aujourd'hui. Pourquoi ?

Parce qu'elle n'évolue en permanence, justement, par rapport à ce que je vous ai dit, par le fait de discuter avec d'autres personnes, des démocrates de la démocratie directe, évidemment, mais d'autres personnes qui ne sont pas forcément pour la démocratie directe, que j'écoute aussi. Donc, ma vision évolue en permanence, mais après, il y a des principes... Pourquoi on dit démocratie directe ?

Alors, je ne vais pas refaire l'historique, on n'est pas en démocratie, je pense qu'il est assez tard. Beaucoup de gens sont là pour entendre autre chose, mais en gros, on est dans un système... Alors, gouvernement représentatif, ce qui m'embête, c'est le mot représentatif, parce que même pas.

On élit des mandataires, des tuteurs, en fait, parce qu'au niveau du Sénat, en tout cas de l'Assemblée, par rapport à la Constitution, sur ces strates-là, à l'article 27, il est dit que le mandat impératif est nul. Ça veut dire quoi ? Ça veut dire qu'une fois qu'ils sont élus, les députés, ils sont libres de leur choix de votation au niveau de l'Assemblée nationale.

Et d'ailleurs, on demande aux élus de l'Assemblée et du Sénat, non pas de représenter leur région ou leurs électeurs, mais bien de faire du travail législatif. C'est la fonction essentielle de députés et de sénateurs, c'est de légiférer et d'élaborer des lois. Et ceux qui pensent qu'ils vont être représentés par leurs députés, malheureusement, ce n'est pas le cas.

Évidemment, ils ont des convictions, ils représentent un parti, mais nous ne sommes pas représentants au sens avocat, enfin, pas avocat, au sens porteur de parole. Vous voyez ce que je veux dire ? La personne en mandat impératif qui exécute ce que les citoyens qu'ils représentent demandent.

Voilà, ça, c'est pour un peu l'historique et planter le décor sur le fait qu'on appelle notre système la démocratie. Ça n'est pas, d'où le fait qu'on est obligé de dire démocratie directe, qui est un pléonasme, pour parler d'un autre système. Je vous ai épinglé en haut, sur mon drive, un lien vers une constitution, c'est l'une des plus avancées sur la démocratie directe.

Je vous invite à la télécharger, il n'y aura pas de virus, je vous rassure. Ce n'est pas un rackage pour votre ordinateur. Et qui a été élaborée en 2014, pas par moi, je ne l'ai découverte qu'après coup, par une association qui s'appelle Démocratie Directe et Résilience, par un groupe de travail de citoyens qui a élaboré cette première constitution, qui demande à être lue et améliorée certainement.

Mais en tout cas déjà, en elle-même, elle contient la possibilité d'être modifiée facilement. Donc on pourrait même l'adopter maintenant, et si elle ne nous convient pas, on pourra la modifier à nouveau derrière. Donc ça, c'est un des gros avantages.

Pour le principe de la démocratie directe, le principe fondamental, vous le retrouverez dans le texte de cette constitution, dans le préambule d'explication, c'est de confier l'exercice du pouvoir au peuple. C'est donner le pouvoir aux citoyens de décider. Ce principe est conforme à l'étymologie de la démocratie tout court, demos kratos, pouvoir du peuple.

C'est de retrouver des règles dans une constitution, des règles démocratiques, qui permettent à tous les citoyens d'exercer leur pouvoir, d'élaborer des lois, et même de modifier éventuellement les règles de la constitution. Donc, pouvoir intervenir, ce qu'on appelle le RIC en toutes matières, c'était le référendum d'initiative citoyenne, que beaucoup de gens connaissent. En fait, dans la démocratie directe, dans cette constitution, il est dedans, c'est l'outil principal, et il est permanent.

C'est-à-dire que vous pouvez proposer des lois, vous pouvez demander de modifier des lois, vous pouvez demander d'approcher des lois, et pareil pour la constitution, ajouter un nouvel article, supprimer un article, modifier un article. Évidemment, c'est pas le simple citoyen qui peut demander, sinon on aurait des milliers et des millions de demandes. On passe, comme dans le système du RIC, par

un seuil de pétitions à atteindre.

Il faut qu'il y ait une certaine forte demande qui soit équilibrée, c'est-à-dire pas trop bas pour qu'on soit noyé de demandes, et pas trop bas non plus pour que les lobbies ne puissent pas intervenir, parce qu'à un moment donné, on peut se baser sur les plus fortes associations pour le nombre, que ce soit, je dis n'importe quoi, un chasseur, un syndicat, pour voir quel est le nombre le plus élevé, ça peut être la base du nombre le plus bas, mais il ne faut pas non plus qu'elle soit trop haute pour empêcher de ne jamais arriver à ce nombre, comme actuellement avec le RIP dans la Constitution de la Vème République, où le nombre de 2 millions est inatteignable, et même 1 million, c'est un peu juste. On le voit, il y a les pétitions, les pétitions atteignent rarement 1 million, il y a eu récemment, effectivement, une pétition sur la plateforme de l'Assemblée qui a atteint 2 millions, mais c'est très rare.

Voilà, donc c'est un seuil un peu élevé. Et il faut que le seuil de la Constitution soit bien plus élevé que le seuil de la législation, évidemment, il ne faut pas qu'on puisse modifier, il faut considérer la Constitution comme un peu un marbre qu'il faille graver pour la modifier, alors que la législation serait plus du papier qu'on peut écrire, réécrire. Donc, dans cette Constitution, sur le principe, les seuils sont simples, ils sont de 1% pour modifier la Constitution, nous sommes 50 millions à peu près d'électeurs, c'est-à-dire qu'une pétition qui atteint plus de 500 000 signatures pour ce qui concerne les règles de la Constitution sera transmise aux agroires, je vais en parler, pour un référendum sur la question qui aura été posée par rapport à cette pétition. Et pour les lois, le seuil proposé dans cette Constitution est de 1% pour 1 000, c'est-à-dire à partir de 50 000 citoyens qui demandent une loi, une modification de loi, une abrogation de loi, référendum à nouveau. Alors comment est proposée, comment est ma vision de la démocratie directe pour l'instant, elle s'inscrit dans cette Constitution, par rapport à la suppression complète de l'Assemblée nationale, du Sénat, du Conseil régional, des conseils départementaux, la Commune, on va voir.

Pour l'instant, je suis pour les conserver, pour conserver éventuellement le Conseil municipal, ce sera à discuter, c'est un point qui évolue dans ma tête, qui n'est pas arrêté. Dans cette Constitution, admettons, du jour au lendemain, hop, la Constitution nouvelle en démocratie directe, je vous ai mis en lien et adoptée, qu'est-ce qui est fait ? On supprime évidemment toutes les strates dont j'ai parlé, et les élus, et on remplace l'Assemblée nationale et toutes ces strates-là par 14 500 agora.

Par rapport au nombre d'électeurs d'aujourd'hui, ce serait, puisque c'est 1 pour 3500 électeurs, on serait à quasiment 15 000 agora qu'on répartit sur le territoire. Chaque agora a 500 places, est ouverte 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, donc 7 jours x 500 places égale 3500 citoyens qui peuvent se succéder, seront tirés au sort des animateurs dans ces agora, qui auront juste le rôle d'animer, qui ne pourront pas prendre de décision. Donc, ces agora vont remplacer tout le système, députés, sénateurs, etc.

Et, donc, elles ne serviront pas pour l'élaboration de projets de loi. Ca, ce sera la société civique qui s'organisera pour faire des propositions et faire des pétitions, donc elle pourra s'organiser en partie, mais cette fois-ci, il n'y aura plus de parti électoraliste, puisqu'il n'y a plus de sénat, de députés, etc., donc il n'y aura plus cet enjeu, ce sera, on se retrouvera plutôt avec des parties d'idées, ce serait beaucoup mieux, si éventuellement on ne pourra pas les empêcher de se former, des citoyens, des groupes de citoyens ou des citoyens individuellement qui pourront poser sur la plateforme des demandes. Il faut savoir que, une fois que ces groupes, la société civile a une proposition à faire, elle conceptualise dans une question qu'elle souhaite soumettre à l'ensemble des citoyens de la nation, de la France, et elle enregistre dans l'agora d'affectation, dans son agora, qui va la transmettre aux 15 000 autres agoras pour implantation des signatures, donc c'est comme un peu la plateforme que vous avez sur l'Assemblée nationale, elle sera présente sur toutes les agoras, n'importe qui pourra venir physiquement à l'agora ou via Internet, ajouter sa signature à la demande, afin, et on attend que le seuil de pétition soit atteint, pour passer à la phase 2 qui va être la présentation. Donc, dans ces 15 000 agoras, à chaque fois qu'une pétition aura atteint le seuil, on passe en présentation, le porteur ou les porteurs de projet vont dans leur agora d'affectation, ou dans différents agoras, pour présenter le projet qui sont reliés en visio sur l'ensemble des agoras, qui pourront assister à la présentation de la loi, comme c'est fait actuellement par les députés, sauf que là, ce sera des groupes de citoyens ou des partis ou des citoyens individuels, en tout cas, les porteurs de projet, peu importe qui ils sont, qui présenteront et qui

expliqueront pourquoi ils souhaitent cette loi ou cet article de constitution, modification de constitution. Au préalable, ce que j'ai oublié de dire, c'est important, c'est qu'il y a une sorte de conseil constitutionnel, mais c'est pas un conseil constitutionnel pour, comme, alors, il faudra regarder dans le texte, je ne me rappelle plus comment ça s'appelle, c'est la commission des lois qui va juste vérifier que le texte présenté n'existe pas déjà, pour dire à la personne, ben non, cette loi existe déjà, vous pouvez pas la présenter, ou qui va dire, il y a un texte similaire, mais comme il y a des changements, il y a déjà une loi là-dessus, donc, revoyez votre copie pour pas présenter une loi, mais pour éventuellement présenter une modification de loi.

Et là, vous pourrez l'enregistrer, mais comme la loi existe déjà et que votre texte est un peu différent, il faut revoyer votre copie. Et après, bien sûr, on peut présenter une abrogation de loi. Et pareil pour les articles de constitution, cette commission des lois vérifiera que l'article n'existe pas, ou que s'il existe, il faudra aller vers une demande de modification.

D'ailleurs, dans la constitution actuelle, pour pas jambouler tout, je sais qu'il y a beaucoup de gens ici et on est d'accord que pour avoir la souveraineté populaire, ça va être compliqué avec l'Union Européenne, il y est pourtant, il y est pourtant encore dans le texte de cette constitution, mais si vous avez bien compris, n'importe qui peut demander l'abrogation de l'article de l'Union Européenne. Donc, mais, le but, c'est qu'une fois qu'on a adopté cette constitution, ce soit les citoyens eux-mêmes qui décident ou non de sortir du traité de l'Union Européenne. Et dans mon cas, pour l'instant, je ne suis pas dans un préalable, certains sont dans un préalable à la souveraineté populaire.

Evidemment, on ne pourra pas s'exercer si on n'en sort pas. On laisse le choix quand même toujours aux citoyens de rester dans l'Union Européenne, dans cette constitution. Ce sera peut-être un point à améliorer.

Une fois que la présentation est faite, eh bien, après, on passe en phase de débat contradictoire pendant une semaine. Donc, toutes les personnes pourront, les citoyens pourront, en Iséguria, en temps égal, débattre dans chaque agora, donc à 500 places, par rapport à ces lois, ces textes. Evidemment, si vous pensez qu'on est dans un système de démocratie liquide, tout le monde ne va pas s'intéresser à toutes les lois ou être maîtrisé tout.

Il n'y aura aucun problème. Ce n'est pas obligatoire. Ceux qui se le sentiront, iront.

Mais, je veux dire, par rapport à 500 députés, si déjà on a 100 000 citoyens qui s'intéressent à une loi, ça a bien plus de légitimité que 500 personnes. Sachant que derrière, de toute façon, il y a le référendum et les citoyens qui vont trancher. Mais on a quand même plus de légitimité par le nombre de citoyens qui y participeront et qui voteront derrière.

Les agora pourront très bien faire appel à des experts et seront même invités à le faire, mais ce n'est pas eux qui décideront. Pour élever le débat, ce sera très intéressant d'écouter des experts de tous bords, pour avoir le débat contradictoire, donc les pour ou les contre, afin que les citoyens puissent faire sa propre opinion. Voilà donc pour la partie débat, et après, on aboutit au final, au septième jour, à la votation de la loi, de l'article de constitution, peu importe de l'abrogation, qui est immédiatement appliquée, c'est-à-dire que dans cette constitution, il n'y a pas de décret d'application, le texte est adopté tant qu'il est écrit, il n'y a pas d'amendement non plus dans cette proposition de constitution, soit, pour ne pas, l'idée, c'est de ne pas, c'est pas le mot salire, mais de ne pas déformer l'intention première du porteur de projet. Voilà, de laisser le texte tel, et bien s'il est mal écrit, tant pis pour lui, s'il n'est pas compris, il risque de prendre un râteau.

Voilà, donc ça obligera aussi les porteurs de projet à veiller à la clarté de leur demande et à être le plus explicite possible. Voilà, je ne dis pas que c'est parfait, c'est une première proposition de constitution, évidemment, il y a beaucoup de choses à dire par rapport à ça, c'est plutôt systémique. Dans ce système, on garde le gouvernement, et à la différence du système actuel, il y a le mandat impératif, c'est le deuxième pilier de la démocratie directe.

Le premier, donc, je vous ai dit, c'est donner le pouvoir aux citoyens de décider de voter de leur loi et de voter leur constitution, il est modifié, mais aussi tout mandater, on va les appeler comme ça, puisque même si on garde des ministres, peu importe, ils auront un mandat impératif, donc ça veut dire qu'ils pourront être virés. Et d'ailleurs, dans cette constitution est prévue la possibilité de virer des mandatés. C'est pareil, ça passe toujours pareil, par une pétition, un seuil à atteindre pour retirer des mandatés qui n'auraient pas fait leur boulot, qui n'auraient pas suivi leur mandat impératif.

Comme on retrouve au travail, quand vous ne faites pas votre boulot, vous ne restez pas. Donc voilà, le mandat révocatoire, le rique révocatoire, il y est aussi dans cette constitution. On peut révoquer des gouvernements.

Par rapport au problème qu'on a actuellement, du budget, c'est pareil, cette constitution garde le gouvernement, et on supprime le président et le premier ministre, qu'on remplace par un seul homme, qui est le gouverneur, qui a aussi un mandat impératif. Et la seule élection qui est gardée dans cette constitution, c'est la constitution d'un gouverneur et de son gouvernement, qui est connue d'avance. C'est-à-dire que le gouverneur se présente avec une liste de ministres, pour tous les ministères prévus, et qui sera élu sur cette base-là, et il n'y aura pas des nominations, des tractations entre copains, on sait d'avance qui seront les ministres qui gouverneront avec le gouverneur, qui a un mandat impératif, toujours, et le gouverneur, par contre, aura pour rôle de donner, on va dire, un peu comme un capitaine de navire, vers quelle direction il souhaite aller.

Même si, derrière, les citoyens ont le pouvoir de décider, ce sera un peu une sorte de leadership générique vers quelle gouvernance il souhaite aller, et de toute façon, s'il est élu, ça correspond quand même à la majorité. Voilà ce qu'il y a dans cette constitution, et très important, c'est bien de regarder ce que font nos voisins, la Suisse, qui a un mélange de gouvernement représentatif et de référendum, de démocratie directe, il y a les deux en Suisse. Sur cette partie-là, donc, vous avez compris que dans la proposition que j'ai faite, il n'y a plus les élus, mais on s'aperçoit en Suisse que les votations sont dévoyées par les médias, manipulées, que c'est un problème pour eux, ils le disent eux-mêmes, malheureusement, ils peuvent déclencher des votations, mais, voilà, elles sont orientées par des médias publics ou privés.

Ils reçoivent quand même un kit, en Suisse, à chaque votation, ils ont un kit avec, dedans, les avis pour, les avis contre, et aussi l'avis du gouvernement fédéral, qui donne aussi son avis par rapport à l'initiative citoyenne. Donc, ça, vous l'avez en Suisse. Donc, pour la partie médiatique, du coup, la constitution en démocratie directe nouvelle qui est présentée...

Allô ? Pardon. Hop, j'ai eu une...

Je sais pas si vous m'entendez toujours, j'ai eu une coupure de mon ordre. Oui, on t'entend. J'essaie de faire court, parce que je sais qu'il y a des gens qui veulent parler.

Donc, pour terminer, pour la partie médiatique, vous irez trouver l'article, il est prévu des infrastructures, en fait, publiques, destinées aux citoyens, toujours pareil, avec l'Iségoria, une infrastructure publique de politique, en fait, où tous les citoyens, les mouvements, pourront demander un canal, donc télé, radio, FM, presse, web, qui sera fourni à l'ensemble des citoyens, pour qu'ils puissent s'exprimer avec une obligation, d'ailleurs, de 50% du temps en débat contradictoire, c'est-à-dire que si vous ouvrez une chaîne, vous avez 50% pour faire votre propagande, et vous avez 50% d'obligation d'inviter d'autres listes, d'autres mouvements pour débattre de vos idées.

Voilà, donc, il y aura... On n'empêchera pas les médias privés, mais après tout, si, comme vous avez compris, le citoyen a le pouvoir, il peut faire des lois par rapport aux médias privés, mais il y aura en tout cas au moins, un minima, une infrastructure technique mise à disposition des citoyens, pour qu'il y ait une neutralité, et que tout le monde soit entendu, et, voilà, je ne sais pas si j'ai été clair, je ne vais pas faire plus long, je vous invite à lire la Constitution, j'ai donné les idées générales, si vous voulez des détails, n'hésitez pas à poser en question. Je ne sais pas si on aura le temps, on verra sur les stratégies de comment la mettre en place, évidemment. Cette Constitution, cette association, en tout cas, elle

prône le passage par un candidat président qui arrive avec cette Constitution, et qui la présente au peuple par référendum, tout simplement.

Voilà, il n'y a pas d'histoire de constituant dans cette proposition-là. J'ai cette Constitution, élisez-moi, et une fois que je serai élu, on fait un référendum pour abroger la Vème République et faire la première démocratie, et si vous êtes pour, après je pars, et puis après, éventuellement, il se représente en gouverneur ou pas, on s'en moque, mais après on passe au système de démocratie directe. Voilà, donc, peut-être qu'il y a un biais, il nous le dira, si ce que je propose, c'est-à-dire ce président qui se présente pour un référendum, c'est légal par rapport à la Constitution actuelle, ou s'il n'y a pas de jurisprudence.

Après, dans la stratégie, évidemment, on en parlera, mais il n'y a pas que ça. Il y a ce qu'on est en train de mettre en place, reprendre le pouvoir par les communes, il y a un texte, on est en train de voir une partie législative, j'en parlerai dans une stratégie, je préfère en parler maintenant au cas où je n'ai pas le temps, où on va, les communes qui vont se déclarer en démocratie directe, entre guillemets en tout cas, qui vont utiliser le système actuel, vont faire des déclarations auprès de Genève et de l'ONU pour s'enregistrer, pour qu'à un moment donné, arrivé à un certain nombre de communes, on déclare l'ensemble des communes dans une nouvelle nation qui serait la démocratie française. Voilà, c'est un texte qui est actuellement étudié pour voir une possibilité par le juridique légal au niveau international pour aussi enregistrer un passage à la démocratie directe. Bon, j'ai dévoilé un petit bout de stratégie, mais c'est une piste qui est actuellement étudiée.

Voilà, je pense que je vais te laisser parler, Kali, parce que je pense que tu as pas mal de choses à dire et après on va faire tourner la parole par rapport à tout ce que j'ai dit. Je ne suis pas allé dans tous les détails de cette constitution, je vous invite à la lire et après à revenir vers moi lors de Space ou même vous pouvez m'interroger en MP ou venir sur mon compte pour m'interroger par rapport à détails pour avoir plus de précision. N'hésitez pas.

Kali. Non, alors moi je ne vais pas en rajouter parce que ça a déjà été très complet.

[Intervenant 2] (2:35:39 - 2:36:15)
Peut-être même un petit peu trop, voire trop technique pour certains qui je le vois au niveau des audiences. Ah, fallait me le dire, j'aurais été plus généreux. Non, mais c'est ton Space, t'étais là pour présenter aussi ta vision de la démocratie directe, je te l'ai indiqué en message privé, mais il n'y a aucun souci à cela, il n'y a pas de problème.

Et du coup, on va redonner la parole aux auditeurs pour qu'ils puissent réagir à ce que tu viens de dire et puis rester sur le thème qu'on abordait depuis le début. Donc il y a Plateforme qui va reprendre la parole, ensuite on a AN Citoyenne, Marwan et Magali.

[Intervenant 6] (2:36:19 - 2:43:00)
Oui, alors bon, sur le projet que j'ai entendu, je m'excuse mais moi, c'est pas du tout mon projet. Notre projet, en tout cas, c'est qu'au sein de Plateforme Jaune, c'est évidemment l'organisation d'un pouvoir horizontal, mais pas le pouvoir des électeurs passifs, des électeurs moutons et pour être très clair, les plus débiles et les plus bêtes de la société, ceux qui continuent à mettre des bouts de papier dans une urne une fois de temps en temps, eh bien, en fait, en plus, moi, j'ai participé, vous savez, en tant que militant de longue date, à des assemblées générales où il y avait des centaines de personnes, 200, 300, 100, 500, et en réalité, c'est toujours les mêmes qui s'expriment, c'est-à-dire que les gens, on ne peut pas, en fait, rentrer dans le fond des débats à 500 personnes dans une assemblée. Ça, c'est pas réaliste.

Ou alors, c'est en réalité le petit noyau dur. Alors là, généralement, moi, j'ai participé à des AG dirigés par les gauchistes, trotskyistes, trotskoïdes, etc. Et c'est eux qui, en fait, en réalité déciblent ou orientent.

Par contre, j'ai participé à l'organisation de petites AG ou de petits comités de 20, 30 personnes maximum. On organise des tours de parole, on donne la parole à tout le monde et là, ça fonctionne. C'est-à-dire qu'effectivement, lorsque on se réunit à 20, 30 personnes maximum, eh bien, tout le monde, on a le temps de rentrer dans les débats avec des gens que l'on connaît, etc.

Et en plus, dans votre projet politique, il y a le plus important pour moi, c'est, encore une fois, la gestion de la sphère de la production, qui est visiblement très absente du sujet. Concrètement, dans les entreprises, comment on organise la production dans les grandes entreprises, dans les petites entreprises, etc. Et la question de l'égalité sociale, parce que c'est le fond de l'affaire.

Voilà. Et donc, nous, à Plateforme Jaune, notre projet à nous, qui est antidémocratique, même au risque de choquer, je suis désolé, la traduction « démos kratos », c'est faux, c'est un mensonge. Historiquement, notamment lorsque c'était conçu à Athènes, l'intérêt, ce n'était pas de pouvoir au peuple, c'était de pouvoir à des esclavagistes pour gérer de façon collective l'esclavagisme et ça n'a pas changé d'ailleurs pour nous.

Qu'elle soit représentative ou directe, la gestion de l'esclavagisme, c'est l'esclavagisme. Et donc, nous, on considère qu'il y a un droit supérieur à l'être humain, c'est celui de ne pas être un esclave et encore une fois, le droit à l'égalité sociale. Nous, concrètement, on pose la question de l'égalité sociale et de la gestion collective de la production.

Donc, évidemment, nous sommes anticapitalistes et notre projet est de nature authentiquement socialiste, socialisme autogestionnaire, pour être très clair. Évidemment, le terme de socialisme était totalement dévoyé par la gauche bourgeoise, aujourd'hui incarnée par LFI, qui évidemment n'avait jamais rien à voir avec le socialisme et ça, on peut remonter à François Mitterrand. Voilà.

Donc, après, de toute façon, il faut être très clair. Nous, on considère que nous sommes dans un État totalitaire, très clairement, une dictature, qui d'ailleurs devient de plus en plus autoritaire et comme c'était d'ailleurs tout à fait intelligemment exprimé par Myriam tout à l'heure, alors c'est vrai que, bon, Macron n'est pas Hitler parce qu'il n'a pas encore pour l'instant organisé des camps de concentration, etc. Mais il y a quand même, en termes de personnalité, on est quand même très proches.

Moi, en ce qui me concerne, je pense qu'on est très proches. Voilà. Mais ceci dit, on est dans un État totalitaire.

Et dans l'histoire, je rappelle que, contre les dictatures, le seul langage que comprend la dictature, c'est la violence. Et il n'y a jamais eu, dans l'histoire, de libération sans le recours à la violence révolutionnaire. Et moi, je pense notamment qu'on est dans une situation, Myriam l'a très bien dit, nous sommes en 1940 et je rappelle que la résistance, elle fut, notamment entre 1940 et les heures noires qu'on a connues en France, ça a été des actions de sabotage, c'était des actions de violence, c'était d'ailleurs le fruit d'une minorité, faut-il le rappeler.

Je pense à Bader Riffaut, qui en 1944, classe de la République, exécutable officiellement, a été arrêtée. Il y en a plein d'autres, des jeunes de 21 ans, etc., qui ont organisé des actions de sabotage et de résistance contre l'occupant, etc. Voilà, donc, je veux dire, tous ceux qui nous tiennent, de toute façon, je veux vous dire, ceux qui, demain ou après-demain, ont envie d'aller danser avec Martine Aubry, je ne sais pas, mettre un string et se balader et chanter de la musique avec les comiques de LFI, ils ont le droit, il n'y a pas de problème, on ne va pas les juger, je veux dire, mais on ne viendra pas vous demander votre autorisation, d'accord ?

Pour organiser la vraie résistance. Et vous n'allez pas nous convaincre. Et j'espère, en tout cas, que demain, la minorité qui se mobilise, la minorité déterminée, elle nuira à l'ennemi.

Car notre objectif, c'est de détruire cette dictature. Voilà, nous sommes dans l'état de guerre aujourd'hui. On a en face un type qui s'appelle Macron, qui est un vrai psychopathe, un malade, certainement sous emprise de stupéfiants.

Ça a été dit, c'est connu de tous. Une bande d'escrocs qui gravitent autour de lui. Aujourd'hui, on n'a pas de temps à perdre avec les comiques, avec les gens qui ont envie de se balader, de manifester pacifiquement, de rester chez eux, je ne sais pas, de se mettre devant Netflix, de fantasmer sur les

élections, etc.

On n'a pas de temps à perdre aujourd'hui. Ces gens-là nous mettent en danger, nos enfants, nos familles. Effectivement, ça a été dit, c'est évident, je n'ai pas besoin de rentrer dans le détail, avec une escalade possible avec la Russie, avec les conséquences que ça peut avoir.

Donc je dirais qu'on n'a pas de temps à perdre aujourd'hui. Et en tout cas, ce que je peux vous dire, c'est qu'a priori, d'après ce que l'on entend, dans les échos auxquels nous avons, en tout cas, la vraie résistance, elle s'organise et ça ne sera pas dans la joie et la bonne humeur. Voilà, c'est tout ce que j'avais à dire.

[Intervenant 1] (2:43:02 - 2:43:02)
Ok.

[Intervenant 6] (2:43:02 - 2:43:03)
Je vous remercie de m'avoir donné la parole.

[Intervenant 1] (2:43:04 - 2:45:23)
Oui, il n'y a pas de souci. Juste, je vais répondre rapidement sur deux ou trois objections par rapport à ce que tu as dit. Il y a des choses que j'entends, il n'y a pas de problème.

Par rapport à l'histoire des votations des assemblées, déjà, je reprécise que les agoras ne sont pas les lieux où on élabore les lois. Ce sont les lieux où on discute de la loi qui est présentée. Et que l'Assemblée nationale, aujourd'hui, il y a 500 personnes et les 500 personnes arrivent à s'exprimer.

Et que sera appliquée l'iségoria, c'est-à-dire le temps de parole égal pour chaque personne. Voilà, donc, afin que tout le monde puisse s'exprimer dans l'agora, dans chaque agora. Donc, ça, c'était par rapport au premier point.

Enfin, peu importe, à la limite, que ce soit cette constitution ou une autre, c'est ce qu'il faut faciliter. C'est qu'il faut que chacun puisse s'exprimer et qu'effectivement, il n'y ait pas des grands nombres, sinon, on n'arrivera pas à s'exprimer. Après, bon, je pense que les bibliocraties, un peu comme moi, nous, on est plus dans la stratégie de la substitution et de préparer aussi l'après.

C'est-à-dire que peut-être, à un moment donné, il va avoir un chaos, et si derrière, il n'y a pas de solution au chaos, ce sera la dictature, parce que face à la peur, à la violence, face à l'insécurité, n'importe quelle personne qui se présente qui dit « j'arrive, je remets de l'ordre », les personnes, pour leur famille, pour leur sécurité, seront prêtes à prendre un dictateur qui va remettre, malheureusement, de l'ordre. Et donc, si on n'a pas une réponse avec des solutions, de nouveaux régimes derrière, qui ont été travaillés, préparés, dont les gens ont entendu parler, ce sera difficile de mettre en place éventuellement une démocratie directe, si elle est désirée. De toute façon, la démocratie directe ne se fera que si elle est désirée par la majorité des citoyens.

Voilà ce que j'avais à dire par rapport à ça. Après, j'entends ton objection par rapport à l'urgence, par rapport au fait qu'effectivement, dans cette condition, n'ait pas développé la partie que tu appelles anticapitaliste. Déby, démocratie ?

Oui, je vais me permettre de rajouter quelques petits éléments.

[Intervenant 2] (2:45:23 - 2:48:57)
Parce que, en fait, moi, ce qui m'intéresse très souvent dans la lutte que l'on mène, c'est qu'on est nombreux à avoir le même objectif, en quelque sorte, à savoir plus de justice, qu'elle soit sociale, qu'elle soit économique, et sous bien des aspects. Mais on n'a pas la même stratégie. Et moi, ce qui m'intéresse, c'est la stratégie, c'est le troisième point que tu voulais développer, et je vais y aller un petit peu.

Pourquoi ? Parce que, plateforme, j'entends parfaitement la colère qui est la sienne. Et je pense que

c'est quelqu'un qui, comme Myriam, est dans une démarche qui est totalement sincère.

Sauf que, finalement, il se met dans une posture où, même vis-à-vis de nous, il nous considère comme étant, finalement, pas suffisamment en volonté de changer les choses. Et donc, ça veut dire quoi ? Ça veut dire que, finalement, il se met dans une marginalité, même auprès des personnes qui sont elles-mêmes marginales dans le système.

Et j'aimerais lui faire remarquer une chose. Les résistants, en 40, et à la Libération, n'auraient rien pu faire tout seuls. Les résistants ont été utiles à la Libération, mais sans les Russes, sans les Alliés, qu'aurait-il fait, si ce n'est disparaître les uns après les autres ?

Et donc, quand il appelle plutôt à la violence qu'à d'autres formes de stratégie permettant de récupérer le pouvoir, je pense qu'il se met dans une posture où je peux comprendre son raisonnement, qui est motivé par la volonté absolue de changer les choses, par une forme de colère. Je l'entends bien. Sauf qu'il a en face de lui un ennemi qui est beaucoup plus puissant, et même, si on prend ce qu'il parlait de l'histoire avec la démocratie effectivement qui à Athènes n'était portée que par des esclavagistes, et c'est effectivement un fait, si on prend dans les stratégies du combat, les Spartiates, les fameux 300, dont il y a eu deux films qui a été tirés de cette face de l'histoire, les 300 aussi déterminés étaient-ils, aussi puissants individuellement étaient-ils, ils se sont quand même fait décimer par l'armée perse.

Ce que je veux dire par là, c'est que la volonté ne fait pas tout, il faut aussi essayer d'atteindre le nombre. Ce qui a renversé le nazisme, ce n'est pas uniquement les résistants, ce n'est pas que ça. Et très sincèrement, plateforme, je comprends parfaitement ta vision qui peut être considérée par beaucoup comme radicale.

Mais si vous n'êtes pas capable de rallier à vous une masse critique permettant de renverser le système, vous ne serez que des victimes du système et vous ne le renverserez pas. C'est le principe des stratégies et la volonté ne fait pas tout malheureusement. C'est ce que j'objecterais à ce que tu défends, qui est noble dans l'absolu, ça je ne le conteste absolument pas, mais qui je pense manque un petit peu de réflexion stratégique pour atteindre les objectifs que vous vous êtes donnés.

Il faut du temps et il faut de la stratégie parce qu'on a en face de nous des gens qui le sont de façon extrême. On va faire tourner la parole parce qu'il y a du monde et on arrive quand même au bout du temps qu'on avait déterminé initialement. Donc on a ANCitoyen, Marouane, Magali et on a Oldschoolbaby qui vient de nous rejoindre.

[Intervenant 1] (2:48:58 - 2:49:08)
Avant qu'ANCitoyen parle, juste un peu prolongé sur ceux qui tiennent drôle jusque là, je n'ai pas de problème à prolonger au moins jusqu'à minuit. ANCitoyen.

[Intervenant 13] (2:49:08 - 2:56:02)
Oui, bonjour à tous, merci beaucoup. Alors moi, par rapport à la démocratie directe, alors moi je suis totalement d'accord avec la démocratie directe et c'est ce que je prône également. Maintenant, la vision, alors moi je suis pour une constitution, une nouvelle constitution, etc.

Par contre, en fait, moi également, il y a un truc qui me choque très souvent vis-à-vis de tous les militants très souvent, d'ailleurs de qui que ce soit et dans quel bord qu'il soit, très souvent, c'est-à-dire qu'on parle de théorie, mais on ne fait jamais en pratique. Et ça, je trouve très néfaste en fait. C'est-à-dire que, par exemple, la démocratie directe, en fait, pour moi, c'est comme le vélo.

En théorie, c'est bien, mais si tu ne le pratiques pas, tu vas tomber. Donc tout le monde comprend le principe en fait, mais pour que ça marche, il faut vraiment essayer de monter sur le vélo et essayer. Donc on peut lire des manuels qu'on veut, tant qu'on ne pratique pas, on ne sait pas et on ne saura pas s'équilibrer.

Parce que c'est en essayant, en s'équilibrant qu'on va réussir à installer quelque chose. Donc au début,

on va tomber, bien entendu, on se corrige, on réessaye et puis ça devient naturel. Par contre, en fait, on ne nous a jamais appris à faire de la démocratie.

On ne nous a jamais appris à... Déjà, en fait, dès notre enfance, on nous a enlevé la parole. C'est-à-dire que dès notre enfance, on nous a dit, toi, tu vas avoir un représentant de ta classe et toi, tu vas la fermer.

Dès notre enfance, en fait, on nous dit, ferme-la, tu vas avoir un petit représentant qui va te représenter et toi, tu seras là, tu ne diras rien. Dès l'enfance, en fait. Dès l'enfance, c'est comme ça.

Et je pense qu'il est intéressant et qu'il est important de porter notre vision. C'est-à-dire que c'est bien de dire qu'il faut une nouvelle constitution. Moi, je suis totalement d'accord.

Je suis totalement pour ça également, en fait, qu'il faut le reconstituer, etc. Par contre, il faut aller au-delà de ça. Par exemple, combien de personnes ici connaissent que, par exemple, on n'a pas besoin d'un président dans une association ?

Très peu. Qu'on n'a pas besoin de secrétaire dans une association ? Très peu.

Parce que très souvent, les gens se mettent dans un système archaïque qui connaissent, qui fait président, secrétaire, trésorier. Sauf qu'il existe le système qu'on appelle la gouvernance collégiale. Et la gouvernance collégiale, par exemple, dans une association, c'est beaucoup plus horizontal.

Par exemple, moi, avec d'autres personnes, on a créé une association pour démocratiser les associations, d'ailleurs. Eh bien, notre système de gouvernance est une gouvernance collégiale, donc beaucoup plus horizontale. Aucun président, aucun secrétaire, ni rien, des mandats impératifs, etc.

Et notre règlement intérieur, par exemple, est purement tourné vers la démocratie. On essaie de mettre en fonction de la démocratie, on essaie de tester. C'est-à-dire qu'au-delà de dire qu'il faut la démocratie directe, qu'il faut la faire, il faut la pratiquer.

Et d'ailleurs, c'est là qu'on se rend compte qu'on est tellement créatifs. C'est-à-dire qu'au-delà de dire des constats, d'inventer des règles, de trouver des règles, de voir que cette règle-là, elle fonctionne, mais celle-là, elle n'est pas encore assez bien. Et on peut l'améliorer.

Nous, par exemple, on ne fait pas des votes à 50%. On fait des votes entre 45 et 60%, entre 60% et 80%, et 80% ou plus. Et pourquoi ?

Parce qu'entre 45 et 60%, c'est testé pendant une saison. Entre 65 et 80%, c'est été testé pendant deux saisons. Et au-delà de 80%, ça reste entre guillemets dans notre règlement intérieur.

Et du coup, on essaie des choses, on expérimente, on trouve des solutions, et puis on revient en arrière. Et c'est comme ça que je pense qu'il faut personnellement qu'on trouve des solutions et qu'on monte tout ça. Parce que c'est en fait dire qu'on veut une nouvelle constitution, qu'il faut faire de la démocratie.

Moi, je pense qu'on n'est pas en démocratie, parce que simplement, purement et simplement, le droit le plus élevé en France, c'est le droit sur la constitution, juridiquement. C'est la constitution, sauf que le peuple n'a aucun droit sur sa constitution. À partir de là, où le peuple n'a aucun droit sur sa constitution, qui est le droit le plus élevé, eh bien, en fait, on ne peut pas être en démocratie.

Mais pour ça, il faut comprendre le cheminement. En fait, la constitution étant le droit le plus haut en France, juridiquement, si tu lis la constitution, tu vois que le peuple ou le mot citoyen est noté sept ou huit fois, que le mot président de la République est noté 79 fois, que les citoyens n'ont aucun pouvoir sur leurs représentants ni rien. À partir du moment où tu décris un petit peu tout ça, où tu décryptes tout ça, tu captes qu'on est complètement à l'ouest.

On est dans un système, personnellement, que j'estime oligarchique, parce qu'un très petit nombre de personnes ont beaucoup de pouvoirs. C'est ce qu'on appelle l'oligarchie. C'était pour vous dire ça.

Et moi, je pense qu'au-delà de dire les discours qu'il faut, effectivement, la démocratie directe, il faut la faire. Et beaucoup, en fait, je trouve, disent oui, il faut la démocratie directe, il faut. Mais en fait, très peu en font vraiment.

Et je parle globalement, parce que moi, j'ai vécu dans beaucoup d'associations qui prônaient la démocratie, mais qui n'en faisaient jamais. Et pour moi, c'est couper la branche sur la qualité. Et du coup, c'est prioritaire pour moi.

Merci.

[Intervenant 1] (2:56:04 - 3:01:52)
Merci pour ton intervention, parce que je crois que je dirais amène, oui, à presque tout ce que tu as dit. Effectivement, la démocratie directe se pratique. Et à ce propos-là, du coup, à l'imite de vos interventions, de la prise de parole de chacun, derrière, je vais mettre un petit bout de stratégie, parce que c'est bien de ça qu'il s'agit.

Effectivement, dans la stratégie pour que la démocratie s'éboue, ce que j'ai dit, vous avez raison de présenter une constitution, mais si on ne la pratique pas, je suis d'accord, ce sera compliqué de comprendre ce que c'est la gouvernance horizontale. Et par rapport à ça, justement, on est plusieurs à s'être regroupés, donc Ali, Stéphane qui est dans le space, on a fusionné nos idées. Tu pourras venir aussi, parce que le statut de ton association, le statut de l'association collégiale est très intéressant, c'est la gouvernance horizontale, tout à fait.

Tout ça, tu pourras apporter des pierres à cet édifice, qui est la création que nous avons faite de l'Association des mairies démocrates de France. L'idée, c'est quoi ? C'est d'insuffler de la démocratie directe au niveau local, de commencer par le local, de commencer par les mairies, de deux manières.

Par la manière du conseil municipal, c'est-à-dire prendre les mairies au niveau des élus, c'est-à-dire apporter des solutions de démocratie directe, puisque la constitution n'interdit pas aux maires et aux élus des conseils municipaux d'avoir un mandat impératif, en tout cas de faire ce qu'une assemblée a décidé derrière. Donc, il y a le biais par l'élection de prendre les mairies et d'avoir des vrais démocrates de démocratie directe qui se retrouvent élus. Et le deuxième pilier, ça va être les assemblées citoyennes locales, sur lesquelles on va bientôt travailler.

Je vous ai épinglé en haut le lien vers l'Association des mairies démocrates de France qui prône la démocratie directe au niveau local et la prise de pouvoir par les mairies. Et l'idée des semages et des assemblées citoyennes locales, qu'est-ce que c'est ? Ce sont des assemblées et des associations, en fait, sous forme collégiale.

Effectivement, on distribuera un modèle que les gens pourront modifier, mais un modèle type de départ. En tout cas, ça aide les gens, un premier canevas d'associations en statut collégial pour créer une association citoyenne locale dans leur commune qui pratiquera la démocratie directe. Il y aura de l'agora, il y aura de l'atelier constituant, il y aura de l'atelier législatif, il y aura de l'audit du maire.

C'est-à-dire que les citoyens dans cette association pourront faire des audits de ce que font leurs élus. Ce sera complètement indépendant de la municipalité, puisque c'est une association uniquement citoyenne. Elle pourra faire des propositions, mais à plusieurs strates.

Elle pourra faire des propositions au niveau de la commune, des propositions au niveau du département. En tout cas, elles feront les propositions, par rapport à l'instance actuelle de la Ve République, de la compétence concernée. C'est-à-dire, vous ne pouvez pas demander à la commune de modifier la voirie si elle appartient au département.

Il faudra s'adresser au département. Ces assemblées citoyennes locales, via les agoras, en discutant, vont faire des ateliers, des propositions, des audits. Le but, c'est ce que tu as dit, c'est de s'entraîner à la démocratie directe.

Les listes de citoyens en démocratie directe pourront s'appuyer sur ces assemblées citoyennes locales, pourront utiliser plein d'outils qu'on leur mettra en place, dont des outils qui existent, qui sont légaux, et qui sont en place qu'il y ait le référendum local, qui est un peu particulier. Sachez que vous faites une pétition, dans votre commune, arrivée à un certain seuil, selon le nombre d'habitants, ça oblige le conseil municipal suivant à le mettre à l'ordre du jour. Et de cet ordre du jour, par rapport à la question posée par les citoyens, si la pétition atteint le seuil, ça existe dans la loi.

C'est un article sur les communes. Le conseil municipal peut décider de deux choses, soit de voter par rapport à la question, soit de le passer en référendum local. Dans les outils, les kits qu'on fournira aux citoyens qui se présentent comme candidats aux élections municipales pour amener de la démocratie directe dans leurs communes, on les invitera systématiquement à passer par le référendum pour interroger leurs citoyens, une fois que les initiatives citoyennes leur seront faites.

C'était pour rebondir sur ça. J'ai fait un bout de stratégie, comme ça on n'aura pas besoin de faire un volet. Sachez qu'il y a des gens qui travaillent à ça.

Je t'invite vraiment à rejoindre l'AMDF, l'Association des mairies démocrates de France, à nous rejoindre, démocratie directe au pluriel. De ne pas hésiter. Plus on sera nombreux, plus on sera de petites mains, plus on sera de citoyens à travailler là-dessus, plus l'assaut sera solide et plus on arrivera à faire tourner des communes en démocratie directe.

Et pensez qu'à partir de 500 communes en démocratie directe, on peut avoir 500 parrainages. Kali, c'est acquis.

[Intervenant 2] (3:01:53 - 3:02:00)
Alors, c'est un Marwan qui nous attend depuis très longtemps. Donc on va écouter Tupac.

[Intervenant 5] (3:02:01 - 3:09:53)
Yeah ! Bonsoir messieurs, dames. Merci beaucoup.

Oui, il faut être patient, mais c'est ce qui rend déjà mon intervention plus excitante. Non, je rigole. Mais ça m'a permis d'écouter longuement et de structurer mes idées.

Enfin, j'espère. En ce qui concerne, juste pour lire le titre du Space, pour revenir au 10 septembre. Pour moi, ça fait écho au mouvement des gilets jaunes.

D'ailleurs, c'est dommage que notre ami soit parti. Qui, pour moi, fait vraiment écho à ce risque de soulèvement populaire, de jacquerie, parce qu'on sent un climat tendu en France. Après, il y a des choses qui ont été dites par le monsieur de LFI, je crois, tout à l'heure, sur la rééducation des gilets jaunes.

Il y a eu un peu de condescendance, je crois, dans ses propos. Et j'aimerais replacer l'église au centre du village. Pour moi, les gilets jaunes, c'est un mouvement populaire qui a été populaire dans tous les sens du terme.

C'est-à-dire qu'il a été plébiscité par le peuple et il est issu du peuple. Et ce n'est pas un gros mot que de dire que c'est populaire. Et même faire du populisme, en soi, ce n'est pas un gros mot.

Et en fait, ce mouvement, il a été détourné, à mon sens, par l'extrême gauche. Je ne vais pas pointer, on ne va pas faire de la politique, parce que j'aimerais qu'on fasse de la théorie. Je pense que le but de ce Space, c'est de faire de la théorie politique.

Mais juste partir de ce 10 septembre-là et éviter les Black Blocs. Pour moi, ça a été une milice qui a participé au détournement de l'image justement populaire des gilets jaunes. Ça a été une pénétration, je pense, on dit les termes ce soir, gouvernementale.

En tout cas, ça a été une pénétration certainement des élites qui n'ont pas intérêt à ce que le peuple se réveille. Et je dirais même que, disons, que cette mouvance-là de gauche, pour ne pas dire les mots, n'a pas vraiment intérêt à ce que le peuple s'unisse au-delà de ces clivages qu'on connaît, les clivages classiques qui permettent à la démocratie bipartite de prospérer, qui sont en fait justement cet étouffement de la colère du peuple, presque un populicide, pour certains qui ont employé ce terme avant moi.

Et moi, je dirais aussi de socio-ethnicides. En fait, ces gens-là aiment bien racialiser ou ethniciser les gens dans leurs discours. Et donc, vous savez bien qu'il y a une jeunesse issue d'Afrique du Nord et des pays subsahariens qui sont quelque part utilisés.

Alors, c'est des enfants de la République, je précise. Donc, quand je dis qu'ils sont utilisés, c'est-à-dire peut-être depuis la plus tendre enfance, depuis les programmes télévisés, radio, télé, etc. Et donc, ces mouvements de gauche-là, en fait, je souhaite juste, comme le 10 septembre, c'est demain, je souhaite juste vous alerter sur le fait de ne pas céder à la colère et de faire un pas de côté et effectivement de réfléchir aux problèmes de gouvernance que nous avons dans ce pays.

Mais ce n'est pas le seul problème, mais disons que c'est la porte d'entrée pour la résolution, je pense, de tous nos problèmes. C'est pour ça que je me réjouis de ce genre de space. Parce que moi, j'aimerais appeler à la rééducation civile et non pas à la désobéissance civile.

En fait, la rééducation civile, c'est juste ce que Magali expliquait juste avant, d'écrire les choses. Et moi, j'ai envie de dire de théoriser même, pourquoi pas, les choses, c'est-à-dire de les réinventer. Bon, d'abord, bien sûr, il faut les approprier.

Donc, il faut faire de la pédagogie, etc. Expliquer les concepts, les définitions et ensuite en faire une synthèse, une projection sur le monde, sur notre quotidien. Donc, je dirais que ce mouvement qu'on voit poindre, c'est une conséquence naturelle, en fait, des problèmes que traverse notre pays, qui sont, pour ne pas les lister, en fait, pour moi, il y en a deux qui sont dimensionnants, en fait.

Et quand je dis dimensionnant, c'est-à-dire que si on les résout, on aura les idées plus claires, en fait. Et donc, je parlais de la gouvernance, donc de ce dont on parle, de la démocratie réelle, on va dire, qui, pour moi, c'est de, comment dire, en fait, c'est de laisser, en fait, le citoyen décider au plus proche de ce qui peut se faire, en fait. Et, en fait, c'est délégué, finalement, au niveau supérieur, parce qu'il y aura toujours des niveaux supérieurs.

On ne peut pas gérer tout. Tous les pans de notre vie, mais c'est, en tout cas, de laisser la délégation ou la représentativité, peu importe comment on l'approche pour le moment, qu'est-ce qui ne peut pas être résolu, en fait, par l'échelon inférieur, c'est-à-dire de poser cette règle-là comme principe de fonctionnement, c'est-à-dire tout ce qu'on ne peut pas gérer dans une commune, ça doit être géré à l'échelle de la région et tout ce qui ne peut pas être géré à l'échelle de la région, ça doit être géré à l'échelle de la nation.

Et je pense que par un principe simple comme ça, on peut s'éviter ou faire quelques économies. Je pense que refaire de l'échelle, mais ça a été présenté juste avant, j'essaie de faire une synthèse avec tout ça, c'est de refaire de l'échelle communale, régionale et nationale, en fait, un pilier de la démocratie, réelle. Plutôt que d'abandonner, voilà, nos destins à Paris, à Bruxelles et finalement dans un système jacobin qui a pris ses racines le long de la Révolution.

Mais avant cela, en fait, là, ce que je décris, c'est la subsidiarité et c'est un petit peu le haut Moyen-Âge. Il faut aussi que la modernité, c'est peut-être reconcevoir des concepts ancestraux. Mafézoli, le

philosophe, parle de concepts de post-modernité, c'est-à-dire à reconcevoir la modernité.

Et pour conclure, j'ai entendu le terme de démocratie liquide et je voulais juste mettre un petit bémol peut-être. Alors moi, je veux bien, on parle de stratégie, donc c'est un peu la méthode, mais je ne pense pas que ce soit l'aboutissement, vraiment la démocratie liquide, parce qu'on rentrerait quelque part dans une technocratie, parce que quand c'est liquide, moi, ça me fait penser de la vitesse à de la technologie, à la numérisation et aux potentielles manipulations algorithmiques ou même de puissances étrangères. Si vous n'avez pas un Internet souverain, par exemple, ce genre de choses, c'est juste un petit bémol.

Mais sinon, je suis d'accord avec vous sur 99% des propos. Merci.

[Intervenant 2] (3:09:55 - 3:10:05)
Merci à toi. Merci à toi pour ta patience et l'intérêt de l'ensemble de tes propos.

[Intervenant 1] (3:10:07 - 3:11:43)
Oui, juste rebondir rapidement. J'aime bien ce que tu as dit, Morane, surtout sur le fait du pouvoir du bas vers le haut. C'est un des objectifs, évidemment, d'une réelle démocratie, effectivement.

D'inverser la pyramide, en gros. Que ce soit le peuple qui soit au sommet de la pyramide. Après, on délègue éventuellement certains mandats, mais comme on a dit à un moment donné, qu'ils soient des mandats impératifs.

Pour la démocratie liquide, c'est moi qui en ai parlé, je me suis mal exprimé. C'était dans le sens où c'est toujours les citoyens qui ont le pouvoir. C'est juste pour des su...

Par exemple, sur du législatif, qu'il n'y ait pas d'obligation à aller à ses agroas, si tu veux. Quand je dis délégué, ce n'est pas délégué, c'est laisser d'autres citoyens qui maîtrisent mieux le sujet ou qui sont tout simplement juste intéressés par le sujet ou parce qu'on n'est pas intéressé par le sujet. C'est-à-dire son voisin.

Toi, je sais que ça t'intéresse, ou moi, je ne comprends rien à l'urbanisme. Je te fais confiance et je te délègue mon pouvoir de votation, mais c'est sur une personne. C'est à un moment donné de ne pas être tous obligés, de ne pas avoir omniscience sur tous les sujets.

Ce n'est pas possible. Donc, tu es dans cet esprit-là. On garde le pouvoir citoyen, mais on laisse d'autres citoyens discuter et décider à notre place parce qu'on ne se le sent pas.

C'était juste ça. Donc, intervenant suivant, on va faire tourner la parole.

[Intervenant 2] (3:11:44 - 3:12:55)
Oui, juste une petite précision parce que quand tu as dit inverser la pyramide, ça m'a fait penser à quelque chose. C'est qu'en fait, il faut inverser les valeurs. C'est-à-dire qu'aujourd'hui, ceux qui dominent la société sont ceux qui représentent la plus grande puissance économique.

C'est-à-dire que c'est la valeur économique qui permet de décider. Et il faut inverser la valeur pour faire en sorte que ce soit la puissance numéraire, la puissance du nombre d'individus qui fassent qu'on détienne le pouvoir. Aujourd'hui, le pouvoir, il est détenu par un très petit nombre de personnes, mais qui détiennent une puissance économique énorme.

Or, aujourd'hui, on a un nombre de citoyens qui, en quantité, sont énormes, mais qui, individuellement, ont une puissance économique qui est faible et qui n'a pas le pouvoir. Et la démocratie, c'est ça. La démocratie, ce n'est pas la puissance économique qui fait loi, c'est la puissance numéraire.

Voilà, c'était la petite réflexion qui m'est venue par rapport à ce que tu as dit. Donc, du coup, si on fait suivre les tours de parole, on a Magali, puis Kayon, puis Jean-Yves.

[Intervenant 7] (3:12:58 - 3:15:43)
Alors, bonsoir à tous. Donc là, je vais poser une étude de cas. Donc, je ne me cache pas que je suis contre la loi Falorni de l'aide active à mourir.

Je suis contre la loi Evars à l'école. Donc, étude de cas. Je me présente à la mairie de ma ville.

Je décide de présenter, parce qu'on est en train d'y travailler, sur une contre-loi Falorni avec des médecins, des infirmiers palliatifs, etc. Ma petite personne, pour justement améliorer tout ce qui est soins palliatifs, EHPAD, accompagnement, etc. Evars, pareil, j'ai été huit ans en tête d'APE, donc d'association de parents d'élèves, trois ans de présidente, et j'ai toujours respecté la voix des parents, l'écoute des élèves, l'écoute des enfants, etc.

Au vu du fait que la loi Evars, on va dire le programme, pardon, Evars, et la future loi Falorni vont nous être, déjà l'Evars est fait, la loi Falorni, il y a grande chance pour qu'on y ait le droit, donc j'ai envie de vous demander à ceux qui peuvent me répondre, comment moi, en tant que mairesse potentielle, je pourrais améliorer les soins palliatifs dans ma ville, je pourrais améliorer l'aide sociale en EHPAD, alors que nous avons des preuves magistrales de l'abandon des soignants, il faut savoir quand même qu'il y a beaucoup de soignants qui ne sont même pas au courant de la loi Falorni, c'est quand même incomble, pour mettre en place par exemple l'accompagnement fin de vie à domicile, je peux vous dire qu'accrochez-vous bien, c'est un parcours du combattant, donc on est en démocratie directe, je fais comment ? Merci.

[Intervenant 1] (3:15:45 - 3:19:26)
Très bien, ça a été une deux cases, j'aime bien. Déjà je pense que Khalil prendra la parole sur ce qu'on a créé au sein de l'association des mairies démocrates de France qui est la commission d'enquête citoyenne, le pendant de la commission d'enquête parlementaire, où justement en ce moment on est en train de faire des live sur plusieurs canaux sur ce sujet-là, déjà tu vois, pour que les citoyens reprennent la parole et que ce ne soit pas uniquement des paroles d'experts. Je ne laisserai pas Khalil présenter cette initiative et comment ça fonctionne.

En démocratie directe, dans le cas que j'ai présenté et vis-à-vis de la constitution que j'ai mis en lien, qui n'est pas forcément celle qui sera adoptée, mais qui est proposée ce soir et qui me va bien en tout cas, déjà on n'est même pas sûr que cette loi serait arrivée, parce que comme les lois dépendent des initiatives citoyennes, il faut atteindre le seuil de pétition, il y a les débats, donc des débats cette fois-ci contradictoires, avec des médias publics, d'infrastructures publiques politiques neutres, donc où il y a les pour et les contre, on entend à égalité de temps, donc je ne suis même pas sûr que la loi serait arrivée comme ça en tout cas, et de toute façon en démocratie directe, si malgré tout il y a cette loi, parce que de toute façon si on passe en démocratie directe, il va falloir repartir des lois existantes, tu auras la possibilité de déposer un projet d'abrogation, même pas en tant que maire, en tant que citoyenne, mais en tant que maire ça va t'aider juste à avoir les élus qui vont travailler sur ce texte avec toi, d'avoir une équipe, c'est mieux d'avoir une équipe pour élaborer un texte en intelligence collective qu'une seule personne, à plusieurs on fait des meilleurs textes qu'à un, c'est sûr, et de présenter dans l'agora d'affectation, donc dans l'agora je ne sais pas si tu étais là au début je pense que oui, dans ton agora tu déposeras ton projet de loi, d'abrogation même, puisqu'il y a cette loi qui t'embête, qui sera présenté aux 15 000 autres, enregistré dans les 15 000 autres agoras, en vue de l'implantation, d'implémentation, c'est-à-dire l'addition de signature, et arriver à un certain seuil comme, donc 50 000 pour la démocratie directe que je présente, arriver à 50 000 personnes qui ont signé, on passe en référendum.

Donc avec le processus de présentation, débat, contraguitoire, et votation. Donc tu auras toujours la possibilité d'abroger une loi existante, après je ne sais plus les textes qui sont dans cette position, évidemment il faut laisser un temps derrière, si on adopte une loi ou qu'on abroge, avant qu'on puisse revenir dessus. Ça il faudra en discuter un an, deux ans, pour expérimenter la chose et se rendre compte que peut-être le citoyen, c'est ça la démocratie directe, c'est aussi que le citoyen se rende compte qu'il a fait des erreurs, qu'il a fait un référendum contre lui-même en fait.

À un moment donné, il s'est trompé, mais il faut lui laisser le temps d'expérimentation, au bout de deux ans, il se dit, mais merde, on est cons, on a voté ça, et quelqu'un d'autre présente une abrogation, et on revient derrière, mais il faut le temps d'expérimentation. En tout cas, dans ce que j'ai proposé, tu auras la possibilité d'abroger une loi, d'en présenter une autre, en tant que simple citoyen même. Le tout, c'est d'atteindre le nombre de signatures.

Je pense avoir répondu. Perri, tu veux rajouter quelque chose par rapport à la commission d'enquête ?

[Intervenant 2] (3:19:26 - 3:22:43)
Pour faire très simple, la commission d'enquête citoyenne, donc le CEC, c'est un organe citoyen qui a pour but justement d'enquêter sur des sujets pointus, afin de faire émerger des positionnements qui permettent d'éclairer les citoyens dans le but de prise de décision. Effectivement, on avait une émission qui était prévue justement le 10, mais qui a été reportée au vu des événements actuels. Ces émissions du comité d'enquête citoyenne doivent être animées par Didier Maisto, et l'invité qui était prévu le 10, pour l'émission qui sera reportée sûrement avant la fin du mois de septembre, était Louis Fouché, qui est bien connu, et justement portait sur les questions d'éthique, médicales, et un petit peu les sujets abordés par Magali.

Donc, dans un principe de démocratie directe, eh bien, premièrement, il est important de s'informer, de s'éduquer au sujet, d'où l'intérêt de comités d'enquête citoyenne, mais pas que, il y a d'autres sources d'informations qui sont nécessaires dans un principe pluraliste, dans le fonctionnement d'une démocratie directe, et ensuite, effectivement, c'est aux citoyens de décider de ce que va être appliqué sur tel ou tel sujet. Donc, le sujet que Magali présente et développe, elle a sa conviction, mais l'expression citoyenne est celle qui prévaut dans ce qu'elle peut, elle, exprimer. Et donc, très simplement, aujourd'hui, dans un principe républicain, c'est la majorité au pouvoir, on dit majorité, mais qui est en réalité une minorité, puisqu'à chaque fois, chaque élection présidentielle qui déclenche tout le reste, est généralement, au premier tour, très fortement minoritaire, puisque, au milieu, c'est du 20, 22, 23%, et qui est ensuite, dans un principe électoral républicain, va agréger d'autres composantes pour se définir comme étant majoritaire.

Donc, ces systèmes représentatifs font en sorte que des parties minoritaires qui vont prétendre devenir majoritaires vont décider de tout, dans un principe démocratique, le sujet est mis sur la table, en quelque sorte, ensuite, il est étudié, débattu, et une votation permet d'obtenir un consensus national, non pas sur la vérité, ou la véracité des faits, mais sur la volonté citoyenne qui s'exprime à travers les scrutins, sujet par sujet. Voilà, si je peux répondre, enfin, si je devais répondre à l'étude de cas de Magali, voilà.

Donc, pour continuer le tour de parole, on a donc maintenant Caillon, puis Jean-Yves, et puis Lilou, mais d'ailleurs, peut-être que je pense que Lilou, qui a un prisme juridique, en quelque sorte, pourrait répondre, parce que je pense que c'est dans ce cadre-là qu'elle a levé la main, répondre à l'étude de cas de Magali.

[Intervenant 7] (3:22:45 - 3:22:55)
Elle connaît, on a fait un space, et elle connaît très bien mon point de vue, donc oui, effectivement, j'adore quand elle me répond.

[Intervenant 2] (3:22:55 - 3:23:13)
En plus, les garçons vont faire preuve d'une grande galanterie et laisser Lilou répondre à Magali, et puis ensuite, on retrouvera Caillon, Jean-Yves qui est là, et puis Marouane qui reprendra la parole après. Je t'en prie, Lilou.

[Intervenant 3] (3:23:14 - 3:37:25)
Oui, merci. Désolée, les garçons. Non, en fait, déjà, c'était très intéressant, démocratie sur la Constitution.

Je prendrai le temps de la lire, je ne sais pas si c'est ce que j'avais déjà vu ou pas, mais en fait, sur les deux cas particuliers de Magali, donc moi, certains d'entre vous le savent, je travaille sur différents sujets, dont la démocratie directe, et je vais vous donner là, après, vous vous en inspirez, vous ne vous en inspirez pas, des trames, des débuts de travaux qui avaient été faits sur les cas particuliers des Ehpad, et de cette fameuse loi Evras. Donc, en fait, par exemple, il s'agissait en fait de faire des tableaux comparatifs entre les pouvoirs du maire dans un système actuel, donc représentation classique, et les actions possibles en démocratie directe.

Donc, par exemple, sur le rôle du maire en Ehpad, j'avais identifié différents domaines, l'accès aux aides sociales, le budget municipal, le lien social-animation, la représentation des familles, le plaidoyer institutionnel, la transparence et le contrôle, et l'innovation sociale. Avant de vous en parler, en acronyme, je définis ASH, Aide sociale à l'hébergement, APA, Allocation personnalisée d'autonomie. Voilà, ça, Magali, tu connais.

Donc, par exemple, on va comparer sur l'accès aux aides sociales. Le maire actuellement de la CCAS, il informe et il accompagne administrativement les familles, avec les dossiers d'ASH et d'APA. L'action possible en démocratie directe, c'est la consultation citoyenne pour décider de la création d'un fonds communal d'aide au reste à charge, soumis au vote des habitants.

On est au local, attention, parce qu'on est sur le maire. Sur le budget municipal, actuellement, le conseil municipal vote une subvention aux EHPAD ou un soutien aux familles. En démocratie directe, on propose un budget participatif, une enveloppe dédiée aux projets proposés choisis par les citoyens.

Le transport, les activités intergénérationnelles, quand les crèches, par exemple, envoient des petits-enfants, des choses comme ça qui sont super top pour les enfants. Sur le lien social et l'animation, actuellement, on peut avoir par la mairie des événements qui sont organisés, des spectacles, des sorties, du bénévolat scolaire. Ce qu'on propose en démocratie directe, c'est des appels aux initiatives citoyennes, les habitants, les associations qui proposent et votent les activités qui vont être financées.

Par exemple, les activités de mémoire, les jardins thérapeutiques, c'est des exemples très concrets qui sont tirés du réel et du terrain pour mesurer tout de suite la faisabilité si on cherche à basculer vers un système de démocratie directe. Ensuite, sur la représentation des familles, actuellement, le maire peut siéger au CVS, le Conseil de vie sociale de l'EPAD, où il envoie un mandataire à la représentance. La représentance, c'est plus juste.

La proposition en démocratie directe, c'est de transformer le CVS, le Conseil de vie sociale de l'EPAD, en Assemblée citoyenne élargie, avec la participation directe des habitants, des familles, des bénévoles, et des décisions qui sont votées en public. Donc, plus bas, clos, EPAD, voilà. Sur ce qu'on appelle le plaidoyer institutionnel, actuellement, le maire interpelle le département, les ARAS, ou directement l'État, si il veut plus de place sur le terrain aide sociale pour les EPAD.

Ce qu'on propose pour une démocratie directe, c'est une pétition citoyenne validée par un référendum local. Donc, on a les habitants qui vont mandater le maire pour porter officiellement une revendication collective. Par exemple, ce qui a posé énormément de problèmes, les liabilités, voilà, spécifiquement dans le cadre des EPAD.

Sur la transparence et le contrôle, actuellement, on a une comm' annuelle sur les subventions municipales aux EPAD. Ce qu'on propose en démocratie directe, c'est un comité citoyen de suivi. Donc, vous avez des habitants qui sont volontaires, qui viennent contrôler l'usage des fonds publics et qui vont publier le rapport public qui, actuellement, est publié souvent par un corps de fonctionnaire.

Dernière chose pour les EPAD, sur l'innovation sociale, actuellement, on a un soutien qui est ponctuel à des expérimentations, l'écologue senior, par exemple, ou sur les accueils de jour également. Ce qu'on propose en démocratie directe, c'est un vote citoyen sur l'expérimentation de nouveaux modèles. Vous avez, par exemple, toujours l'intergénérationnel municipaux, c'est des services qui existent, et vous avez aussi ce qu'on appelle EPAD hors les murs, que je ne vais pas définir ici.

En fait, il se trouve que, bon, ça fait longtemps que je suis sur ces travaux, et que, encore une fois, il y a des choses que je fais dont je ne parle pas dans le space, parce que, en fait, c'est des choses qui avancent, et je me suis dit, là, elle a posé la question, donc c'est l'occasion d'en parler, parce que c'est des choses qui nous intéressent tous, et aussi de vous montrer qu'il y a déjà des travaux qui sont faits sur des exemples réels, avec des pratiques qui sont déjà sur le terrain, observées, observables, quantifiables, et la commande, c'est, voilà la question, exactement, en fait, ce qu'a fait Magali, voilà ma question, qu'est-ce que je dois faire, combien ça me coûte, donc là, c'est exhaustif, parce que depuis, ça a évolué, et c'est enrichi. Maintenant, je vous laisse juste faire, et je vais être hyper rapide sur cette fameuse loi Évras, ça rejoint un peu le propos de démocratie et des bilots sur le moment, finalement, où cette loi, avec laquelle on n'est pas d'accord, elle va pouvoir être stoppée, ou non, je le dis ça dans des mots un peu triviaux, mais ça, c'est encore un autre débat, ça fera l'objet d'un autre space, je pense, parce que c'est hyper intéressant, et j'ai travaillé sur des mécanismes, mais encore une fois, on ne peut pas tout donner, aussi, parce que l'espace digital, c'est un espace où tout est pris, rapporté, déformé, mais là, c'est l'occasion, puisqu'on est aussi à la veille d'un mouvement, et que vous avez décidé de faire, et je suis ravie, je vous remercie, cet espace qui est intéressant. Donc, sur Évras, donc, pour ceux qui ne savent pas ce que c'est Évras, c'est éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle, Belgique, maintenant, en France, c'est obligatoire chez nous, avec, donc, je ne vais pas le diaboliser, vous irez vous renseigner, je sais qu'il y a énormément de parents qui ont très peur de ça, et je comprends, et aussi, il faut quand même voir qu'il y a des choses très graves dans cette loi, comme par exemple le fait que les parents ne peuvent pas retirer leurs enfants des séances obligatoires.

Voilà. Alors, ce n'est pas pour diaboliser l'éducation à la sexualité, personnellement, je trouve que c'est normal, mais c'est juste qu'en fait, on a avancé, avec la loi séparatiste aussi de Jean-Michel Blanquer sur l'instruction en famille, on a avancé tout doucement vers un retrait de certains de nos droits constitutionnels, et beaucoup qui concernent les enfants. Voilà.

L'instruction en famille, c'est un droit constitutionnel, régime déclaratif. Avec la loi Blanquer, pour 50 000 familles en instruction en famille, ça a impacté des milliers de familles aujourd'hui qui n'ont pas le droit de faire le choix de garder leurs enfants chez eux, et de leur faire l'école à la maison. Alors qu'avant, c'était déclaratif.

Maintenant, c'est une autorisation, et on en arrive à des aberrations. On est condamné par l'ONU, on est condamné par le défenseur des droits. Un enfant harcelé, on peut le renvoyer là où il est harcelé, avec ses harceleurs, les parents n'auront pas le droit de lui faire l'école à la maison, parce que ça ne correspond à aucun des critères qui sont cités dans les motifs qui peuvent donner le droit à l'autorisation.

Bref, j'en fais un space. Dans un de mes spaces, j'ai été hyper choquée parce que le juge administratif ne se mouille pas et qu'il a tendance à donner raison à l'éducation nationale qui bénéficie encore une fois d'un texte qui lui permet d'avoir beaucoup de pouvoir. Il y a des côtés où c'est bien, mais il y a d'autres côtés où c'est juste une aberration.

Bref, juste là-dessus, parce que c'est vraiment un sujet qui est hyper chaud. Actuellement, sur cette loi, on va dire que les items sont l'application de la loi, l'adaptation locale, le refus de l'opposition et le dialogue politique. Ça c'est juste, est-ce que je vais l'appliquer, est-ce que je ne vais pas l'appliquer ?

Actuellement, sur l'application, le maire c'est un agent de l'État, dans sa commune. Donc, quoi qu'il arrive, il faut qu'il applique les lois et les décrets. Forcément, il y a l'obligation des légals dans les écoles.

Il n'y a aucun pouvoir de refus. Parce que là, il se met dans une situation où la jurisprudence, c'est Action française 1935, c'est un arrêt du Conseil d'État de base. Le maire n'a pas le droit de se substituer à l'État.

C'est un agent de l'État, dans sa commune. En démocratie directe, le maire pourrait soumettre aux habitants la question de l'application pratique. Modalité, calendrier, contenu supplémentaire, est-ce que je peux retirer mon enfant, etc.

via de nouveau ce référendum local ou même une assemblée citoyenne. Mais juridiquement, il est toujours dans le cadre de la loi où il l'applique, en tant qu'agent de l'État. Sur l'adaptation au local, et ça rejoint un peu aussi le propos qu'avait eu Romain tout à l'heure, qui est un propos qui était largement revenu quand il y a eu le découpage des régions en 13, parce qu'en fait, on voulait en refaire avec les préfets qui seraient des petits présidents, ce qui est déjà un peu le cas.

On voulait en fait laisser les régions s'auto-gérer. C'est un peu dans la même idée sur l'adaptation locale. Actuellement, oui, le maire va pouvoir accompagner l'application de cette loi avec des moyens municipaux, du soutien logistique, des salles, des associations, des intervenants de santé aussi importants, puisque dans beaucoup de nos écoles, il n'y a pas d'intervenants de santé, voire des infirmières qui font ce qu'elles peuvent entre plusieurs établissements.

Sauf à Paris où il y a plein de médecins scolaires. Ne me demandez pas pourquoi. Voilà.

Là, il va, en quelque sorte, moduler l'accompagnement, mais pas le contenu obligatoire. Il faut que ce soit fait, c'est la loi. Si on est en démocratie directe, sur cette adaptation locale, les citoyens, ils pourraient voter pour choisir les intervenants, les associations, les partenaires, voire décider d'ajouter des ateliers complémentaires.

Comme par exemple un accent sur le harcèlement, un accent sur la santé mentale, et pas forcément, comme actuellement, des accents qui ne plaisent pas apparemment aux parents. Mais vous remarquerez quand même que sur ce domaine de l'application de la loi, et c'est pour ça que tout à l'heure je disais qu'il faudrait un space, on est quand même, même en démocratie directe, dans le modèle sur lequel on travaille par rapport aux lois qu'on connaît, sur un carcan, on se dit loi votée, loi appliquée. Il n'y a pas de discussion.

Donc là, à ce moment-là, on parle du refus et de l'opposition. L'impossibilité légale actuelle, elle est réelle. Le maire, il ne peut absolument pas suspendre l'application d'une loi.

Voilà, c'est la hiérarchie des normes, il n'y a rien de nouveau. La seule chose qu'il pourrait faire, et encore, mais il ne le fera jamais, c'est saisir la juridiction, un recours au Conseil d'État, une QPC avec les parlementaires. Ça arrivera, je pense, puisqu'il y a des associations de parents qui se mobilisent.

Il y a Reconquête qui fait des choses avec les parents vigilants, je crois. Donc ça arrivera. Mais ça, il faut le faire aussi.

Parce qu'après, il ne faut pas venir en disant « je ne comprends pas, ça s'applique alors qu'avant même que ça n'arrive au Conseil constitutionnel, il n'y a pas de QPC ou il n'y a pas de saisine de parti ». Ça, c'est une réalité. Et quand vous voterez pour la prochaine élection présidentielle, si vous votez, ou je ne sais pas dans quel cas l'on sera, pensez bien à ceux qui saisissent les sujets qui vous intéressent.

Et sollicitez-les parce qu'après, quand c'est fait, c'est fait. Et ils n'ont aucun pouvoir sur le 11-11. Si on est en démocratie directe sur le refus d'opposition, la proposition pour l'instant, c'est que les citoyens pourraient voter une motion de refus symbolique.

Ça, je sens que je vais l'entendre dans des spaces. Motion de refus symbolique. Donc, il y a une délibération citoyenne qui est adressée à l'État sur cette motion, en fait.

C'est comme si vous comportiez comme une assemblée. Et donc, ça pourrait peut-être intervenir avant, comme j'entendais avant démocratie, là-dessus. Ou alors, ce qu'on pourrait faire, c'est aussi mandater le maire pour porter un recours collectif.

Mais juridiquement, la loi, elle s'applique toujours. Et là, on est dans des nouveaux modèles qui correspondent à une démocratie directe, des nouvelles formes d'action qui sont encore à définir, à prémunir, à aborder. Mais quand même, l'idée, quelque part, elle est là.

Sachant quand même que l'affirmative action, c'est-à-dire le recours à plusieurs, ça n'existe pas chez nous. On n'est pas aux États-Unis. Mais là, peut-être qu'avec les citoyens ensemble qui ont le pouvoir, ça pourrait juridiquement émerger.

Voilà. La dernière chose, sur le dialogue politique très important, le maire, lui, va pouvoir interpeller l'État, bien sûr. Les députés, OK.

Il va même relayer l'opinion des habitants. Mais son pouvoir, en fait, il est politique et de plaidoyer. Et c'est bien le problème.

C'est qu'en fait, une fois qu'ils sont élus, ils ne sont pas obligés. Une fois qu'ils sont en place, ils ne sont pas obligés. Là, ils font la danse des sept voiles parce qu'il va y avoir les municipales.

Mais en réalité, après, ils font ce qu'ils veulent. La proposition, en démocratie directe, sur le dialogue politique, parce que les habitants sont là, c'est que ce soit eux qui décident directement de la position officielle de la commune. Alors, il faut avoir des écrits, parce qu'il faut toujours des écrits, de nouveau référendum local, pétition citoyenne, etc.

De manière à donner plus de légitimité au maire pour porter la contestation au niveau national, mais aussi le cadrer, lui rappeler, lui signifier, lui montrer, lui démontrer que ce n'est pas lui seul qui va dire ce qu'il a envie de dire, parce qu'il n'a pas demandé un impératif et qu'il ne nous doit rien une fois qu'il a été élu sur la base des choses qu'il peut promettre à la XYZ sur son espace. Enfin, en tout cas, la circonscription où il veut être élu. C'est les habitants.

C'est eux qui décident. Et quelque part, ça renvoie aussi à un côté humain que j'ai beaucoup entendu, notamment à ce que disait Débilocratie, où finalement, on est plus dans une réalité d'application, mais on est moins sur juste des choses qui tombent et on n'a pas le choix. C'était un peu long, mais c'était un peu l'idée sur laquelle on travaillait, un peu des nouveautés.

Et voilà. Donc j'espère que ça répond à ta question, Magali, encore un petit peu.

[Intervenant 2] (3:37:26 - 3:37:45)
Je pense. Ça a été long, mais ça a été effectivement très instructif et très pointu, comme à l'habitude avec Lilou. Magali a forcément la réponse à son étude de cas.

On va continuer avec Caillon, puis Jean-Yves et Marouane.

[Intervenant 4] (3:37:46 - 3:50:08)
Caillon, le retour. Oui. J'ai quatre points.

Deux, en petit rebond tout de suite, par rapport à ce que vient de dire Lilou, puisqu'elle vient de parler des conseils de vie sociale et des EHPAD hors les murs. Les EHPAD hors les murs, effectivement, c'est un très bon dispositif. Nous, on en a un à Grenoble qui est porté par la mutualité française isère, donc par le mutuel, donc par le domaine non lucratif.

Et ça, il faut toujours insister pour le dire et rappeler que c'est souvent le domaine non lucratif qui sont le plus porteurs d'innovation et donc qui a monté un dispositif qui s'appelle le DRAD. Le DRAD qui veut dire, je ne vais pas vous l'écorcher, le dispositif renforcé d'accompagnement à domicile. Et donc, voilà, c'est permettre à des personnes retraitées de pouvoir rester à domicile et de se faire ajouter les services dont elles ont besoin, donc à la fois en termes de prévention, de santé à domicile, de la toilette d'aide au repas, etc., de l'habitabilité du logement aussi, que la personne puisse y rester 24 heures sur 24, et puis aussi du maîtrise du lien social, donc voilà, on ajoute en fait des services et on permet au moins à des personnes, parce que je pense qu'il faut se rendre compte que la vie en collectivité, ce n'est pas facile. Quand tu arrives à un certain âge que tu as habité toujours en famille et que tout d'un coup on te dit que tu vas vivre avec 50 personnes, ça peut être très difficile à vivre.

En tout cas, c'est la possibilité pour ceux qui ne supporteraient pas ça ou qui voudraient avoir une autre vie, il y en a qui peuvent s'en accommoder aussi, de se retrouver à faire des scrabbles entre gens de 60 ans. Et en tout cas, c'est la possibilité d'avoir une autre solution, donc il faut pousser ces dispositifs-là et c'est toujours intéressant de rappeler que c'est souvent le domaine non lucratif qui porte ces innovations et qui porte ces projets-là, qui sont des fois pas forcément rentables, mais qui sont pris en compte après dans un pot commun, c'est-à-dire dans le domaine non lucratif, des fois vous avez des services non rentables qu'on maintient grâce à des choses qui le sont. Et moi, ça a été le cas notamment dans mon service jeune, où c'était un service déficitaire et où la Mutuelle a quand même essayé de maintenir ce service parce qu'elle estimait que ça avait du sens et on voit bien que le capitalisme, lui, très certainement s'accommode. Il n'aurait pas ce genre de réflexion et de logique, lui, qui est intéressé seulement à son profit.

Et puis, sur le deuxième point, sur les CVS, moi, j'en ai connu ça dans les foyers de jeunes travailleurs, donc dans le domaine social, c'est des choses qui sont obligatoires, on est obligé de mettre ça en place à partir, je crois, d'un certain nombre de personnes, sauf que comme c'est une obligation, des fois c'est mal pensé parce que mettre en place un conseil de vie sociale et se dire comment on l'organise, avec qui, comment, quoi, quel ordre du jour, etc., on se rend compte qu'il y a évidemment une méthode et que si on n'a pas la méthode, comment on va pouvoir, en tant que professionnel de terrain, pouvoir faire quelque chose qui soit vraiment le plus adapté possible à la structure. Et donc, ça montre qu'il y a une méthode que je vais résumer très grossièrement, mais quand on écoute les gens dans les lieux de participation que sont les conseils de vie sociale, il faut que la parole, elle, soit écoutée, entendue, prise en compte, retranscrite, mise en œuvre, et ensuite qu'il puisse y avoir un bilan. Et dans toutes ces phases-là, en fait, les personnes concernées sont moteurs premiers de tout ça.

Et finalement, les professionnels ne sont finalement que le scribe finalement des doléances. C'est comme ça qu'en fait, les choses se... et on se rend bien compte que sur le terrain, c'est absolument pas comme ça.

On se rend compte, par exemple, c'est des petits détails, mais que souvent, les professionnels ont plus... moi, dans les foyers de jeunes travailleurs, je vais vous donner un exemple caricatural, mais on avait plus envie de poser le sujet des poubelles qui étaient dehors et qui gênaient tout le monde, plutôt... et les jeunes, eux, ils avaient plutôt envie de savoir quand est-ce que la machine à laver, elle serait de nouveau mise en service.

Donc, on voit bien que si c'est les personnes professionnelles qui mettent l'ordre du jour, bah, c'est pas forcément... c'est pas forcément les revendications. Et puis, ça peut même...

Comment dire... Quand je vous ai dit que la parole doit être écoutée, prise en compte, retranscrite, entendue, en fait, si vous loupez des étapes, vous allez perdre des gens, parce que vous allez avoir des gens qui vous diront, de toute façon, je viens, on m'écoute pas, donc si on m'écoute pas, je vois pas pourquoi je continuerais à venir. À ce moment-là, c'est fini.

Donc, c'est pour ça que la méthode, elle est très importante. Et voilà. Et donc, ça s'improvise pas, ça nécessite ce fait de la démocratie, c'est de la réflexion à ce niveau-là aussi.

Et il faut partir du principe... Bon, j'ai étudié un peu la situation par le biais d'une plateforme qui s'appelle la plateforme participation, que je vous dis comme ça, et vous irez regarder par vous-même ce qu'elle propose. Elle propose justement de donner des outils pour mettre en forme une vraie participation au sein de tout ça, et qui montre que les pouvoirs publics ont besoin aussi de la parole des personnes concernées, parce que ça permet d'améliorer eux-mêmes leurs dispositifs, que tout ça, c'est de la matière grise, que tout ça, c'est important, et que c'est très...

Il y a un proverbe, je sais pas trop en anglais, mais il y a un proverbe qui dit « Nothing us about us », c'est-à-dire « Rien sans nous ne peut être fait sans nous », donc ça montre bien encore une fois de plus que c'est encore la personne qui est au centre dispositif, qui doit être maître de son ordre du jour, etc. Et

voilà, ça montre bien qu'il y a un vrai sujet par rapport à ça, sur le CBS aussi. Et pour en venir au sujet de la démocratie directe, alors j'ai deux points, l'un est peut-être un peu plus partisan, l'autre un peu moins, mais je vais rester vraiment centré sur le sujet de la démocratie directe.

Je crois que vous occupez pas mal de l'échelon municipal, je trouve que c'est une très bonne option, parce que l'enjeu municipal, l'échelon municipal permet peut-être de faire ce qu'on ne peut pas faire à l'échelle nationale, parce qu'on voit bien que tout est bloqué, qu'on n'a pas la main, et peut-être que si on prend des mairies, les gens qui portent des mesures et qui prennent des mairies pourront mettre en œuvre en tout cas ce qu'ils auront porté, c'est peut-être plus accessible.

Et là où ça va être déjà un peu... Je vous avais dit que... Attendez...

C'est que nous on propose ça à la LFI, c'est-à-dire que dans les élections municipales de 2026, on a neuf orientations nationales, et après au-delà de ça, c'est les personnes qui choisiront leur programme, qui feront etc... On a mis neuf points d'orientation, c'est-à-dire qu'on ne fait pas d'alliance avec d'autres sans que ces neuf points-là ne soient pas... si on n'est pas d'accord.

Et le premier point, c'est commencer la révolution citoyenne dans les communes, je vous lis l'intitulé, instaurer un référendum d'initiative citoyenne municipale, et s'engager à convoquer des référendums locaux pour les grands projets structurants de la commune. Là je vous dis ça parce que je pense que ça vous parle à cet instant, municipalité, démocratie directe. Faciliter l'exercice de droits de proposition des élus, de l'opposition, comme de la majorité, dont que ce soit l'ordre du jour, du conseil municipal, le droit d'amendement, d'émotion.

Là où c'est déjà un peu... je prêche un peu pour la paroisse on va dire, c'est qu'on est attaché nous déjà dans notre programme municipal à ce qu'on retrouve de la démocratie, et nous on poussera aussi, à l'échelle municipale, on poussera cette idée-là. Là où c'est aussi rappeler qu'on a souvent fait des propositions de loi de la sorte.

On en a fait une en 2023, une en 2019. Et là je vais faire ma lilou et dire que la LFI en 2019 a posé la Proposition de loi constitutionnelle numéro 1680 du 19 février 2019, et qui posait le RIC sous toutes ses dimensions, c'est-à-dire sous quatre aspects. C'était un RIC qui était à la fois législatif, de proposer ou d'abroger une loi, constituant, de modifier la constitution, abrogatoire, d'abroger des dispositions réglementaires, et révocatoire, de destituer un élu.

Tout ça a été bloqué par la commission des lois de la République En Marche à l'époque, et nous avons continué à proposer une autre loi en 2023. Cette fois-ci, c'était Jean-François Coulombe qui proposait en substance la Proposition de loi numéro 1900 du 21 novembre 2023, qui visait à modifier l'article 89 pour permettre, dans un critère de 1% du corps électoral, de soumettre des référendums dans un délai de 3 à 12 mois en substance. Là, pareil, je vous ai donné une IRF, et vous pourrez aller voir les textes qui avaient été déposés.

Et puis aussi, nous avons proposé la constituante, le principe de constituant, avec deux questions en substance. La première, ça sera « voudrez-vous qu'on amorce le chantier constitutionnel ? ».

Et puis, à la fin de ce chantier, il y aura « voudrez-vous que la constitution s'applique ? ». Et que si, au départ, il y a un non, on aura à considérer que le peuple français dit non, qu'il veut rester dans la cinquième, on continuerait comme ça.

Mais en tout cas, on lui poserait la question d'entrée. Il y a un truc sur lequel, moi, je ne suis pas d'accord, je vous le dis tout de suite, c'est les élus, alors c'est une proposition de mon camp, mais je ne suis pas d'accord, c'est les élus qui sont ajoutés à ça et qui seraient donc nommés une fois et qui n'auraient plus le droit de pouvoir concourir la démocratie. Moi, je suis contre parce que je trouve que, du coup, c'est presque une mise à mort politique pour ces gens-là, qui ne pourraient plus concourir la démocratie.

Je pense que l'idée, c'est de dire un peu que... Vous savez, la Convention sustaine pour le climat, elle

était intéressante parce que vous aviez le peuple et puis vous aviez deux ajouts. Vous aviez les personnes qui ont formé ces personnes-là, et ils avaient carte blanche pour dire, moi, je veux être formé par Jean Comici, moi, je veux être formé par ceux-ci, par ceux-là, par Friot, par tout le monde.

Et puis, ils ont eu des juristes parce qu'évidemment, on ne s'invente pas juriste, on ne peut pas poser des textes de loi comme ça et donc, on a besoin de gens qui sont capables de mettre en loi, de voir si c'est compatible, il y a des choses comme ça et je pense que l'idée, justement, des élus, ça a rejoigné un peu de mettre un peu de structure là-dedans et moi, je vous dis, je trouve que c'est pas une bonne idée, mais sur le reste, sur la méthode, sur la volonté, etc., je suis quand même 99% d'accord avec l'esprit de la constituante telle que nous, on l'apporte. Donc, tout ça pour dire qu'il y a quand même des choses qu'on pose, des actes, vous voyez, 2019, 2017, 2023, et qu'il y a des gens qui ne votent pas, dont Marine Le Pen, dont la Macronie, évidemment, mais même Marine Le Pen, elle n'a pas voté en 2023, elle s'est opposée aussi. Donc, je pense qu'il faut aussi mettre les gens devant leur responsabilité aussi.

Nous, nous faisons notre boulot aussi et là où je vais être un peu moins partisan, je souhaite que... parce que je ne peux pas être technique comme vous, vous êtes technicien, c'est très bien, vous discutez, vous avez une approche qui est la vôtre. Si demain, il y a une constituante qui est faite, je souhaite qu'elle soit la plus souveraine possible, je souhaite qu'elle ait l'ordre du jour, qu'elle puisse choisir souverainement qui elle veut, etc., que c'est ça, en fait, le seul mot d'ordre de l'esprit constitutionnel que je mettrais sur la table, c'est de dire...

Et vous voyez, quand il y a des gens qui vous diront « oui, il faut que la constituante, elle fasse le rire », « oui, il faudrait que demain, il n'y ait plus de président », « oui, il faudrait qu'il n'y ait plus de conseiller constitutionnel », pourquoi pas ? Mais dans tous les cas, c'est la constituante qui le décidera et si vous présumez, si vous mettez en avant vos propres idées, vous enlevez finalement le côté légitime et souverain de la constituante à faire ce qu'elle voudra faire au moment où elle le fera. Moi, c'est un peu ma philosophie de manière générale sur ce sujet.

Comme je le dis, je ne suis pas autant technicien que vous après sur des trucs précis, mais j'apporte ça. Merci. Merci Caillon.

[Intervenant 1] (3:50:10 - 3:50:42)
Si Démocratie a quelque chose à ajouter ? Un petit... Oui, c'est très bien, je sais très bien que LFI avance sur des sujets, il discute pas mal sur la démocratie, c'est des travaux intéressants, effectivement.

Après, il manque souvent l'initiative citoyenne de ramener ça aux citoyens et au pouvoir citoyen, dans certaines propositions, en tout cas. Bémol sur la constituante, alors c'est peut-être plus moi, ce coup-là, mais...

[Intervenant 4] (3:50:42 - 3:51:20)
Tu permets une phrase, vite fait, juste avant le bémol, en fait, parce que j'ai oublié de dire c'était le même, le truc principal de mon sujet, je pense que le sujet, c'est plutôt comment on force la porte, plutôt que le sujet du RIC, parce que on est plus ou moins tous d'accord avec le fait qu'il est très important que les citoyens se réapproprient tout, en toute matière, en tout lieu, en toutes circonstances. Mais le problème, c'est comment on force la porte politique. On voit bien qu'on est bloqué de manière politique, on ne peut pas faire ça.

Et je pense que le sujet, finalement, c'est comment on fait demain pour arriver à forcer les gens, forcer nos élus, forcer le politique, forcer les gens à y arriver. Je pense que c'est ça le sujet aussi. Merci.

[Intervenant 1] (3:51:21 - 3:55:37)
Oui, tout à fait. Et même par le haut, on voit bien que tout est verrouillé. Donc, c'est pour ça que moi, je suis parti maintenant sur une stratégie par le bas, par les mairies, par une mise en place d'une culture de la démocratie directe qui, au bout d'un moment, deviendra une évidence et remontera les échelons et les strates jusqu'à pousser.

Voilà, c'est par contre une stratégie à long terme. Il faut bien être conscient que ça ne peut pas se faire du jour au lendemain et ceux qui sont pressés, on ne répondra pas à leurs questions, malheureusement. Juste pour la constituante, je me suis opposé par rapport à une époque, par rapport à LFI, pas le fait qu'ils proposent une constituante, mais juste parce que dans le processus constituant qui était proposé, c'était une constituante unique, déjà, et à ce moment-là, même, c'était élu.

Donc, à partir du moment où on élit des gens qui vont discuter des règles de la Constitution, on retombe dans le travers, enfin, on retombe dans le système actuel, je veux dire, on va se retrouver avec une Constitution qui ne sera pas du tout d'initiative citoyenne. Même au-delà de ça, je suis contre, même si elle est tirée au sort, puisque ce que propose Étienne Chouard, c'est, dans ce cas-là, pour pallier au problème de l'élection, pour la constituante, c'était de tirer des citoyens au sort, donc 500 ou 1000 personnes, ça dépend de la taille de la constituante. Oui, le tirage au sort est mathématiquement représentatif, permet d'éviter les copinages et voilà, qu'on ait toujours les mains qui soient les plus en vue, donc les politiques qui se retrouvent à la constituante, mais ce qui a été vu comme expérience dans d'autres pays, dont le Venezuela par exemple, c'est que les citoyens ne participent pas à l'élaboration de la Constitution, donc il n'y a que 500 personnes qui participent, c'est le cas même des conventions citoyennes, on a des beaux projets au final, on a des gens en intelligence collective qui ont vraiment bien travaillé, peut-être que si on avait demandé à tout le peuple de travailler de la même manière, il serait arrivé aux mêmes conclusions, sauf que comme il n'y a pas participé, comme il n'y a pas travaillé, comme il n'a pas écouté les objections, qu'il n'a pas évolué, il se retrouve à la fin à voter contre des fois, parce que il n'a pas compris, il n'a pas participé à la question, il n'a pas évolué, il ne s'est pas élevé, tu vois ce que je veux dire, donc ma proposition, si il y a une constituante, si tu pouvais faire remonter ça à l'FI, ça serait bien, c'est que ce soit une constituante en démocratie directe, en processus de démocratie directe, c'est-à-dire qu'il y ait autant de constituantes, presque de villages, que ce soit ouvert, pas fermé en nombre, on a les technologies pour aussi, parce qu'on va me dire, on ne peut pas faire une constituante à plusieurs millions, mais si, sans problème, avec Internet aujourd'hui, on a beaucoup d'informaticiens géniaux qui trouveront les solutions pour élaborer une constituante horizontale à plusieurs millions.

Je ne doute pas de ça, mais l'avantage, c'est que tous les volontaires, évidemment, c'est toujours la même chose que tout à l'heure pour la démocratie liquide, tous ceux qui seront intéressés pourront participer, la porte ne sera pas fermée et on aura une beaucoup plus grosse participation des gens, même les gens qui ne participent pas, le fait que leur voisin participe et qu'il leur dise « ah oui, c'est bien ça », ils les écouteront et on aura plus de chances que le résultat de la constitution qui sera élaborée en processus de démocratie directe soit approuvé à la fin et ne soit pas rejeté par incompréhension tout simplement et par non-participation au processus. Si tu peux faire remonter ça comme idée, à LFI, qu'ils évoluent sur leur constituante qui ne soit plus qu'une constituante unique, même tirée au sort, je suis même contre l'idée d'Étienne Chouard de tirer une constituante au sort, moi je suis pour autant de constituantes que de villages, s'il fallait. Voilà, c'était ma petite partie où j'avais mon bémol mais pour le reste, très intéressant.

[Intervenant 10] (3:55:38 - 3:55:40)
On continue le tour de rôle.

[Intervenant 1] (3:55:40 - 3:55:42)
J'irais dans ton sens avec ce qu'on appelle

[Intervenant 2] (3:55:42 - 3:59:03)
justement une constituante générale une constituante générale par fonctionnement local, c'est-à-dire que dans chaque localité les citoyens vont définir leurs principes constituants d'un point de vue local et ensuite il suffit de compulser l'ensemble de ces principes constituants et naturellement va émerger des principes qui sont généraux à toute la nation. C'est assez ça a l'air très complexe mais dans l'absolu, c'est quelque chose qui est relativement simple parce qu'une constitution ce sont des principes génériques qui sont presque évidents pour le principe constitution et ensuite un autre élément qui est très important c'est quand on parle de il n'y aurait que la voie électorale il n'y aurait qu'à travers un parti politique que l'on pourrait mettre en place une véritable démocratie. Le problème c'est qu'on est dans

des visions de temporalité humaine qui nous éloignent de la temporalité historique mais pour bien comprendre cela c'est que si vous vous positionnez en 1980, voire même en 1990, combien de citoyens regroupés se posaient la question d'une démocratie directe ? Extrêmement peu.

Aujourd'hui cette idée a fait son chemin et elle est de plus en plus répandue, alors toujours minoritaire, toujours marginale mais comme le dit Ladache rien n'est plus puissant qu'une idée dont le temps est venu. Inéluctablement l'idée que fonctionner par le principe représentatif qui était le moyen le plus évident à l'époque où il a été instauré mais aujourd'hui dans mon poste épinglé où j'explique l'arnaque des politiciens, c'est que tout a évolué par la technologie tout, tout, absolument tout, sauf l'organisation politique de nos sociétés, c'est à dire que pour collecter votre impôt tout passe par internet c'est quelque chose qui est significatif collecter votre impôt, aujourd'hui ça se fait de façon numérique éditer vos papiers d'identité, ça se fait de façon numérique, tout se fait aujourd'hui de façon numérique, il n'y a qu'une seule chose qui continue à rester archaïque c'est la représentativité parce que justement le côté archaïque du fonctionnement justifie la représentativité mais si on évolue sur l'organisation politique de la société comme tout le reste a évolué on comprend qu'aujourd'hui l'évolution naturelle de nos sociétés au niveau politique c'est la démocratie directe donc rien ne pourra l'arrêter de mon point de vue, ça prendra du temps c'est ce que j'ai expliqué depuis très longtemps à beaucoup de personnes c'est que je peux comprendre l'impatience et la volonté que ça aille beaucoup plus vite parce qu'on est dans des temporalités humaines mais l'histoire de mon point de vue ne pourra aller que dans ce sens là voilà, ça c'est pour aller compléter un petit peu ce qui a été échangé du coup on va avoir maintenant Jean-Yves qu'on n'a pas encore entendu, Marouane AN Citoyenne et Gilles Candre qu'on n'a pas entendu non plus

[Intervenant 14] (3:59:04 - 4:02:31)
Bonsoir Jean-Yves Bonsoir à tout le monde, moi je ne suis pas en espère en démocratie directe ou indirecte ou représentative par contre je me pose des questions parce que j'ai l'impression que on n'est pas sortis de l'auberge c'est il y a presque dix ans je crois en 2016 il y a eu le mouvement Nuit Debout est-ce qu'on peut m'expliquer donc ce que c'était ce mouvement, je crois que c'était la démocratie directe et pourquoi ça n'a pas perduré pourquoi ça a duré que quelques mois je crois que c'était de mars à juin 2016 et puis ce que j'ai entendu tout à l'heure aussi il y a quelqu'un qui disait qu'il était contre la désobéissance civile alors là je n'ai pas compris parce que en fait la désobéissance civile si je crois que c'est une résistance pacifique contre les lois injustes donc on pourrait prendre des exemples par exemple s'il y avait eu une désobéissance civile par rapport aux lois par rapport au décret, par rapport à ce qui a été fait lors du Covid, on n'aurait pas eu le résultat qu'on a vu quelqu'un parlait aussi beaucoup de méthode de stratégie etc il faut de la méthode, il faut de la stratégie mais quelle méthode, quelle stratégie quand on voit par exemple que le fils d'un ancien président sorti de nulle part fait la une des magazines passe à la télévision etc donc vous au niveau de votre je m'interroge parce que vous au niveau de votre mouvement comment ça se passe au niveau des médias est-ce que les citoyens, les personnes, les électeurs ils ont conscience que vous hésitez de ce que vous voulez faire etc est-ce que vous venez de dire à la personne qui vient de parler il parlait de l'arnaque des politiciens donc ça veut dire on parle de politiciens on met tous les politiciens dans le même panier donc c'est des arnaqueurs en puissance et la question de se poser est-ce qu'il ne faut pas tout simplement supprimer les partis politiques on parle aussi d'investir les mairies donc de se présenter que se passe-t-il par exemple lorsqu'un parti politique par exemple LFI présentera un candidat officiel on sait comment ça se passe dans les partis politiques dans une mairie et comment vous allez vous positionner par rapport à un parti, n'importe quel parti par exemple par rapport à LFI si LFI dit oui nous on a notre organisation interne ça marche comme ça vous la démocratie directe c'est différent que va-t-il se passer est-ce qu'il y aura concurrence est-ce que vous allez vous entendre sur certains points alors qu'on sait très bien comment fonctionne un parti politique il ne faut pas se valer les yeux un parti politique c'est fait pour mettre en place un leader pour avoir le plus de puissance possible quoi qu'il raconte sinon depuis le temps que ça existe on aurait vu la différence et ce n'est pas le cas dernière question aussi que je me pose la personne qui a parlé tout à l'heure je crois que c'était Lilou qui parlait de motion de refus symbolique est-ce que ce n'est pas un vœu pieux et quelle est la différence entre une motion de refus symbolique et une résistance pacifique une résistance citoyenne donc je me pose beaucoup de questions et je ne comprends pas grand chose mais je n'ai pas de solution à apporter

[Intervenant 2] (4:02:33 - 4:02:53)
alors avant de laisser Lilou répondre pour la question qu'il lui a directement adressée moi je vais répondre sur le principe de nuit debout parce que c'est très intéressant et c'est en lien avec ce que j'expliquais précédemment c'est à dire que nuit debout démarre par la contestation de la loi travail la loi dite El Khomri oui absolument

[Intervenant 14] (4:02:53 - 4:02:56)
qui a été adoptée par un 49.3

[Intervenant 2] (4:02:56 - 4:03:57)
oui tout à fait et en fait cette manifeste ces manifestations qui portaient initialement donc cette loi travail la loi dite El Khomri a cherché à faire converger les luttes et effectivement ensuite est arrivé assez rapidement d'ailleurs ils ont voulu s'organiser en ce qu'on pourrait appeler des commissions pour les prises de décisions et ce qui a fait consensus lors de ces assemblées générales c'est justement l'idée du principe de démocratie directe c'est à dire que les citoyens doivent décider et non plus se faire imposer les décisions par le sommet donc c'est pour ça qu'effectivement nuit debout pourrait être considéré presque comme le prémice des discussions qui ont eu lieu lors du mouvement des gilets jaunes sur le RIC et c'est là où

[Intervenant 14] (4:03:57 - 4:04:30)
il y avait absence de leader le fonctionnement horizontal et comme tu disais il y avait des prises de décisions par consensus ou par assemblée générale moi même j'étais à Toulouse et je participais comme citoyen j'ai participé à ces réunions le soir et on apprenait beaucoup de choses il y avait des profs d'université qui venaient expliquer au niveau de la loi ce qu'il allait se passer et la question que je me pose c'est comment ça se fait que ce mouvement il n'a duré que quelques mois

[Intervenant 2] (4:04:31 - 4:08:19)
tout simplement parce qu'encore une fois je vais vous lire un petit texte qui est très rapide et que je lis très souvent qui va permettre de comprendre un petit peu comment justement la lutte se fait ce qui est important par rapport à ce que tu as pointé du doigt avec Nuit Debout et ce que j'exprimais tout à l'heure c'est que on est dans des temporalités qui ne sont pas les mêmes quant à notre perception et quant à l'efficacité de ce qui est entrepris. C'est à dire que nous avons une vision dans une temporalité humaine il faut bien se souvenir parce que le temps il s'accélère plus on prend de l'âge plus le temps s'accélère mais il faut se souvenir que les gilets jaunes c'était il y a 7 ans et demi quoi enfin non bientôt 8 ans que la crise sanitaire c'était il y a 5 ans donc en fait on a le sentiment nous que les choses vont très vite à notre échelle et que ça n'avance pas suffisamment mais à l'échelle historique il faut se souvenir quand même que on a que pas si longtemps que ça à l'échelle de l'humanité on avait aucun fonctionnement qui pourrait ressembler à la démocratie donc le petit texte que je lis souvent et qui permet de comprendre en fait pourquoi nuit debout, pourquoi les gilets jaunes, pourquoi tous les mouvements de manifestation ne durent pas c'est parce que en fait il y a une opposition et il y a un avocat de Harvard qui s'appelle Laurence Laussig qui a écrit plusieurs choses et l'une des choses que j'aimais à citer parce que c'est très intéressant pour comprendre le fait que nous sommes dans une lutte qui n'est pas un sprint mais un véritable marathon et qu'il faut accepter les temps longs il dit, nous avons un long chemin devant nous, il va falloir rallier les gens à cette idée ce qui suppose de livrer une série de combats, ces combats surtout au début, on ne les gagnera pas les forces adverses ne vont pas se coucher dès qu'on brandira le drapeau de la démocratie elles vont riposter et elles vont gagner parce qu'elles sont plus fortes pour l'instant mais chaque fois qu'on perd en défendant un principe, celui-ci est rappelé à un plus grand nombre de gens chaque fois qu'un conflit aboutit à la défaite de ce qui est juste, ça donne envie à plus de gens de se lever pour le défendre, c'est toujours cette dynamique qui amène les changements fondamentaux il faut accepter de perdre et c'est là où j'explique justement à chaque fois que la temporalité qui est la nôtre nous semble être une défaite permanente alors que dans la temporalité historique nous ne faisons qu'avancer vers la victoire et donc, quand je disais tout à l'heure que dans les années 80-90 l'idée d'une véritable démocratie, ce qu'on appelle aujourd'hui démocratie directe, semblait totalement mais purement et totalement utopique en 2016 a commencé à être de plus en plus prégnant cette idée là pour ceux qui étaient sur Nuit Debout et bien d'autres aspects que Nuit Debout et ça ne fait que s'accroître le nombre de personnes qui se rallient à la cause de la démocratie directe et

qui commencent à se poser des questions sur le principe de la république représentative ne fait que s'accroître donc pour nous ça nous semble ne pas avancer, mais à l'échelle de l'histoire, ça avance c'est pour ça que j'expliquais tout à l'heure que de mon point de vue, ça n'engage que moi et je n'ai pas de boule de cristal, mais je pense qu'il est inéluctable qu'un jour adviendra des principes de démocratie directe qui feront comme l'a fait le principe républicain tâche d'huile et s'étendront dans le monde est-ce qu'on le verra un jour, j'en sais rien pour notre génération, mais ce qui est certain c'est que nous devons continuer à oeuvrer pour les générations futures parce que c'est le sens de l'histoire de mon point de vue. Pour la suite, je vais laisser

[Intervenant 1] (4:08:19 - 4:08:20)
Lilou te répondre

[Intervenant 14] (4:08:22 - 4:08:23)
Merci de ta réponse

[Intervenant 1] (4:08:23 - 4:08:45)
Juste avant, Lilou, petit mot Jean-Yves, bonjour parce qu'on a dû se croiser sur la place du Capitole j'étais à Nuit Debout aussi, j'y ai participé, j'étais à la commission évidemment, Constitution voilà, donc c'était juste ça et je vous annonce qu'il est minuit passé et que nous sommes en train de faire notre 10 septembre en Space voilà, à toi Lilou

[Intervenant 3] (4:08:47 - 4:10:02)
Oui, j'aime beaucoup ce texte de cet avocat et ça ça correspond à mon idée à moi de la Révolution douce et qu'il faut y aller étape par étape et qu'il faut être dans le système pour se faire le système mais bon, je ne suis pas une rebelle. Par contre, je voulais dire à Jean-Yves, c'est Jean-Yves qui m'a posé la question j'ai beaucoup aimé ce que vous avez dit parce que c'était très vrai et en ça c'était très frais je sais que ça paraît nul comme ça à dire mais en fait c'est la première fois que j'entends quelqu'un parler comme ça peut-être que vous êtes déjà sur l'espace mais je viens à le dire parce que c'était juste des questions simples mais des réflexions profondes donc ça c'était mon premier point merci pour ça et le deuxième point alors c'est pas que ce sont des vœux pieux c'est à dire que moi, dans la lutte on va dire, entre guillemets je donne ce que je peux donner on va me poser des questions on va me mandater sur des choses je sais faire du droit je propose après il y a d'autres personnes qui disposent et ça j'en suis non seulement consciente mais en plus je suis en accord avec ça

[Intervenant 14] (4:10:02 - 4:10:06)
non mais excuse-moi mais je ne remets pas en cause la chose c'est la finalité

[Intervenant 3] (4:10:06 - 4:14:00)
oui, je t'explique par rapport aux vœux pieux du coup, moi on me demande un modèle et on me demande des solutions donc je propose en effet ça la motion de refus symbolique donc bien sûr moi je peux tout à fait la définir, acte officiel c'est voté par une assemblée, je peux repartir dans mon juridique et je peux te définir en opposition à ça l'action concrète et publique menée par des citoyens qui correspondent à des obéissances civiles, qui refusent d'appliquer une loi jugée injuste sauf que, donc le premier c'est pas un vœu pieux, la première plutôt c'est un outil parmi tant d'autres à la proposition et bon, petit aveu entre temps il a encore changé mais dans l'idée c'est ça et pour la désobéissance civile alors je ne sais pas si c'est la première de mon discours ou d'autres qui dit la sorte de faire attention en plus si t'as été dans les gilets jaunes tu sais très bien pourquoi c'est plus, moi d'abord j'ai vu des personnes de ce réseau social depuis le temps que je fais des Space, ça fait à faire 4 ans se mettre dans des situations catastrophiques parce qu'il y a des échanges en DM avec des gens qui sont dans la merde pour parler trivialement, après avoir écouté des Space et avoir fait n'importe quoi lors de manif ou tout ça donc on aide, on oriente comme on peut mais en fait, alors j'aime bien donner l'exemple du, je sais plus le truc où ils pensent que l'État c'est un contrat vous me redirez là le couple qui s'était filmé enfin voilà, je ne contracte pas oui, je ne contracte pas voilà, c'est ça qui était trouvé avec des gendarmes plutôt conciliants et en fait, ce que j'essaye d'expliquer ce n'est pas que je suis contre la désobéissance civile sachant que là, j'ai donné la vraie définition que je pense que toi tu as aussi c'est à dire, je m'oppose à une loi de manière pacifique, mais dans la diaspora de ce réseau social la désobéissance

civile, et d'ailleurs je pense sur les autres aussi, c'est en gros je m'oppose, je cache, je défonce et je me fous dedans, parce qu'il faut parler à un moment aussi vrai, et il y a des gens qui écoutent et qui disent ok, et c'est pour ça qu'on dit toujours faites attention à qui écoute les Space il y a des gens qui se disent, ah ouais ils sont remontés, et puis ils font ils disent n'importe quoi, à n'importe qui sauf que en fait c'est comme l'idée des vilos de toute façon c'est sur le tendon, on ne peut pas vous ne révolutionnerez rien, rien et pas comme ça, pas en claquant des doigts, pas seul, pas en vous insultant avec quelqu'un, on va vous prendre si vous vous faites trop chier, on va vous mettre dans la machine et puis on va faire de vous un exemple et s'il faut vous broyer, on vous broyera c'est rare que je m'exprime comme ça mais je le dis là parce qu'en effet, on est le 10 septembre faites attention, pensez à vous, pensez à vos familles, bien sûr à les manifester, et puis de toute façon tout le monde a été clair là-dessus, mais je suis désolée, aujourd'hui la désobéissance civile, c'est pour certains, faire tout et n'importe quoi parce que aussi, moi je ne les blâme pas, ils n'en peuvent plus les gens n'en peuvent plus mais j'alerte, parce que je veux dire, allez, gros saut, merdeau en 4 ans une vingtaine de personnes que j'ai eues en DM ou quoi que j'ai réorientées vers des avocats ou des gens que je connaissais ils se sont foutus dedans et ils ont eu des problèmes et pour certains d'entre eux, peut-être allez, 3 de graves problèmes donc c'est pour ça que j'alerte là-dessus alors c'est dans la définition j'aurais peut-être dû préciser ça, mais bon j'ai pas parlé forcément de désobéissance civile en ce qui me concerne j'ai juste dit, faites attention et n'enfermiez pas les lois c'est mon dernier point là-dessus, je l'ai dit dans mon dernier Space, vraiment cet été j'ai vu des décisions de justice qui ont fait très très très mal à des personnes, des qui-dames lambda, qui avaient peint un rond et qui vont les poursuivre pendant des années et des années, tout ça parce qu'ils ont écouté à un moment sur un réseau social un sur-excité qui a décidé de dire qu'il fallait faire ça, ça, ça il avait peut-être pas à l'écouter, c'est vrai, mais on fait tous des erreurs c'était juste mon point

[Intervenant 14] (4:14:00 - 4:14:39)
je suis d'accord avec toi, je pense que cela ne peut se faire que s'il y a un certain nombre de personnes qui décident de faire la même chose avec de la solidarité et par des actions non-violentes par exemple si tous les infirmiers ou les infirmières ou tous les patrons de bars ou de restaurants avaient dit, nous on participe pas, on n'accepte pas l'État n'aurait pas pu présenter des centaines de personnes au tribunal, etc c'est dans ce sens je pense que c'est lui qui était à l'origine de ça je crois que c'était un philosophe américain ça date quand même de 1849 là on revient sur le principe du temps long il avait parlé de la dépréciation civile dans ce sens-là

[Intervenant 2] (4:14:39 - 4:16:29)
exactement, nous d'ailleurs avec la démocratie directe sous l'initiative de Stéphane mais c'est quelque chose avec lequel on s'était concerté déjà initialement et on est totalement en accord, c'est que effectivement à un moment où on a conscience que c'est un temps long qui nous engage on doit se préserver préserver nos camarades de lutte et je vous ai épinglé en haut justement un poste de démocratie directe qui dit demain 10 septembre, n'oubliez pas la protection de votre intégrité physique, psychique, financière et sociale, et gardez votre libre arbitre, mais ce qui est important c'est que si on ne se protège pas individuellement et collectivement au niveau bien sûr physique psychique, financier et social, on va perdre des éléments qui sont nécessaires dans une lutte au long cours, c'est pour ça que tout à l'heure quand Plateforme Jaune exprimait une volonté d'aller au combat violent mais c'est perdu d'avance c'est perdu d'avance, pourquoi ? Parce que la République a suffisamment de matière humaine pour en sacrifier au tel point qu'aujourd'hui on a un président et maintenant un nouveau Premier Ministre qui sont prêts à envoyer nos hommes et nos femmes sur des scènes de guerre et à perdre de l'humain, ils en ont rien à foutre mais nous on n'est pas dans cette démarche là pour nous l'humain est important et l'humain est la force la première utilité dans la nécessité de mise en place d'un principe démocratique et ça c'est très important de le comprendre, donc effectivement il faut résister c'est une nécessité mais il faut le faire de façon intelligente et stratégique en préservant chaque individu sous son aspect physique, psychique, financier et social

[Intervenant 14] (4:16:32 - 4:16:37)
Et concernant la question se positionner par rapport à d'autres partis politiques, par exemple

[Intervenant 1] (4:16:37 - 4:18:50)
les municipales ? Je vais répondre c'est démocratie directe donc déjà, oui juste pour te dire par rapport

à la désobéissance civile pour s'opposer à une loi injuste elle est par nature, comme tu l'as dit en citant le philosophe, elle est par nature de toute façon non violente et j'invite à ceux qui sont intéressés par ce mode d'action à se former il y a des gens qui se forment d'ailleurs des anciens de Greenpeace qui ont monté des associations pour former les gens à la désobéissance civile pour qu'elle ne risque rien pour elle-même donc ça ne s'apprend pas on ne fait pas n'importe quoi on reste non violent et dans l'idéal on se forme à la désobéissance civile Pour les mairies alors par rapport à la vision de l'association des mairies démocrates de France et par rapport aux partis il faut que tu saches que, pour essayer de le retrouver et l'épingler, on a la chance d'avoir énormément de communes qui ne dépendent pas de partis on a en France il y a 35 500 communes à peu près, 35 497 je crois au dernier recensement sur les 35 497 communes il y en a 18 582 qui ont moins de 500 habitants et c'est ces communes d'ailleurs qui ont du mal à trouver 10, 12 volontaires, il n'y a même pas d'opposition en général, pour faire un conseil municipal, avoir un maire et je peux te dire que dans ces communes-là, il n'y a pas ou peu de partis politiques ils se connaissent tous, c'est des voisins et donc si tu imagines que déjà il y a plus d'un moitié des communes qui ne sont pas ou peu concernées par les partis politiques ce sera facile de positionner la démocratie directe au moins dans ces communes-là évidemment ce sera plus dur dans les grandes villes on ne prétend pas, on retrouve le même système malheureusement des partis politiques dans les grandes villes et après tu as entre 500 et 1000 communes tu as 7000 communes qui ont entre 500 et 1000 habitants donc on a un gros potentiel

[Intervenant 14] (4:18:50 - 4:19:28)
Juste une question, et concrètement moi je m'interroge ce n'est pas pour essayer de vous mettre en difficulté ce n'est pas ça le problème, et concrètement comment vous allez faire pour que justement dans ces petites communes pour joindre les personnes pour comprendre le principe de la démocratie directe puisque bon comme tu viens de le dire il n'y a pas d'opposition, les gens ne s'intéressent pas forcément à la politique ils ont un maire parce qu'il faut avoir un maire et quel sera le déclencheur, de quelle façon on pourra les joindre est-ce qu'il y a des personnes qui vont se déplacer je ne vois pas, je ne comprends pas

[Intervenant 1] (4:19:30 - 4:20:01)
Déjà je te remercie pour les questions, je sache qu'au contraire j'apprécie vraiment tes questions parce que ça permet d'apporter des réponses et je préfère des gens qui se posent des questions que des gens qui savent mieux que les autres donc par rapport déjà je n'ai pas toutes les réponses à ta question mais on est en train d'y travailler et donc les pistes qui sont envisagées c'est déjà que les j'ai perdu le fil du coup rappelle-moi ta question, excuse-moi c'est juste

[Intervenant 14] (4:20:03 - 4:20:12)
j'arrive si tu peux me rappeler par rapport au nombre de communes qu'il y a, les petites communes comment faire pour intéresser les gens pour les joindre, pour présenter

[Intervenant 1] (4:20:13 - 4:22:25)
alors déjà l'association des mairies démocrates de France n'a pas pour objet de présenter des listes c'est comme l'association des maires de France elle est là pour aider les listes, pour aider les listes citoyennes qui souhaitent se présenter et introduire de la démocratie directe dans leur commune qui va faire appel à l'association pour les aider avec des outils et finalement tu as raison, du coup il faut se faire connaître puisque là vous n'êtes que quelques-uns sur le space à connaître l'association elle démarre à peine, elle a été créée l'association a été déposée cet été donc elle est toute jeune ça va être par des communiqués de presse par des spaces comme on fait maintenant ça va être par tout ce qui est fait par démocratie directe au pluriel toutes les émissions qui sont faites sur toutes les différentes plateformes il va y avoir une forte communication et de toute façon ça ne marchera pas si on n'est que 3 ou 4 dans l'association le but c'est qu'un maximum de citoyens dont les listes citoyennes rejoignent cette association pour la faire grossir, la faire connaître et qu'elle commence à être médiatisée, on a la chance d'avoir des médias alternatifs qui nous relaient. Dans le comité éthique de l'association, nous avons des représentants des médias alternatifs qui sont de plus en plus visionnés sur internet, qui font même plus d'audience en nombre de vues que les médias mainstream à la télé, qui vont faire une audience à un journal télé il va faire peut-être 150, 200, 300 000 téléspectateurs vous avez aujourd'hui des médias citoyens, Touscan, Didier Maisto qui peuvent arriver à un million de vues donc voilà on

compte aussi sur ces médias alternatifs sur toutes les pistes possibles et puis si toi t'as des idées c'était bien le bienvenu et tout citoyen qui m'écoute qui a des idées pour relayer ça et faire la publicité de l'association des médias démocrates de France qu'elle n'hésite pas à faire ça va être aux citoyens à se prendre en main et à participer et à acter et à ne plus attendre que ça vienne d'en haut j'espère avoir répondu

[Intervenant 14] (4:22:26 - 4:22:35)
merci pour les réponses, c'est très intéressant donc on peut joindre cette association auquel endroit ? il y a un site ?

[Intervenant 1] (4:22:35 - 4:23:08)
oui alors j'ai épinglé en haut, je ne sais pas si t'arrives à utiliser le space si tu vois comment ça fonctionne très très mal je ne suis pas un spécialiste de la chose association des mairies démocrates de France tu peux le site internet l'épeuler peut-être je le recherche parce que c'est amdffrance.org tu me confirmes Kali ? amdf .org pour ne pas te dire de bêtises tu vois même

[Intervenant 4] (4:23:09 - 4:23:18)
effectivement ok c'est noté

[Intervenant 1] (4:23:18 - 4:23:20)
amdfrance.org effectivement

[Intervenant 2] (4:23:20 - 4:23:23)
et il y a un formulaire

[Intervenant 14] (4:23:23 - 4:24:12)
d'accord merci j'ai noté et pour terminer une des doutes bêtes qui m'est venue puisque la personne parlait justement de président d'association bon c'est pas indispensable de nommer un président dans une association est-ce que vous avez pensé à l'éventualité, bon la question elle est toute bête d'une présidence tournante au niveau du président de la république c'est à dire qu'au lieu qu'il y ait quelqu'un qui, comme on sait que le pouvoir monte à la tête de certains de la majorité des politiciens est-ce que c'est prévu dans votre programme de faire une sorte de présidence de présidence tournante on changerait de président de personne qui représenterait la nation tous les deux ans ou un an et demi ou au bout de 16 mois etc

[Intervenant 2] (4:24:13 - 4:25:44)
encore une fois on n'est pas un parti on n'est pas un mouvement donc il n'y a pas de projet il n'y a pas de programme il n'y a pas de présentation de comment les choses doivent se faire nous ne sommes que alors pour que tu comprennes un petit peu et après on va passer la parole aux autres parce qu'il y en a qui attendent et qu'il commence à être tard donc déjà premièrement il vous suffit de taper sur Google AMDF et vous tomberez en premier lien sur l'association des mairies démocrates de France, ensuite l'AMDF a été créé par Stéphane Bernard qui est avec moi le co-fondateur de démocratie directe, démocratie directe on est ce qu'on appelle une safe place, c'est à dire qu'on est un espace de liberté d'expression qui a pour but de promouvoir les réflexions sur la démocratie directe et de là est venue l'idée de l'AMDF l'association des mairies démocrates de France pour favoriser l'émergence du principe démocratique à l'échelon local, au niveau des municipalités donc l'AMDF a pour but de favoriser toutes les démarches qui vont tenter de faire émerger des fonctionnements démocratiques au niveau municipal donc nous on n'a pas de programme, on n'est pas là pour dire quoi penser, on est là pour aider les gens les citoyens à penser donc sur l'AMDF on va donner des ressources, des moyens de l'accompagnement, de la visibilité à tous ceux qui œuvrent à l'émergence du principe démocratique et au niveau local, parce qu'on pense nous que c'est au niveau local que les choses vont pouvoir se faire

[Intervenant 1] (4:25:44 - 4:26:03)
et émerger, voilà c'est tout ce qui n'empêche pas individuellement d'avoir nos idées, comme ton idée de président de tournante c'est pas mal, garde là et ce sera proposé le jour où on parlera plus de constitution, tout à fait

[Intervenant 2] (4:26:05 - 4:26:22)
Du coup, on va continuer à faire tourner la parole, puisqu'on a donc Marouane AN Citoyenne et Jicandre qui attendent leur tour de parole, d'ailleurs il me semble que AN Citoyenne nous a quitté sûrement vu leur tardif, donc on a Marouane et Jicandre

[Intervenant 1] (4:26:23 - 4:26:25)
et Lilou aussi, merci à elle en tout cas de sa présence

[Intervenant 14] (4:26:27 - 4:26:38)
Moi aussi je dois y aller, excusez-moi, donc je vous remercie pour vos réponses, donc j'ai appris pas mal de choses Bonne soirée à tous, malheureusement Bonsoir

[Intervenant 5] (4:26:38 - 4:29:21)
Merci, bonsoir Je ne sais pas si il voit, je voulais lui répondre sur la désobéissance civile mais je voulais en introduction en fait parler un petit peu, c'est vrai que de son intervention, qu'il a reçu des qualités des éloges de Jean-Yves parce qu'en fait on a senti dans son intervention qu'il avait une approche modeste de la question il est venu avec ses questions, sans imposer ses idées et ça contrastait beaucoup avec l'intervention de plateforme Gilligan qui était c'est vrai en plein de colère et de frustration et j'ai envie de pourquoi je dis ça en introduction, parce que en fait c'est beaucoup plus impactant un discours positif et un discours modeste c'est-à-dire qu'il partait de réalité qu'il connait, c'est-à-dire de sa propre ignorance, il vient poser des questions alors après ces questions, elles étaient pointues quand même c'est pas non plus la météo et en fait du coup je voulais embrayer après sur la notion de parti politique pour partir un petit peu de l'existant, pour ensuite parler du neuf c'est Simone Veil avec sa note sur la suppression générale des partis politiques je crois qu'il y a de 48 ou de 52 qui datent maintenant donc sur laquelle elle a eu une vision ou en tout cas elle a écrit de manière visionnaire un petit peu les travers des partis politiques dans lesquels on est tombé aujourd'hui à savoir que les partis politiques c'est un peu comme des entreprises privées ils cherchent à grossir à avoir le plus d'emprise ou de plus de clients quelque part sur leur marché électoral c'est devenu une analyse segmentée actualisée même intellectualisée les opinions publiques les sondages d'opinion tout ça c'est un selon moi toute une sémantique de la république participative de 136 ans de de politique après on parlait de la temporalité 236 ans c'est aussi l'âge de l'empire carolingien voilà je me permets de te couper 2 secondes Marouane

[Intervenant 2] (4:29:21 - 4:30:03)
parce que tu as parlé de Simone Veil et de la note sur la suppression générale des partis politiques que j'ai ré épinglé en haut parce que alors encore une fois on va peut-être jouer les parano mais il y avait un lien que j'ai partagé un très gros nombre de fois puisque c'est une oeuvre c'est un petit recueil qui fait selon la version entre 24 et 36 pages donc c'est vraiment très rapide à lire mais j'avais partagé le lien énormément et bizarrement ce lien a disparu, il n'est plus accessible donc j'ai du vraiment gratter comme par hasard et donc je vous ai épinglé en haut un nouveau lien pour pouvoir retrouver cette note sur la suppression générale des partis politiques de Simone Veil je te laisse finir

[Intervenant 5] (4:30:03 - 4:32:29)
Non mais pour rebondir sur ton commentaire moi j'ai juste avant de l'intervention je me suis dit, je vais regarder un petit peu je vais demander à ChadGPT de me refaire une petite synthèse de la pensée de Simone Veil et bien sûr il a confondu avec Simone Veil vous voyez l'autre Simone Veil pas la philosophe, la politicienne justement alors que je lui ai posé quand même une question orientée sur les partis politiques j'ai dit rappelle moi si tu veux la pensée de Simone Veil sur les partis politiques et bien il m'a faussement orienté vers Simone Veil la politique que vous connaissez peut-être à travers je crois que c'était une ministre de la santé je crois c'était pas la philosophe ce que je veux dire par là c'est que effectivement il y a des informations qu'il faut aller chercher et qu'on va pas vous amener sur un plateau et justement c'est pour ça que c'est une bonne transition en fait avec l'idée de rééducation civile au lieu de désobéissance civile en fait ça part d'une idée très simple qui est que en fait faire le pari de l'amour c'est plus rentable ou c'est plus impactant selon moi ça récolte beaucoup plus de fruits et de manière plus durable que celui de la colère parce que la désobéissance quand vous parlez à quelqu'un

de désobéissance ça lui renvoie à la rébellion, à la colère presque à la haine je veux dire donc le fait de parler de rééducation pour moi ça renvoie plutôt à l'amour à la solidarité et au savoir parce que on nous cache certaines informations et on n'est pas on a un quatrième pouvoir en France qui est le pouvoir médiatique qui va falloir en fait se réapproprier et à l'ère de l'informatisation de la digitalisation le pari de la rééducation c'est simplement faire du contenu créer du contenu, proposer du contenu et le diffuser sur des plateformes qui sont déjà existantes je reviens sur ce que tu disais, excuse moi de te couper encore une fois non j'avais fini ce point là, j'avais un autre point mais vas-y on peut rebondir

[Intervenant 2] (4:32:29 - 4:33:24)
pour rester sur Simone Veil, ce qui est d'ailleurs très amusant et qui m'a pour moi un petit peu choqué c'est que la Simone Veil dont toi t'as parlé c'est Simone Veil la Simone Veil dont nous nous parlons, qui a écrit la note sur la suppression générale des partis politiques qui est une philosophe c'est W E I deux L et donc normalement chaque GPT ne peut pas faire de confusion puisqu'il y a deux L pour la philosophe et un seul L pour la politicienne et ce qui est amusant c'est que le lien que j'ai retrouvé de la note sur la suppression générale des partis politiques a mal orthographié Simone Veil avec un seul L alors est-ce que c'est un volontaire par confusion avec la politicienne ou est-ce que c'est volontaire pour ne pas en quelque sorte disparaître puisque tous les liens précédents avec deux L je ne les retrouve plus

[Intervenant 5] (4:33:24 - 4:40:30)
d'accord d'accord je vois oui oui oui je vois il y a eu un truchement ou pas mais il y a eu des petits problèmes de référencement peut-être d'archivage etc et du coup le fait de jouer avec le ah oui bah bien je n'ai pas remarqué et en fait sur le mouvement que vous proposez la démarche, la méthode, la stratégie je pense que c'est bien de rappeler en tout cas à mon sens c'est juste mon avis je pense qu'à mon sens il faudrait quelque chose de qui s'inscrit en fait dans le alors comment le dire pas dans la temporalité, si dans la temporalité mais je veux dire de manière transitoire je pense que l'idée c'est d'amener du changement et c'est pas d'amener comment dire une idée aboutie déjà de là où on doit aller l'idée c'est d'accompagner je pense l'élan populaire de manière de l'accompagner de manière saine en fait parce que aujourd'hui on est on est sujet à toutes les manipulations et on a surtout un système qui est très rigide en fait dans lequel il est difficile de s'extirper donc c'est important de faire un pas de côté et de réfléchir ensemble sur ces notions là de gouvernance et réfléchir ensemble pour moi c'est se rééduquer en tout cas c'est faire le pas vers l'autre et expliquer et décrire sa démarche je vais pas tarder à conclure et juste vous donner un peu mes priorités concernant peut-être les sujets qui pour moi devraient être une priorité parce qu'il y a vraiment dans la société quelque chose qui bouillonne donc il y a à mon sens le besoin de réconciliation entre les générations c'est pas une vue de l'esprit en fait c'est vraiment c'est concret parce que c'est notre système de retraite en fait notre système de retraite aujourd'hui c'est les actifs qui financent les retraités donc il y a une solidarité intergénérationnelle et il y a un secret de polichinelle dont je doute pas que vous êtes tous au courant c'est que le système de retraite actuel il est pas adapté il était adapté pour les 30 glorieuses et aujourd'hui il faut repenser ce ce système là à mon sens c'est mon avis et ça permettrait en fait de réconcilier les générations parce qu'on a une génération d'actifs qui se sent voler les fruits de son travail alors à tort ou à raison je dis pas que aujourd'hui on pointe du doigt les retraités de manière mais Bayrou en en a parlé dans ses récentes déclarations et ça a fait un peu l'effet d'une grenade j'ai peur qu'on exacerbe ces tensions là et surtout c'est même pas un peur de conflit générationnel c'est vraiment un principe de fonctionnement de la société aujourd'hui il faut qu'on trouve un système qui soit qui permette de conserver la solidarité nationale parce que c'est la troisième valeur du triptyque de notre devise nationale c'est la fraternité et je pense que c'est important que la France reste fraternelle envers ses citoyens et donc c'est pour ça que j'appelle pas la désobéissance civile parce que la désobéissance civile c'est rompre en fait la solidarité nationale, pourquoi ?

parce qu'en appelant la désobéissance civile malheureusement vous allez au boycott parce que la désobéissance civile s'accompagne généralement du boycott du fait de payer en cash des choses comme ça, c'est pas que je sois contre toutes ces idées là de résistance c'est peut-être le moindre mal ça a toujours été vu comme le moindre mal c'est à dire une méthode capable de nous permettre d'arriver à nos fins pour autant on sait très bien que c'est pas la meilleure parce qu'on va faire du mal, on va casser on va faire une omelette mais en cassant des oeufs mais il y a je pense des méthodes comme la vôtre qui permettent en fait d'amener à l'éveil citoyen sans pour autant briser la solidarité nationale parce

que quand vous boycottez, en fait vous ne faites plus rentrer l'argent dans les caisses de l'Etat et donc il n'y a plus d'argent pour financer les petites retraites par exemple ou les petits salaires les petits travailleurs, les aides sociales donc en fait en appelant la désobéissance civile vous appelez au chaos qui sera premièrement préjudiciable aux plus pauvres et aux plus démunis et c'est là toute la perversité du désappel qu'il y a pu avoir par les syndicats c'est que si derrière leur objectif c'est de mettre en place le chaos sachez bien que le chaos ce seront les plus pauvres et les plus vulnérables qui en paieront le prix et c'était sur ça que je voulais conclure et je vous remercie d'avoir eu cette démarche là ce soir et je ne suis pas mécontent d'avoir attendu pour vous présenter un petit peu pour vous donner mon ressenti par rapport à votre démarche, vous dire que je vous soutiens et que j'ai du temps, en plus en ce moment là je reprends le boulot d'ici mois de novembre donc je vais avoir de quoi me déplacer un petit peu dans les ronds-points et dans les différentes agoras, s'il y en a et puis vous dire aussi qu'il faut en fait il y a un champ de la discipline mais c'est plus les anglo-saxons qui l'ont théorisé, c'est l'intelligence économique débilocratie je crois ils parlaient beaucoup de stratégie et c'est important de parler stratégie au moins de manière publique et de manière écrite pendant les gilets jaunes il y a eu ces cahiers de doléances je trouve que c'était une bonne démarche de mettre des idées par écrit je trouve que c'est la première étape parce que les paroles s'envolent les écrits restent et aussi parce qu'une idée quand on la pose et qu'elle prend son envol, personne ensuite peut contrôler où est-ce qu'elle va atterrir et ça peut avoir un effet papillon donc merci pour votre écoute et merci pour votre démarche et je continue à vous écouter, à vous soutenir

[Intervenant 1] (4:40:34 - 4:41:21)
Merci à toi déjà d'être là, d'être présent à cette heure tardive et d'avoir patienté on va continuer, après tout on fait notre 10 septembre en ce moment donc avec les quelques derniers intervenants et peut-être après on conclura le but c'était de libérer la parole de faire cet agora pour que vous puissiez vous exprimer que je vous donne aussi moi ma vision puisque c'est mon space sur la démocratie directe je sais pas si on va passer aux stratégies parce qu'on en a pas mal parlé par avant, sauf si Kayi il y a des bureaucraties, tu veux rajouter quelque chose par rapport aux stratégies, être un peu plus clair peut-être, parce qu'on a la même de toute façon, peut-être toi tu l'exprimeras mieux que moi

[Intervenant 2] (4:41:25 - 4:41:30)
très sincèrement à 1h45 j'en peux plus

[Intervenant 5] (4:41:32 - 4:41:37)
c'était dur franchement c'était dur la vérité je vous l'ai pas dit mais c'était pas facile

[Intervenant 2] (4:41:37 - 4:42:14)
autant il y a un an avec Stéphane on a lancé démocratie directe et j'avais beaucoup plus de disponibilité pour des raisons très personnelles là j'en ai énormément moins j'ai accepté avec grand plaisir d'être ton co-hôte ce soir je te cache pas que comme généralement tu es quelqu'un qui a justement toi aussi les obligations qui font ta temporalité restreinte dans tes disponibilités numériques je me suis dit bon c'est bon je peux y aller normalement et là il va être 1h et je te cache pas que vu l'heure à laquelle je me suis levé le nombre d'heures que j'ai dormi la nuit dernière ça commence à piquer énormément et je vais pas pouvoir aller bien

[Intervenant 1] (4:42:15 - 4:42:26)
beaucoup plus loin avec mon petit compte 2000 abonnés je pensais pas avoir plus de à un moment donné il y avait plus de 200 personnes qui étaient sur le space

[Intervenant 2] (4:42:26 - 4:42:27)
je vous remercie tous

[Intervenant 1] (4:42:30 - 4:42:58)
je pensais qu'on serait dippelés ce soir et pour mon premier space alors ce sera pas régulier vous avez entendu je suis pas disponible tout le temps donc ce sera occasionnel mais après je vous invite à suivre plutôt les comptes de démocratie directe au pluriel vous les avez dans les suiveurs en ce moment, le compte de la même MDF, de l'association des mairies démocrates de France, vous avez compris que

c'est une des stratégies qu'on compte utiliser pour mettre en place la démocratie directe

[Intervenant 10] (4:42:58 - 4:42:59)
à terme voilà

[Intervenant 1] (4:43:01 - 4:43:15)
et je propose de finir avec les deux derniers intervenants J.C.M. J.K.M.D.R et Watchdog qui vient de monter on avait J.K.M.D.R en premier, vas-y on t'écoute

[Intervenant 15] (4:43:17 - 4:47:28)
je peux pas vous dire bonjour, bonne nuit mais enfin voilà salutations à tous mon nom est Jean-Christian-Antoine-Marie de Rivaz je suis citoyen suisse et donc j'expérimente la démocratie directe, ou du moins les outils de démocratie directe comme on les appelle en Suisse parce que la Suisse, comme certains l'ont souligné est effectivement un mélange de système républicain et d'outils de démocratie directe et c'est très important et je pense que vous venez de dire exactement pourquoi c'est important vous en pouvez plus, il est presque une heure du matin et finalement très peu de personnes ont pu s'exprimer et ça il faut s'en rendre compte et donc des agora de 500 personnes avec des séances 3 fois par jour de 8h à 22h, 7 jours sur 7 faites-vous pas d'illusions vous allez être encore plus épuisés que ça et donc en Suisse, comment est-ce qu'on a résolu le problème ? vous pouvez aller sur le site de la Confédération Suisse et vous verrez que les votations pour je pense les 20 prochaines années sont déjà définies donc c'est 4 dates par année, elles sont déjà décidées et ça prend 10 minutes pour voter, quelque chose comme ça là j'ai voté pour la prochaine votation du 28 septembre, on avait je suis dans le canton de Vaud, on avait 5 objets cantonal et 2 objets fédéral ça m'a pris 5 minutes et c'est tout donc prenez le contraste ça me prend quelque chose comme 5, 10 minutes, 4 fois par année et votre système d'agora il fonctionne de 8h à 22h, 7 jours sur 7 vous pensez comment tenir ? en plus il y a des gens qui ont des obligations dans tous les sens ils pourront pas aller à ces séances tous les gens qui sont dans des petits villages, ils pourront pas se déplacer à l'endroit où se trouve cette séance je veux dire soyez un peu réaliste c'est joli ce système d'oroga d'agora mais soyez pragmatique et je pense que c'est une des qualités du système qu'on a en Suisse, c'est d'être extrêmement pragmatique quand en 1848 il a fallu construire un nouveau système politique on s'est inspiré de choses qui fonctionnent on a pris exactement le même système fédéral que les Etats-Unis on a vraiment fait un copier-coller avec le système bicaméral et tout c'est exactement le même que celui des USA et surprise on a pris les outils de démocratie directe de la France de l'époque si si, les outils de démocratie directe qu'on utilise en Suisse ont été repris de la France et je parle non seulement du référendum mais également du droit d'initiative populaire qui consiste en Suisse à faire en sorte que des citoyens puissent proposer une modification de la Constitution et on le fait très régulièrement donc ce n'est pas magique et ça vient même de chez vous le troisième point qui est un petit peu particulier en Suisse c'est qu'on a une tradition d'exécutifs multipartis et ça on l'a jusqu'au système de l'exécutif fédéral donc on n'a pas un président avec des programmes politiques et des listes, on a le législatif qui élit l'exécutif, ce sont 7 conseillers fédéraux, ils représentent les plus grands partis de Suisse et le président c'est une tournure chaque année voilà, une courte présentation du système suisse, si vous avez des questions c'est très volontier, mais surtout n'oubliez pas, pour qu'un système soit efficace il faut que les gens soient égaux donc de simplement prendre 5 minutes et de mettre oui non sur un papier puis de le glisser dans la boîte aux lettres de la commune ça n'importe qui peut le faire participer de 8 à 22h à des séances de 500 personnes c'est joli en théorie mais vous voyez en pratique déjà rien que ce que c'est l'effort de ce space voilà, j'espère avoir fait avancer un petit peu le débat

[Intervenant 1] (4:47:31 - 4:51:47)
je te remercie pour ton intervention c'est très intéressant effectivement d'avoir l'écho de modèles de voisins et puis les plus avancés on va dire en plus en démocratie moi j'envise votre système même je dirais la constitution que j'ai proposée c'est effectivement dans l'idéal et c'est bien d'écouter des gens comme vous par rapport à votre expérience et peut-être d'en prendre les graines pour peut-être modifier la position que j'ai proposée c'est un des modèles les plus aboutis sur une constitution de démocratie directe pleine justement où il n'y a pas le représentatif évidemment ce qui n'a pas été dit c'est que pour libérer comme tu as dit du temps déjà bon il y a la fatigue mais il y a aussi le problème de l'argent c'est à dire que on ne peut pas fonctionner en démocratie directe si on doit courir après notre

salaire en permanence que la plupart de nous faisons on est toujours on a toujours des problèmes de pouvoir d'achat qui n'a pas de problème et il faudra revoir certainement un système monétaire qui permet de libérer du temps pour pouvoir faire plus de démocratie sans parler de la démocratie pleine dont tu viens de parler et que j'ai mis en présentation de constitution mais on est d'accord que ça demande de libérer du temps et donc d'avoir plus de ressources qui est un peu l'avantage des salaires en Suisse même si le coût de la vie est proportionnel à vos salaires de ce que je sais des amis Suisses que j'ai et effectivement ce qui est de bien c'est que vous avez l'initiative aussi vous avez deux types le référendum et l'initiative qui sont citoyennes et vous pouvez même bloquer un projet de loi, ça c'est très bien pour dire que vous voulez le passer en référendum avant qu'il soit adopté voilà ce sera intéressant peut-être on va correspondre à MP peut-être pour faire un space avec démocratie directe au pluriel ou la MDF pour qu'on approfondisse, si t'es d'accord pour qu'on approfondisse qu'on ait une discussion sur ton expérience Suisse exactement en tant que Suisse et de votre fonctionnement et puis de voir ce qui est positif mais aussi de voir ce qui est négatif, je ne sais pas si t'es là au moment où j'en ai parlé, je sais que mes amis Suisses me parlent de problèmes médiatiques, des médias qui orientent éventuellement qui peuvent orienter les débats et le vote dans un sens ou dans un autre de l'influence des médias qui n'est pas réglé au niveau Suisse et pourtant vous avez l'initiative pour peut-être modifier des lois en ce sens là mais ce sera intéressant de faire je te propose un space pour échanger sur le modèle Suisse et qu'on te pose plein de questions, effectivement des centaines de questions à te poser c'est trop intéressant et tu as raison de rappeler l'histoire c'était je crois la deuxième constitution puisque la Suisse était occupée par la France et quand elle a été libérée en suite aux invasions entre 1792 et 1798 il y a eu pas mal d'invasions ce qui fait qu'on est passé à l'Empire la Suisse a été libérée et s'est transformée enfin il y a eu une confédération Suisse et qui a récupéré exactement les textes de la constitution française de la seconde qui a été adoptée mais jamais mise en oeuvre et dedans il y avait les outils de démocratie directe on a eu un énorme loupé notre deuxième constitution de 1793 je crois et après on a oublié ça et c'est vraiment dommage et les Suisses l'ont récupéré, ils ont bien fait donc merci pour ton intervention et je t'envoie un P pour cette participation à un futur Space si tu veux ajouter quelque chose

[Intervenant 15] (4:51:48 - 4:52:14)
absolument très volontiers ça sera avec plaisir surtout que j'ai du temps à disposition actuellement l'histoire suisse c'est un tout petit peu plus compliqué mais je vais pas venir là et puis par rapport aux médias oui mais disons on en rigole parce qu'en fait c'est de toute façon les citoyens qui ont le pouvoir donc même si les médias sont problématiques ça change rien au fait que les citoyens c'est eux qui décident in fine

[Intervenant 1] (4:52:16 - 4:52:24)
ok merci on fera ça ce Space avec la Suisse super, dernier intervenant Weshdog vas-y c'est à toi

[Intervenant 9] (4:52:25 - 4:52:28)
bonjour, vous m'entendez bien ?

[Intervenant 1] (4:52:31 - 4:52:32)
oui on t'entend, vas-y

[Intervenant 9] (4:52:33 - 4:54:00)
super, je vois que vous êtes un peu fatigué parce que le Space a duré moi je vous dis bonjour parce que je viens de me lever et qu'à 5h je serai sur le terrain vous avez dit beaucoup de choses, c'est bien de le dire aujourd'hui on est le 17 septembre, c'est une date qui a été posée il y a un petit moment vous allez avoir des personnes qui vont certainement être sur le terrain physiquement peut-être même confronter pas mal de choses des choses pas très jolies vous allez peut-être rester sur les réseaux et tout ce qu'on vous demande c'est de continuer à discuter contrairement à ce qu'a dit le précédent intervenant profitez de ces moments ces quelques jours ou quelques heures pour dire vos problèmes faites vos cahiers de doléances numériques prenez la parole sur les Space faites des lives prenez votre téléphone et dites voilà ce que je vis parce que si vous ne le partagez pas on ne pourra pas être fraternel avec vous la fraternité va naître de là il y a des gens qui seront sur le terrain et ils vont l'être bientôt dès 5h du matin ne vous inquiétez pas on est prêt donc ne vous tracassez pas il y a beaucoup de choses qui sont déjà anticipées on sait que ça va être un peu sportif pendant quelques jours même

l'objectif n'est pas de se faire du mal

[Intervenant 5] (4:54:00 - 4:54:06)
Watchdog, t'es à Paris ? Non je suis pardon ?

[Intervenant 9] (4:54:06 - 4:59:09)
c'est pas important où je suis on est partout donc vous allez avoir des médias indépendants qui vont suivre sur le terrain qui vont filmer en permanence pas obligatoirement en direct pour enregistrer, pour être certain que s'il y a des violences derrière on puisse faire condamner les personnes au moins à un moment donné qui seront les auteurs de ces violences il y aura des personnes qui seront là aussi pour aider à soigner les personnes s'il y a des violences qui sont commises il y aura tout un ensemble d'individus qui seront prêts et organisés parce que pour certains ça fait des années voire des décennies qu'ils prennent des coups de matraque et après on pourra très largement et très facilement remettre en place la démocratie sans rien rajouter le plus et tracer un chemin et un destin du bonheur pour presque tout le monde voire tout le monde en oubliant personne c'est le seul objectif qui est là maintenant posé chacun fait ses choses fait ce qu'il a à faire en son âme et conscience quelles que soient ses idéologies quelles que soient ses religions sa couleur de peau le patelin où il est mais l'important c'est de faire quelque chose vous avez bien compris qu'on a vécu 15 jours de spectacle de cinéma vous avez un premier ministre qui apparaît comme par magie le lendemain même du poutrage en règle de François Bayrou qui est le mollusque politique l'espèce de moule collé au rocher depuis 50 ans vous vous rendez bien compte que tout cela c'est un spectacle qui vous est organisé pour vous divertir mais dans le mauvais sens du terme donc tout ça c'est terminé en fait alors tant pis si l'état français se trouve en faillite tant pis si ces gens-là n'auront plus accès au petit four, au mar et au champagne c'est leur problème en fait nous on va s'occuper du problème de tout le monde et clairement la blague est terminée on va présenter la facture mais si vous ne pouvez pas vous mettre dans ce genre de choses et si vous ne vous sentez pas de vous y mettre n'y allez pas vous allez vous faire blesser vous allez avoir mal et ça va être compliqué laissez faire ce qu'ils peuvent faire voilà et ayez au moins confiance en nous si vous n'avez plus confiance en eux, essayez d'avoir confiance en nous vous allez voir des images on va vous les transmettre on va essayer de vous transmettre le maximum d'informations et les plus belles informations qu'on aura à vous transmettre ce seront des gens qui feront des votes à main levée pour décider de continuer c'est ça nous qui nous intéresse à montrer c'est pas un coup de matraque, c'est pas une tête en sang c'est pas un gendarme qui prend un mauvais coup, c'est pas ça qu'on veut montrer ce qu'on veut montrer c'est des gens qui décident voilà après on verra, on aura le temps de se chamailler sur la largeur des trottoirs et sur la hauteur des feux tricolores il n'y a pas de problème, mais là pour l'instant vous comprenez bien si on fait rien là, cet hiver il va y avoir des morts des gens vont mourir de froid et de faim on est en 2025 on a 10 millions de précaires et de pauvres on dépense des fortunes pour des personnes qui ne nous apportent que des problèmes, donc on parle là dessus on a une date qui a été posée qui est venue presque par magie peu importe derrière tout ce que vous pouvez penser, que c'est des trucs repris par ci, repris par là etc, mais c'est pas important cela en fait, ce qui est important c'est d'être actif et que vous soyez avec votre téléphone à intervenir dans un space, à faire rebondir des informations à dire voilà ce qui n'est pas normal vous êtes tout aussi actif que celui ou celle qui sera sur le bord de la route ou qui sera devant sa mairie ou devant une assemblée nationale donc vous êtes tous utiles vous êtes tous nécessaires les essentiels c'est vous et eux on les dégage voilà après j'espère qu'il y a des gens ici qui entendront un peu ces messages qui vont passer comprenez bien, bloquons tout c'est pour débloquer la société c'est uniquement cela et si on se débloque une bonne fois pour toutes, vous verrez qu'on aura tous un avenir et un destin autre qu'une guerre incompréhensible que des malheurs du quotidien que des souffrances en permanence voilà c'était mon petit message au passage, là je vais me préparer je vais préparer le matériel personnellement j'ai bien dormi j'ai fait mes 6 heures de sommeil j'ai pris un bon repas et croyez-moi on est prêt voilà, et on est là et on est Légion Merci à toi Watchdog

[Intervenant 1] (4:59:09 - 4:59:11)
bon courage à toi surtout

[Intervenant 5] (4:59:12 - 4:59:32)
Merci je me suis permis de couper la parole tout à l'heure de Watchdog en fait c'était juste pour savoir si

c'était vraiment il y avait une organisation à l'échelle nationale il a répondu, il a dit que ce serait un peu partout en France donc c'est pour ça je voulais juste savoir s'il allait préciser

[Intervenant 9] (4:59:32 - 4:59:35)
il y avait près de 7000 fils de télégramme

[Intervenant 5] (4:59:35 - 4:59:55)
moi j'évite comme j'ai rien à cacher on m'a invité dans des trucs je suis sur Facebook j'ai un groupe ancien de l'époque des gilets jaunes et j'ai juste fait passer l'info sur le disque je ne suis pas dans des groupes d'organisation quoi que ce soit

[Intervenant 9] (4:59:56 - 5:01:25)
pour comprendre il y avait 7000 groupes de chaînes qui ont été en place d'ailleurs vous avez eu un message du patron de Telegram il y a eu beaucoup aussi de choses qui se sont faites sur Whatsapp quasiment tous les réseaux ont été presque mobilisés c'est pour ça que c'était facilement détectable qu'il y avait une émulsion bien supérieure à celle des gilets jaunes donc voilà après tout ce qui s'est organisé physiquement il y a des départements comme par exemple en Bretagne où il y a eu des 70 ou 80 réunions AG avec des choses qui sont décidées et actées avec des gens qui ont, comme vous l'avez dit, posé des stratégies posé des actes et des actions alors bien sûr tout ne va pas faire tomber Emmanuel Macron tout ne va pas faire démissionner le cornu puisqu'on est passé du Bayrou au le cornu c'est pas cela qui fera la quantité et le nombre de personnes qui signifieront, bon ben là c'est simple, on renverse la table c'est ça en fait qui fera bouger réellement les choses.

En fait moi ce que je vous dis c'est que là on est arrivé à un point où le 1er décembre ils ont démarré l'hélicoptère, là ce qu'on veut c'est qu'ils montent dedans ils montent dans l'hélicoptère et puis on ne le revoit plus c'est tout il y a récemment une personne d'une radio française payée par nos impôts qui m'a posé une question elle m'a dit si vous rencontrez Emmanuel Macron, qu'est-ce que vous lui diriez ?

[Intervenant 5] (5:01:25 - 5:01:51)
Deux mots, cassez-vous Moi on m'avait posé la question, je me souviens c'était au mois d'octobre en 2018 c'était le 1er ou le 2ème jour, il y a une journaliste elle était venue me voir elle me disait ouais, qu'est-ce que vous avez à dire à Macron ? Quoi vos trucs ? Et j'ai répondu à l'époque j'ai répondu je veux juste la tête de Macron sur une pique

[Intervenant 4] (5:01:55 - 5:01:56)
Non mais avec

[Intervenant 5] (5:01:56 - 5:02:08)
beaucoup d'ironie, par contre c'était une blague je n'appelle pas à quelconque forme de violence c'était une bouteille de

[Intervenant 9] (5:02:09 - 5:02:18)
Pas plus tard que la semaine dernière il y a une personne dans une réunion qui se faisait sur des balleaux de paille qui a dit une chose, qui a dit moi s'il s'excuse il y a déjà la moitié du problème qui est résolu

[Intervenant 5] (5:02:18 - 5:02:25)
Oui voilà, après s'il peut réinscrire à la constitution le principe de trahison aussi la loi

[Intervenant 9] (5:02:26 - 5:02:30)
Après non, qu'il s'en aille on va se brouiller entre nous, on fait des accords

[Intervenant 5] (5:02:30 - 5:02:32)
Oui on le fera après

[Intervenant 9] (5:02:32 - 5:05:40)

On a pas besoin de ces gens-là il faut arrêter de croire qu'il faut payer des mecs 18 000 balles par mois pour embaucher 5 assistantes dont l'essentiel sont leurs femmes ou leurs sœurs on a pas besoin de ces gens-là qui bouffent du homard qui ont 3 chauffeurs, qui ont des voitures qui vivent dans des bâtiments qui sont à nous merde, c'est à nous putain l'Elysée c'est à nous à un moment il faut l'entendre ça tout ça c'est à nous et on nous dit vous n'avez pas le droit de vous en approcher il vous est interdit de manifester il vous est interdit de ne pas être content vous devez travailler, consommer et fermer votre grande bouche voilà ce que c'est devenu aujourd'hui la France donc ça c'est terminé en fait et quand on dit que c'est terminé c'est que si il faut foutre la France en faillite moi je suis chef d'entreprise je travaille dans l'informatique, ce que je fais je peux le faire à l'autre bout du monde je ferme mes boîtes vous avez plus de TVA, vous avez plus d'IS, vous avez plus rien qu'est-ce qu'on fait si on est 2 000 à le faire c'est pas grand chose si on est 2 millions à le faire si demain tous les commerçants de France baissent boutique parce qu'ils en ont marre de récolter de la TVA et des emmerdes demain vous n'avez plus de baillette de pain, vous allez vous révolter ou pas demain vous n'avez plus de Pinard ou de Ricard, vous allez vous révolter ou pas demain vous n'avez même plus de clope, vous allez vous révolter ou pas faut attendre quoi vous n'avez même plus rien dans votre frigo et vous avez déjà même plus de quoi payer l'électricité pour votre frigo et je vous dis on a une chance encore c'est qu'il y a 10 millions de précaires, si les 10 millions de précaires et pauvres comprennent qu'il suffit juste qu'ils se lèvent au lieu de rester écroulés parce qu'on les a écroulés je peux vous assurer que là les gilets jaunes c'était une kermesse donc si vous voulez je dis pas que c'est le point de non-retour mais pas loin quand même pas loin il faudra pas grand chose en fait pour que ça change par contre c'est pas parce qu'ils vont mettre des rentes CRS, ils pourraient mettre des millions de centaures on passera au travers vous savez pourquoi? parce que c'est dans la tête c'est dans la tronche que ça va jouer voilà mais ce que vous allez faire là demain, aujourd'hui même et après-demain et après-après-demain tout ça a une importance cruciale c'est plus important que ce que l'on va faire sur le terrain, c'est plus important que tout cela, discutez échangez, engueulez-vous concluez sur les problèmes posez les problèmes parce que quand vous allez poser le problème, vous allez poser la solution nous ce qu'on veut c'est des solutions pas des gens qui font des problèmes et après on retournera pour moi à mes claviers pour d'autres à leur four pour faire le pain et d'autres à leur champ pour faire pousser des légumes voilà, sur ce soyez fort n'ayez pas peur la peur c'est dangereux si vous avez peur, discutez avec nous, on vous expliquera comment contenir tout cela bon courage à vous tous

[Intervenant 5] (5:05:40 - 5:05:41)
force à toi, merci Watchdog

[Intervenant 1] (5:05:46 - 5:07:54)
merci à toi Watchdog parlez-vous, parlez entre vous et le 10 ne commence pas qu'aujourd'hui, il continue et ce qu'on a fait ce soir dans le Space doit continuer, le 10, le 11, le 12, le 13 tout le temps je suis désolé, il y a encore deux demandes d'intervenants de monter ça ne va pas être possible, on a démarré à 20h pour info, 5h de Space pour mon premier Space, c'est énorme vous avez été plus de 200 je vous remercie énormément pour votre présence d'avoir été aussi nombreux pour mon Rikiki compte j'espère que la démocratie directe je sais, Watchdog dit, il n'y a pas de direct on est obligé de le rajouter, malheureusement parce qu'il y en a qui ont appelé démocratie à notre système mais si ça vous intéresse en tout cas les outils de démocratie directe vous intéressent faites ce que vous avez à faire par rapport au 10, par rapport à la suite, selon ce que vous avez envie ce que vous pouvez et voilà faites, c'est tout, comme il a dit Watchdog faites, peu importe ce que vous faites chacun a des compétences il peut les partager je vous souhaite un bon 10 septembre à tous je vous remercie, Kali si tu as encore un mot à dire je te remercie énormément d'avoir tenu ce Space parce que tu es un peu plus expert que moi dans les Space et c'était très agréable de t'avoir aussi bien pour ton verbe, ton vocabulaire et puis de m'avoir aidé à être cohorte c'est toujours mieux d'être deux pour un Space, techniquement en tout cas aussi voilà, merci à tous voilà, n'hésitez pas à rejoindre les mouvements qui vous intéressent et les comment, les objectifs et surtout d'acter, de faire de ne pas rester à rien faire Kali, un dernier mot peut-être pour toi merci à toi pour ta confiance, de m'avoir confié de cohorting

[Intervenant 2] (5:07:55 - 5:08:29)
merci aux auditeurs de nous avoir écoutés parce que s'ils ne sont pas là, on parle dans le vide et c'est beaucoup moins intéressant merci aux intervenants parce que sans eux, on parle entre nous deux et

c'est là aussi moins intéressant et puis effectivement mobilisez-vous, toujours en vous protégeant comme on l'a déjà expliqué physiquement, psychiquement économiquement, socialement faites attention à vous mais engagez-vous, de quelque façon que ce soit parce que si on reste chacun de notre côté en se disant l'autre va faire, rien ne se fera voilà, merci à tous, bonne soirée et à très bientôt

[Intervenant 1] (5:08:30 - 5:08:33)
merci, bonne soirée, je ferme le Space et à très bientôt